3,60€ lundi 3 juin 2024 LE FIGARO – N° 24 813 – www.lefigaro.fr – France métropolitaine uniquement

Première édition

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



## LE FIGARO SANTÉ

NOUVEAUX MÉDICAMENTS ANTI-OBÉSITÉ, UNE « RÉVOLUTION » SCRUTÉE ATTENTIVEMENT PAGE 14

## MARION MARÉCHAL

« JE N'AI PAS LA CULTURE DU PARTI UNIQUE. » ENTRETIEN AVEC LA TÊTE DE LISTE RECONQUÊTE PAGE 6



# Comptes publics : l'exécutif averti avant les européennes

**Emmanuel Macron et sa majorité voient leur crédibilité économique abîmée à quelques jours des élections, après la dégradation de la note de la France par l'agence américaine Standard & Poor's.**

L'Élysée s'est refusé ce week-end à tout commentaire après la dégradation vendredi soir de la note de la dette publique française par Standard & Poor's. Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a tenté, de son côté, de minorer les sévères mises en garde de l'agence américaine, laquelle ne croit pas aux prévisions du gouvernement. L'exécutif promet effectivement de ramener le déficit public de 5,5 % en 2023 sous le seuil de 3 % en 2027. L'avertissement tombe au plus mauvais moment pour Emmanuel Macron et sa majorité, à quelques jours des élections européennes. Les oppositions, de droite comme de gauche, se sont vite saisies de cette dégradation pour attaquer. Ce lundi, les députés du Rassemblement national et de La France insoumise défendront deux motions de censure contre la politique budgétaire du gouvernement.

→ QUELLES CONSÉQUENCES POUR LA FRANCE?
→ GABRIEL ATTAL FACE À DEUX MOTIONS DE CENSURE
→ UNE DÉCISION QUI RENFORCE L'OBLIGATION DE L'EXÉCUTIF À RÉTABLIR LES FINANCES PUBLIQUES
PAGES 4, 5 ET L'ÉDITORIAL




## Joe Biden tente d'imposer une trêve entre Israël et le Hamas

KOBI WOLF/BLOOMBERG

**Le président américain a soumis un plan pour un cessez-le-feu à long terme, reprenant les principaux points d'une proposition israélienne. Netanyahou risque de perdre les voix de ses deux ministres d'extrême droite s'il est adopté.** PAGE 2

## Scarification, incitation au suicide... Des parents assignent TikTok en justice

Constatant des *« dégâts considérables »* sur la santé mentale de leurs enfants – allant jusqu'au suicide –, des parents partent en guerre contre TikTok et son algorithme *« malsain »*. Réunis en collectif, ils se préparent à traduire le réseau social chinois en justice, au civil. Leur avocate espère non seulement faire reconnaître un préjudice pour les familles, mais aussi mettre les réseaux sociaux face à leurs responsabilités. PAGE 11



## FIGARO OUI FIGARO NON

**Réponses à la question de samedi :**
Pensez-vous que Donald Trump peut gagner l'élection présidentielle américaine en dépit de sa condamnation?


OUI 79 %


NON 21 %

VOTANTS : 117381

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**
Benyamin Netanyahou doit-il accepter l'accord de trêve présentée par Joe Biden?

PEAKSTOCK / SCIENCE PHOTO LIBRARY/ SCIENCE PHOTO LIBRARY VIA AFP-FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

## ÉDITORIAL par Yves Thréard

### *Dans le piège budgétaire*

La nouvelle dégradation de la dette française est un coup dur pour Emmanuel Macron. À une semaine des élections européennes, qui se présentaient déjà très mal pour lui, elle s'ajoute au bourbier calédonien, à l'insécurité galopante et à la grogne sociale. La note de l'agence américaine Standard & Poor's tombe comme une sanction de sa politique. Le symbole est lourd à porter pour l'ancien banquier dont on a longtemps prétendu que l'économie était le point fort! À son arrivée au pouvoir, il était parti en guerre contre la dépense publique : *« Réponse facile »*, disait-il, que tous les gouvernements ont utilisée à outrance. Il est à présent rattrapé par un procès en mauvaise gestion, qui va vraisemblablement lui coller à la peau jusqu'à la fin de son mandat.
En sept ans, le trou de la dette s'est creusé de 1000 milliards d'euros supplémentaires. L'exécutif a certes dû faire face à la pandémie. Bruno Le Maire affirme même que son intervention a *« sauvé »* le pays. Il promet désormais de se montrer plus économe. Peut-être... Il n'empêche que l'heure est aux primes à tout-va pour acheter la paix sociale à l'approche des Jeux olympiques. En France, l'évolution de la dette publique est une histoire sans fin. Depuis 1974, date du dernier budget resté dans le vert, il y a toujours une raison – bonne ou mauvaise – pour laisser filer la dépense. Emmanuel Macron, qui a beau mettre aujourd'hui cette dérive sur le dos des collectivités locales, n'a pas échappé à ce travers. Pire, avec son instinct provocateur, à moins qu'il ne soit atteint à son tour par la tentation du déni, il a déclaré fin mai : *« Nous n'avons pas un problème de dépenses excessives, mais un problème de moindres recettes. »*

> Macron atteint par la tentation du déni

Le piège budgétaire pourrait-il un jour se refermer sur le pouvoir exécutif? Ses opposants sont bien décidés à s'en servir pour lui faire payer sa politique. Deux motions de censure en ce sens, déposées par le RN et LFI, seront examinées ce lundi par l'Assemblée nationale. Elles ont peu de chance d'aboutir. Rien ne dit, en revanche, que le vote du budget 2025 à l'automne puisse passer, faute de majorité, à l'aide du seul chausse-pied 49.3... ■



AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND ISSN 0182.5852

M 00108 - 603 - F: 3,60 €

# Entre Biden et l'extrême droite : le dilemme de Netanyahou

**Marc Henry** Tel-Aviv

Deux ministres d'extrême droite menacent de claquer la porte si le plan pour une trêve soumis par le président américain est adopté.

Benyamin Netanyahou est confronté à un dilemme : il peut difficilement repousser le plan de Joe Biden pour mettre fin à la guerre à Gaza, mais l'accepter provoquerait la démission des ministres d'extrême droite et la chute de son gouvernement.

Plus que jamais, Benyamin Netanyahou doit se livrer à un choix crucial entre d'un côté Joe Biden et de l'autre deux ministres ultranationalistes qui menacent de déstabiliser sa majorité. Le dilemme est d'autant plus difficile à trancher que le président américain a présenté, vendredi, un plan qui reprend en fait les grandes lignes d'une proposition, jusque-là tenue secrète, du gouvernement israélien. Elle prévoit trois étapes avec un cessez-le-feu, la libération progressive des 122 otages détenus par le Hamas depuis les massacres du 7 octobre dans le sud d'Israël, et une accélération de l'aide humanitaire pour les Palestiniens de la bande de Gaza.

Mais le premier ministre, bien qu'il ait donné le feu vert à ce plan, est soumis à des menaces internes. Itamar Ben Gvir, le ministre de la Sécurité nationale, chargé de la police et Bezalel Smotrich, le ministre des Finances, chefs de deux partis d'extrême droite, ont prévenu qu'ils démissionneraient si Benyamin Netanyahou entérinait publiquement ce plan qui, selon eux, ne peut se traduire que par « *une défaite totale* » face au Hamas, alors que le premier ministre n'a cessé de faire miroiter aux Israéliens une « *victoire totale* » sur les islamistes. Sans les 14 députés de ces formations, Benyamin Netanyahou n'aurait plus aucune majorité au Parlement. Résultat : le premier ministre a choisi de louvoyer pour tenter d'éviter les écueils.

Sans rejeter explicitement les propositions du président américain, il a affirmé dans un communiqué que « *les conditions pour mettre fin à la guerre n'ont pas changé : à savoir la destruction des capacités de l'appareil militaire et de la gouvernance du Hamas, la libération des otages et l'assurance que la bande de Gaza ne constituera plus une menace pour Israël* ». Plus explicite, le premier ministre a souligné que « *l'idée qu'Israël acceptera un cessez-le-feu permanent avant que ces conditions soient remplies est vouée à l'échec* ».

Le premier ministre veut à tout prix éviter qu'un arrêt des combats suivi d'un retrait au moins partiel de la bande de Gaza permette au Hamas de panser ses plaies dès que les soldats israéliens auront tourné le dos et de reprendre ainsi le contrôle de la vie quotidienne des Gazaouis en assurant, par exemple, la distribution de l'aide humanitaire, les missions de police et de maintien de l'ordre en rétablissant ainsi l'emprise des islamistes sur la population.




MOSTAFA ALKHAROUF/ANADOLU VIA AFP

**Des dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté, samedi soir, notamment à Tel-Aviv *(ci-dessus)* et Jérusalem, pour exiger l'application du plan de Joe Biden et obtenir la libération des otages, ainsi que des élections anticipées.**

Malgré une certaine ambiguïté sur ce point essentiel, le plan présenté par Joe Biden a encouragé des dizaines de milliers d'Israéliens à descendre dans la rue samedi soir, notamment à Tel-Aviv et Jérusalem, pour exiger son application et obtenir surtout la libération des otages ainsi que des élections anticipées. Au sein même du gouvernement, Benny Gantz, un ministre centriste, a exigé une réunion d'urgence du cabinet de guerre pour discuter des « *mesures à prendre* » après le discours du président américain. Détail important : cet ancien chef d'état-major, qui a rejoint le cabinet de guerre au début du conflit au nom de l'Union nationale, a annoncé qu'il démissionnerait le 8 juin si Benyamin Netanyahou ne présentait pas d'ici là un plan pour l'après-guerre sur l'avenir de la bande de Gaza.

**« Les conditions pour mettre fin à la guerre n'ont pas changé : à savoir la destruction des capacités de l'appareil militaire et de la gouvernance du Hamas, la libération des otages et l'assurance que la bande de Gaza ne constituera plus une menace pour Israël »**

**Benyamin Netanyahou**

Or le premier ministre s'y est refusé jusqu'à présent en expliquant que cette question ne devrait être traitée qu'à la fin des combats. Le départ de Benny Gantz ne menacerait toutefois pas la majorité au Parlement, mais risquerait d'accroître l'isolement d'Israël dans le monde avec un premier ministre encore plus à la merci de l'extrême droite.

Yair Lapid, le chef officiel de l'opposition, a pour sa part proposé d'accorder un « *filet de sécurité* » à Benyamin Netanyahou en soutenant le gouvernement sur le plan Biden au cas où les deux ministres d'extrême droite quitteraient le navire. Selon la plupart des commentateurs, ce scénario a peu de chance de réussir.

Alors qu'Israël étale ses divisions, le Hamas a adopté un ton plutôt positif. Le principal mouvement islamiste palestinien, qui exerce un pouvoir sans partage dans la bande de Gaza depuis 2007, a affirmé qu'il était prêt à négocier « *une proposition basée sur un cessez-le-feu permanent, un retrait total (d'Israël)* » de cette enclave. Autant de conditions inacceptables pour Benyamin Netanyahou mais qui illustrent le fait que la question de savoir qui sera chargé de gérer la bande de Gaza une fois que les armes se seront tues reste la plus grande inconnue pour tout accord. ■

# Guerre dans la bande de Gaza : l'aide humanitaire entre au compte-goutte

**Guillaume de Dieuleveult**
**Envoyé spécial à Keren Shalom**

Comme tous les Palestiniens de la bande de Gaza, Fatima*, sa sœur et ses parents âgés vont et viennent, depuis bientôt huit mois, au gré des offensives israéliennes. Après s'être réfugiée un temps à Rafah, la famille a pu retrouver son appartement de Khan Younès. Les fenêtres étaient brisées : elle les a fermées avec des bâches. Il n'y a plus ni eau ni électricité, mais l'immeuble est debout.

Malgré la précarité de sa situation, Fatima relève une légère amélioration de sa condition de vie, survenue ces derniers jours. Des produits frais ont fait leur retour sur les étals des marchands, et les prix ont chuté, divisés par deux en moyenne. « *C'est parce qu'il n'y a plus de Hamas. Enfin, parce que le Hamas n'arrive plus à obliger les commerçants à payer des impôts. Par exemple, avec le Hamas, un kilo de poulet coûtait 30 shekels (environ 7 euros). Maintenant, c'est 12 shekels* », explique-t-elle au moyen de notes vocales envoyées via un réseau social : les journalistes étrangers ne sont pas autorisés à entrer dans la bande de Gaza et les communications téléphoniques sont aléatoires.

« *Les courgettes, les pommes de terre, les tomates sont devenues abordables sur les marchés de Khan Younès* », continue-t-elle, précisant que « *c'est aussi parce que les commerçants ramènent ces produits directement depuis Kerem Shalom* ». Depuis la prise de contrôle du terminal de Rafah par l'armée israélienne, début mai, le terminal de Kerem Shalom est l'unique voie d'entrée au sud de la bande de Gaza, où sont réfugiées plus de 1 million de personnes. Outre les convois d'aide humanitaire, de plus en plus de camions affrétés par le secteur privé y font leur retour.

Kerem Shalom est un immense parking, situé dans une zone militaire. Son accès est contrôlé par une série de check-point disposés le long de la route 232. L'Égypte est juste de l'autre côté d'une clôture. La bande de Gaza, à deux cents mètres. D'ici, on perçoit le grondement de la guerre. Soulevant des nuages de poussière, des blindés vont et viennent. Sur le tarmac, des semi-remorques attendent d'être inspectés par les services du ministère de la Défense, en charge du terminal. En attendant la réouverture du terminal de Rafah, des camions égyptiens passent également par là. Catogan, chemise grise, pistolet automatique et talkie-walkie à la ceinture, Ami Shaked, un énergique quinquagénaire, est le directeur général du terminal de Kerem Shalom. C'est sous sa supervision que les camions passent de l'autre côté de la frontière. « *En ce moment*, affirme-t-il, *nous faisons passer environ 300 camions par jour, dont 90 à 135 pour le secteur commercial. Ils apportent des fruits, des légumes, de la viande, du lait. Bientôt, nous allons autoriser les bouteilles de gaz.* »

## 700 chargements en attente

Cette nouvelle tendance a été remarquée par les organisations internationales présentes de l'autre côté de la frontière. Elles voient d'un œil soupçonneux Israël ouvrir la porte au secteur commercial, sans coordination avec elles, alors qu'une grave crise humanitaire est en cours et que les besoins sont immenses. « *On ne sait pas ce qu'il y a dans ces camions, peut-être des bonbons, ou du Coca* », s'inquiète Jean-Raphaël Poitou, d'Action contre la faim.




« *Israël a pour objectif d'augmenter la quantité d'aide humanitaire qui entre dans la bande de Gaza* », explique Shimon Friedman, le porte-parole du Cogat, le service de l'armée israélienne en charge de l'administration des Territoires occupés. « *Nous concentrons nos efforts sur la nourriture, l'eau, les médicaments et l'équipement nécessaire pour fabriquer des refuges*, poursuit-il. *Nous donnons la priorité à l'aide humanitaire, mais effectivement, nous avons commencé à travailler avec des contracteurs privés pour qu'ils puissent eux aussi faire entrer de la nourriture dans la bande de Gaza.* » Autour de lui, sur un des parkings du terminal, des camions affrétés par diverses ONG internationales. Ils sont chargés de boîtes de pois chiches, de sacs de farine, de sachets de thé, de matelas en mousse. « *De l'autre côté de la frontière, 700 chargements de camions attendent d'être récupérés* », affirme Ami Shaked. Selon lui, le transport des chargements privés serait trois fois plus lucratif que celui des chargements humanitaires.

Côté Gaza, atteindre le débouché palestinien de Kerem Shalom est extrêmement dangereux pour les ONG. Leurs convois doivent traverser une zone de combats et malgré l'indispensable coordination avec l'armée israélienne, ces professionnels de l'humanitaire craignent pour la sécurité de leurs équipes. « *C'est une situation qui évolue d'heure en heure. Les conditions de distribution de l'aide sont de plus en plus compliquées* », relève Jonathan Crickx, porte-parole de l'Unicef en Palestine.

## Malnutrition sévère

En dépit de la bonne volonté affichée par les Israéliens, le nombre de camions reçus par les ONG a chuté au cours du mois de mai : il est passé de 5 671 à 1479, selon l'UNRWA, l'agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens. Mis à part Kerem Shalom, les autres points d'accès à la bande de Gaza fonctionnent très mal : le ponton construit par les États-Unis pour permettre un accès maritime est un fiasco ; les largages de nourriture ont un effet très limité ; les autres points d'accès ouvrent au compte-goutte. Résultat, la situation humanitaire s'aggrave encore. Le tableau est de plus en plus sombre, surtout dans la zone côtière, où se sont réfugiées des centaines de milliers de personnes, fuyant l'opération israélienne à Rafah. L'Unicef a été contrainte de fermer des centres où sont pris en charge des enfants âgés de 0 à 5 ans et souffrant de malnutrition sévère. MSF a dû fermer deux centres sur onze points où elle est encore active, et évoque « *une situation sécuritaire dégradée, restreignant de plus en plus la possibilité de fournir une assistance humanitaire* ».

La guerre recouvre la bande de Gaza d'un brouillard de plus en plus opaque. La vague d'indignation mondiale qui a suivi la mort d'une quarantaine de civils à la suite d'un bombardement israélien est retombée. Dans les deux jours qui ont suivi, selon les Nations unies, 34 civils ont trouvé la mort dans des « incidents mortels » similaires. Parmi eux, sept femmes et deux enfants. ■

*Le prénom a été modifié.



**Un camion transportant de l'aide humanitaire pour la bande de Gaza traverse, jeudi, le poste-frontière de Kerem Shalom, près de la frontière égyptienne.** JACK GUEZ/AFP

# Le gouvernement rattrapé par le dérapage des comptes publics

**Loris Boichot** et **Louis Hausalter**

Confronté à une baisse de la note de la France par l'agence Standard & Poor's, le pouvoir exécutif voit sa crédibilité économique abîmée avant les élections européennes.



Bruno Le Maire et Emmanuel Macron, le 13 mai, à Versailles.

Pas de réaction. L'Élysée s'est refusé ce week-end à tout commentaire sur la dégradation de la note de la dette publique française par l'agence Standard & Poor's (S&P), tombée vendredi soir, à quelques jours des élections européennes du 9 juin. Laissant le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, effectuer une tournée médiatique pour tenter de minorer les sévères admonestations de l'une des trois agences de notation américaines, qui a fait passer la France du troisième cran (AA) au quatrième (AA-) sur son échelle.

C'est la première fois depuis 2013 que S&P dégrade la note souveraine française. Mais elle l'avait placée fin 2022 sous *« perspective négative »*, avant que l'agence Fitch n'abaisse sa note quelques mois plus tard, ce qui avait sonné comme un avertissement. À l'appui de sa sanction, S&P mentionne *« des déficits plus importants que prévu en 2023-2027 »*, qui continueront à alourdir la dette publique en proportion du produit intérieur brut (PIB).

L'agence ne croit pas aux prévisions du gouvernement, qui entend ramener le déficit public de 5,5 % en 2023 sous le seuil de 3 % en 2027. *« Sans mesures supplémentaires de réduction du déficit budgétaire, nous pensons que les réformes ne seront pas suffisantes pour permettre au pays d'atteindre ses objectifs budgétaires »*, écrit-elle.

La recherche expresse de 20 milliards d'euros d'économies cette année, ainsi que la présentation précipitée d'une nouvelle réforme serrant la vis sur l'assurance-chômage, n'auront donc pas suffi à convaincre. Même si S&P ne manque pas de saluer la réforme des retraites adoptée l'an dernier et maintient la France parmi les pays les mieux notés, ce qui ne remet pas en cause nécessairement ses conditions de financement.

> **« Les réformes ne seront pas suffisantes pour permettre au pays d'atteindre ses objectifs budgétaires »**
>
> **Standard & Poor's**

Confronté à une remise en cause de sa crédibilité économique, Bruno Le Maire s'est livré, dès samedi matin sur BFMTV, à une contre-attaque à la première personne. Il a aussitôt rappelé l'intervention massive de l'État pendant le Covid : *« Si aujourd'hui nous avons un niveau de dette élevé, c'est pourquoi ? C'est parce que j'ai sauvé l'économie française. J'ai sauvé les usines, j'ai sauvé les restaurateurs, j'ai sauvé les hôteliers, j'ai sauvé le monde de l'événementiel, j'ai sauvé des emplois, des compétences, la filière aéronautique. »*

Un plaidoyer pro domo alors que, vingt-quatre heures avant la dégradation, Bruno Le Maire organisait un pot avec ses conseillers et d'anciens collaborateurs pour fêter ses sept ans à la tête de Bercy. Mais le Covid a bon dos, a rétorqué le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, dans *La Tribune Dimanche* : *« Cet argument ne suffit pas, car des politiques comparables et tout aussi coûteuses ont été menées dans tous les pays d'Europe »*, sans amener à une telle situation par la suite.

Plutôt que de s'attarder sur l'audit inquiétant des finances publiques dressé par S&P, Bruno Le Maire a préféré retenir ce passage dans les observations de l'agence : *« l'incertitude sur la capacité du gouvernement à continuer à mettre en œuvre des politiques »* s'expliquerait par la *« fragmentation politique »*. Autrement dit, l'absence de majorité absolue pour Emmanuel Macron depuis 2022. Un passage dont s'est emparé le ministre pour appeler les oppositions à la responsabilité.

*« Ceux qui ont cogné comme des malades quand on fait des économies n'ont pas de leçons de bonne gestion à nous donner »*, a-t-il tancé. Pour sa part, il ne prévoit pas de changer sa méthode, désireux de *« poursuivre exactement dans la même voie, sans accélérer ni ralentir »*. Comprendre : les réductions de dépenses prévues seront mises en œuvre et il n'y aura *« jamais »* de hausse d'impôts.

Il n'empêche : le coup dur est d'autant plus malvenu qu'il tombe dans la dernière ligne droite de la campagne des élections européennes. Au moment où l'exécutif, sans cesse rattrapé par des crises sécuritaires – à commencer par les vio-



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

## Une menace politique à effet différé

La dégradation par Standard and Poor's recèle une menace politique pour Emmanuel Macron plus qu'elle n'exprime une sanction économique. La perte du double A n'empêchera pas la France de placer sa dette sur les marchés. Mais elle porte un sérieux coup à l'image de sérieux gestionnaire que le chef de l'État, son ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, et sa majorité prétendaient incarner.

À une semaine des élections européennes, la liste de Valérie Hayer réglera-t-elle l'addition de cette humiliation infligée à son mentor ? Si un manque de courage face au mur de la dette et des déficits se payait dans les urnes, cela se saurait ! C'est souvent l'inverse qui se produit. Cette dégradation n'en est pourtant pas moins embarrassante pour trois raisons. La première est l'impact psychologique de cette annonce. Au terme d'une campagne aux allures de chemin de croix, toute mauvaise nouvelle supplémentaire pour le gouvernement compte double.

La seconde raison est que ce jugement sévère sur la gestion budgétaire de l'exécutif est comme un virus frappant l'ADN du macronisme à savoir sa maîtrise des finances publiques et sa capacité à faire des réformes. Le « quoi qu'il en coûte » n'explique pas tout. La panne inattendue des recettes non plus. Et les réformes structurelles sur le marché de l'emploi, les retraites ou l'assurance-chômage, aussi nécessaires et courageuses furent-elles, ne suffisent pas. Et, pour faire le lien avec le scrutin de dimanche, il est compliqué de se poser en architecte en chef de la maison Europe quand on n'a pas réussi à faire le ménage dans la maison France.

La troisième raison est que cette dégradation expose le gouvernement Attal à une censure fatale pour lui. Pas ce lundi. Ni la motion de LFI ni celle du RN ne seront votées. Mais Les Républicains pourraient décider de porter l'estocade à l'automne à l'occasion de la discussion du budget 2025. La perspective d'une telle motion de censure fait peser une épée de Damoclès sur le gouvernement. Surtout elle inaugure une nouvelle période d'incertitude de cinq mois au moment précis où Emmanuel Macron et sa majorité auraient besoin de redonner de la clarté et de la vitalité à leur action. Ce feuilleton programmé de la censure aura un effet délétère sur le gouvernement.

Les oppositions auraient tort cependant de se contenter de faire danser Macron comme un taureau de corrida. Elles ne seront regardées comme des forces d'alternance qu'à la condition de convaincre de la cohérence de leur discours. Comment accuser le gouvernement d'absence de rigueur budgétaire quand on propose soi-même toujours plus de dépenses ? Comment lui reprocher de ne pas oser tailler dans le vif de la dépense publique quand on le somme d'en faire plus pour les agriculteurs, la sécurité, la santé… ? Comment déplorer l'absence de réformes structurelles quand on critique celles qu'il esquisse ? Quant aux macronistes, il ne leur servira à rien d'évoquer une hypothétique alliance avec LR si celle-ci n'est conçue que comme une rustine pour colmater des fuites électorales et pas comme le socle d'un véritable programme de sursaut. ■



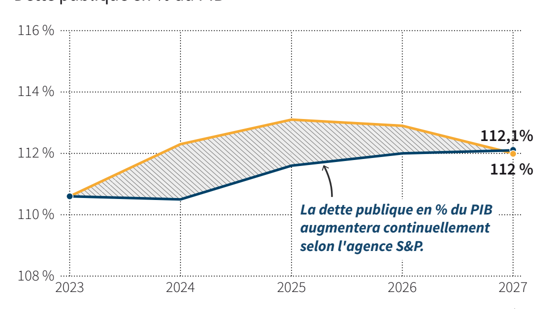
# Une décision qui renforce l'obligation de l'exécutif

## S&P prévoit un déficit en 2027 largement supérieur aux objectifs du gouvernement

Prévisions de déficit public en France, en % du PIB



Dette publique en % du PIB





Source : S&P, Programme de stabilité 2024-2027

**Anne de Guigné**

Au sein de la majorité, comme à Bercy, on se préparait depuis des semaines à ce coup de semonce, tout en espérant bien sûr échapper, encore une fois, au couperet. Las, après l'avoir mis depuis deux années sous perspective négative, l'agence Standard & Poor's s'est résolue vendredi soir à abaisser la note de la dette souveraine française. Après avoir perdu son triple A (l'équivalent d'un 20 sur 20) pendant la crise financière, durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la France doit désormais faire le deuil de son AA (18 sur 20). En effet, la note de la France a été abaissée par l'agence de notation S&P de AA à AA-, sanctionnant la *« détérioration de la position budgétaire »* du pays. *« Le déficit budgétaire de la France en 2023 a été nettement plus élevé que ce que nous avions prévu »*, a justifié la société américaine dans une analyse accompagnant la note, qui s'attend à ce que le déficit ne puisse revenir sous 3 % du PIB d'ici 2027. Et d'ajouter que les réformes attendues *« ne seront pas suffisantes pour permettre au pays d'atteindre ses objectifs budgétaires »*.

*« Je prends note de cette décision. Elle ne change rien à ma détermination à rétablir les finances publiques »*, s'est empressé de répondre le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, dans une interview au *Parisien*. *« Nous avons commencé à le faire, nous continuons. Trois agences de notation ont maintenu la note de la France depuis janvier : je n'ai pas pour autant ralenti nos efforts d'économies »*, poursuit-il, tout en promettant que cette dégradation n'impactera pas le quotidien des Français. Et d'ajouter : *« Et je vais vous dire, en réalité, la raison principale de cette dégradation, c'est que nous avons sauvé l'économie française. »* Le ministre entend ainsi poursuivre sa stratégie de *« réindustrialiser, atteindre le plein-emploi et tenir sous les 3 % de déficit en 2027 »*. Un exercice néanmoins périlleux en l'absence de majorité absolue au Parlement.


ELIOT BLONDET/ABACA

lences en Nouvelle-Calédonie –, se plaisait à mettre en avant ses résultats économiques depuis 2017.

Les oppositions se sont vite saisies de cette dégradation pour cibler le pouvoir en place : Marine Le Pen (Rassemblement national) l'a accusé d'avoir « *ruiné* » la France, quand Éric Ciotti (Les Républicains) s'est inquiété d'une « *piteuse gestion des finances publiques* » et l'Insoumis Éric Coquerel de « *nouvelles coupes budgétaires* ». Lundi, à l'Assemblée nationale, députés lepénistes et Insoumis doivent défendre lundi leurs motions de censure contre la politique budgétaire du gouvernement *(lire ci-contre)*.

Sans surprise, il n'en a pas été question sur la scène des Docks d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), samedi, où la candidate macroniste Valérie Hayer a tenu son dernier meeting national, entourée d'une vingtaine de ministres. « *L'extrême droite menace d'envoyer depuis la France son plus gros bataillon de députés européens. Est-ce cela l'image que nous voulons renvoyer ?* », a lancé le premier ministre, Gabriel Attal. Sans évoquer l'image financière un peu plus écornée de la France auprès de ses partenaires, qui risque de peser lorsque Emmanuel Macron devra négocier les futurs postes clés des institutions européennes, dans la foulée du scrutin. ■

# Gabriel Attal face à deux motions de censure

**Wally Bordas**

C'est un triste record que le gouvernement s'apprête de nouveau à battre. Ce lundi après-midi, à partir de 13h30, à l'Assemblée nationale, Gabriel Attal devra se défendre de deux nouvelles motions de censure déposées par les oppositions : l'une par les Insoumis, les communistes et les écologistes, et l'autre par les députés du RN. Les 33e et 34e depuis le début de la législature, en juin 2022. Un chiffre sans précédent depuis le début de la Ve République. Jusqu'ici, toutes ont été repoussées, faute de majorité pour faire tomber les gouvernements d'Élisabeth Borne – à 31 reprises – et de Gabriel Attal – une seule fois, juste après sa prise de fonction.

Sauf énorme surprise, ces deux nouvelles motions de censure devraient subir le même sort que les précédentes, en n'étant pas adoptées. Les Insoumis comme le RN ont tout de même pris la décision d'aller jusqu'au bout de leur démarche en déposant leur texte respectif, vendredi dernier, suite au refus du gouvernement de présenter un budget rectificatif pour l'année 2024. « *Les prévisions du déficit (5,1 % du PIB) apparaissent insincères, compte tenu de la faiblesse des rentrées fiscales constatées en début d'année. Or (…) le déficit est apparu volontairement sous-évalué, et d'autre part, les prévisions de croissance sont optimistes* », dénonce dans son texte le groupe présidé par Marine Le Pen, qui regrette que l'exécutif n'ait donc pas pris l'initiative d'un projet de loi rectifiant le budget validé par le biais d'un 49.3 en fin d'année 2023.

### « Manœuvre électorale »

De leur côté, les Insoumis raillent la « *parodie* » d'« *une croissance surévaluée* » et d'« *un déficit sous-évalué* ». Et expliquent leur motion en ces termes : « *Le gouvernement avait un mois pour cesser de faire preuve de lâcheté politique et pour que ses ambitions austéritaires fassent l'objet d'un débat démocratique. Ce temps est écoulé.* » À quelques jours des élections européennes et alors que la note de la France vient d'être dégradée par l'agence Standard and Poor's, l'objectif est clair pour les deux formations politiques : s'afficher comme les deux oppositions les plus farouches à la politique menée par le camp macroniste, dont la candidate, Valérie Hayer, est en difficulté dans les différentes enquêtes d'opinion.

Aucune des deux motions de censure n'a de chance de passer. Celle des Insoumis devrait obtenir les voix de tous les députés Insoumis ainsi que celles des élus du RN. Et celle des troupes de Marine Le Pen ne devrait pas réussir à obtenir beaucoup plus de voix que les siennes. Insuffisant donc, pour faire tomber le gouvernement de Gabriel Attal. Comme toujours depuis le début de la législature, c'est l'absence des voix des députés Les Républicains qui devrait permettre à ces motions de passer à la trappe. « *Ces motions sont une manœuvre électorale par deux extrêmes. Elles n'ont aucune chance d'aboutir. Nous attendons de savoir comment le gouvernement va procéder avec le trou budgétaire de cette année. Nous soupçonnons un plan caché d'augmentation des impôts à l'automne. C'est là que nous nous réservons le levier de la censure* », informe-t-on dans l'entourage du président du groupe LR, Olivier Marleix.

Au sein du groupe LR, certains hésitent toutefois très sérieusement à voter la motion déposée par le RN. « *La question se pose car, intellectuellement, les raisons de ne pas la voter sont difficiles* », expliquait il y a quelques semaines le député LR du Lot, Aurélien Pradié, au *Figaro*. Son collègue Pierre-Henri Dumont n'écarte pas non plus cette éventualité : « *Avant de le décider, j'attends d'avoir une position claire du groupe sur la possibilité de déposer une motion un jour. La situation du pays nous impose de le faire.* » Si ces quelques députés LR décidaient in fine de joindre leurs voix à celles du RN, la symbolique serait forte. Mais les conséquences politiques immédiates, elles, seraient nulles. Car au vu des rapports de force dans l'Hémicycle, une chose est quasi certaine : le gouvernement de Gabriel Attal ne tombera pas. ■

# à rétablir les finances publiques

L'agence de notation ayant justement émis des doutes sur la « *capacité du gouvernement à continuer à mettre en œuvre des politiques* » du fait de la « *fragmentation politique* » française.

À une semaine des élections européennes, c'est évidemment un coup dur pour la majorité, déjà à la peine dans la campagne. D'autant que la décision de la principale des agences de notation vient effacer les satisfecit accordés un mois plus tôt par ses concurrentes Moody's et Fitch. Tout naturellement, les oppositions se sont emparées avec délectation de ce revers. Il faut bien reconnaître que, sur le sujet des finances publiques, l'exécutif a donné le bâton pour se faire battre. Depuis 2017, la dette sur produit intérieur brut (PIB) s'est envolée de 97 % à 111 % en 2023. Bercy prévoit un atterrissage à 112 % en 2027, après un pic à 113 % en 2025.

### Annonces douloureuses

L'exécutif a beau jeu d'expliquer que l'envolée de la dette a été creusée par la succession de crises qu'Emmanuel Macron affronte depuis son élection : « gilets jaunes », Covid, puis inflation. L'argument ne résiste toutefois pas à la comparaison : en moyenne, en Europe, la dette a baissé pendant la période. À la fin du quatrième trimestre 2023, le ratio de la dette brute des administrations publiques par rapport au PIB dans la zone euro s'est établi à 88,6 %, contre 90,8 % un an plus tôt. Un pays comme le Portugal, dont la dette culminait à 133 % du PIB il y a dix ans, a réussi à la ramener en dessous de 100 % l'an dernier. Une dynamique bien différente que celle connue en France, qui noircit encore plus le tableau. Et la dépense publique hexagonale représentait, elle, à la fin de l'année dernière, 57 % du PIB, 8 points au-dessus de la moyenne de la zone euro, alors que les Français ne cessent de se plaindre de la dégradation des services publics.

L'année 2023 marque une rupture, avec un déficit public astronomique de 5,5 %, alors même que le pays est sorti des mesures exceptionnelles de protection face à l'inflation. Le déficit budgétaire de l'État a atteint 173 milliards d'euros, 21 milliards de plus qu'en 2022, 9 milliards de plus qu'initialement prévu dans la loi de finances pour 2023. « *C'est proche du niveau record de l'année 2020, qui, je le rappelle, a été frappée de plein fouet par la crise sanitaire. La comparaison avec l'année 2019 est encore plus frappante, puisque le déficit a quasiment doublé en quatre ans* », s'alarmait, dans une interview récente au *Figaro* Pierre Moscovici, le premier président de la Cour des comptes.

Afin de redresser la barre, Bercy promet des économies. Au titre du budget 2024, 10 milliards ont été passés par décret en janvier, 10 autres milliards ont été répartis entre les collectivités et l'État. Pour 2025, le ministère table sur environ 20 milliards d'économies supplémentaires. Reste désormais à les identifier. Des revues de dépenses ont été lancées, notamment autour de la sphère sociale ou des aides aux entreprises, et leurs conclusions en partie rendues. Il n'est toutefois pas question pour l'instant de les rendre publiques. Les éventuelles annonces douloureuses attendront la fin de la campagne des élections européennes.

Dans sa dernière revue de l'économie française, le FMI notait que dans un scénario à politique inchangée, qui intègre uniquement « *des mesures adoptées et clairement documentées* », « *le déficit public restera élevé à 5,3 % du PIB en 2024 et diminuera légèrement, à 4,5 % en 2027* ». Bien loin des objectifs du gouvernement d'un déficit de respectivement 5,1 % et 2,9 %. L'évaluation du FMI ne tient toutefois pas compte de la dernière réforme de l'assurance-chômage. Selon les prévisions du gouvernement, elle pourrait générer jusqu'à 4 milliards d'euros d'économies grâce à un nouveau tour de vis des règles d'indemnisation mais aussi – et surtout – accroître la croissance potentielle du pays en permettant de se rapprocher d'une situation de plein-emploi. Reste que le déficit de la Sécurité sociale, annoncé ce jeudi, devrait atteindre 6 milliards d'euros de plus que prévu en 2024, ce qui pourrait gommer les effets de la réforme. Et quelques minces espoirs. ■

# Quelles conséquences pour la France ?

**Guillaume Errard** et **William Plummer**

Un coup de semonce… prévisible. Voilà comment pourrait se résumer l'annonce, vendredi soir, de la dégradation de la note de la dette française (de AA à AA-) par Standard & Poor's. Depuis de nombreux mois – et notamment l'avertissement en décembre 2022 d'une « perspective négative » – la menace planait au-dessus de l'économie tricolore. Dans les couloirs de Bercy, la décision n'a donc pas surpris son monde. Dès samedi matin, Bruno Le Maire s'est empressé de rassurer les Français et de réaffirmer l'ambition du gouvernement de ramener les finances publiques dans le droit chemin. Deux jours après, nul doute que le ministre de l'Économie aura à cœur ce lundi de scruter la réaction des marchés pour savoir si la confiance n'est pas rompue.

De ce côté, l'optimisme est de mise. « *Nous restons à un niveau de notation très bon, C'est comme si nous étions passés de 18 à 17 sur 20 ! Notre dette trouve facilement preneur sur les marchés. La France garde une signature de haute qualité, une des meilleures au monde* », soutenait Bruno Le Maire dans une interview au *Parisien* ce week-end. Pas de défiance des investisseurs après cette rétrogradation, donc ? Tout semble plaider en ce sens, même si aucune institution, ni pays, n'est jamais à l'abri d'un mouvement d'humeur des marchés. Avec un AA-, la capacité de la France à honorer les échéances de sa dette reste « *très forte* » selon les critères de l'agence de notation. Et « *les expériences passées (…) montrent que ça n'a pas vraiment de répercussions* », analyse l'économiste d'Asterès, Sylvain Bersinger. « *Pour l'instant la dette française est toujours recherchée, elle est toujours considérée comme une des plus sûres du monde. L'État français n'a pas de problème aujourd'hui pour lever de la dette* », continue-t-il.

Reste que les signaux envoyés par Standard & Poor's ne sont guère bons. L'agence de notation n'a pas manqué de mettre en lumière la trajectoire plus qu'inquiétante de la charge annuelle de la dette. « *Nous projetons que le coût des intérêts rapporté aux recettes de l'État grimpera à 5 % en 2027 contre 3,3 % en 2023* », souligne S&P. Avec le retournement de la politique monétaire, la charge de la dette n'a cessé de s'envoler.

### Hausse des intérêts de la dette

Alors qu'elle atteignait les 34 milliards d'euros en 2020, elle devrait avoisiner les 46 milliards en 2024 et osciller autour des 63 milliards d'euros en 2026, selon le programme de stabilité dévoilé mi-avril. Les crédits fléchés pour assurer le paiement des intérêts de la dette seraient alors proches d'être le premier poste de dépense de l'État. Il faut espérer que les taux ne dévient pas à la hausse par rapport au cadre défini par le gouvernement. L'exécutif prévoit un taux sur les obligations à dix ans de 3,2 % à la fin 2024, 3,5 % en 2025 et 3,6 % en 2026 et 2027. Un équilibre qui implique une action forte de l'État pour rétablir les finances publiques afin de rassurer les investisseurs. Car « *si rien n'est fait, une envolée des taux d'emprunt de la France n'est pas à exclure avant 2027* », déplore Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet Asset Management.

Politiquement, la dégradation de la note pourrait s'ajouter à l'argumentaire du gouvernement de justifier de prochaines salves de coupes dans le budget 2025. Mais aussi d'une hausse des impôts ? Ce samedi, Bruno Le Maire a martelé, sur BFMTV, qu'il n'en était pas question et a même assuré que la promesse de baisse d'impôts de deux milliards d'euros serait tenue.

Pour Christopher Dembik, ce discours est « *fantaisiste* ». « *À court terme, les Français ne doivent pas redouter une hausse d'impôts mais, à moyen terme, elle semble inéluctable. C'est la moins mauvaise solution, sauf si la France augmente la croissance de son PIB* », décrypte l'économiste. La « *moins mauvaise solution* » car une augmentation des impôts risque de plomber la consommation si elle vise les ménages, ou l'investissement si elle concerne les entreprises. Et donc par voie de conséquence, la croissance…

Quelle est donc la meilleure solution ? « *Changer de modèle social* », affirme Christopher Dembik. Selon lui, c'est la seule voie qui évitera à la France un risque de « *déclassement économique* » et « *une nouvelle dégradation de la note de sa dette* » avant 2027. Ce discours, Bruno Le Maire l'a tenu dans son dernier ouvrage, *La Voie française*, mais il ne semble pas faire l'unanimité au sein du gouvernement. Le ministre de l'Économie et des Finances a exclu la fin du remboursement des arrêts maladie de moins de huit jours, suggérée par la Cour des comptes. En revanche, la sous-indexation des retraites (augmentation des retraites moins élevée que l'inflation) n'est pas écartée. « *La proposition de la Cour des comptes sur l'ajout de quelques jours de carence est une piste à étudier*, analyse de son côté Nicolas Bouzou, fondateur d'Asterès. *Mais il faut aller plus loin et mettre en place une refonte de notre sphère publique.* » ■

# Marion Maréchal : «Je n'ai pas la culture du parti unique»

Propos recueillis par **Paul Laubacher** et **Célestine Gentilhomme**

La tête de liste aux élections européennes, qui n'est pas encore assurée de dépasser la barre fatidique des 5%, veut être la «grande surprise» du scrutin.



*«Dans cette élection, nous pouvons être fiers d'avoir incarné la droite qui ne baisse pas les yeux devant la gauche morale, le politiquement correct ou les intimidations médiatiques»*, **estime Marion Maréchal (ici, le 31 mai, à Paris).** FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Marion Maréchal est la tête de liste du parti Reconquête aux élections européennes. À moins d'une semaine du scrutin, elle appelle les électeurs à se tourner vers *«le vrai vote utile»* à droite.

**LE FIGARO. - La liste Reconquête que vous menez est mesurée autour de 6,5 % dans notre sondage quotidien Ifop-Fiducial. Allez-vous réussir à envoyer des élus à Strasbourg le 9 juin prochain ?**

MARION MARÉCHAL. - Oui, et je pense même que nous serons la grande surprise des élections européennes. De plus en plus de Français se rendent compte que nous sommes les seuls à défendre avec force notre identité et les racines chrétiennes de notre civilisation, tout en étant en même temps très engagés dans la lutte contre l'assistanat, l'enfer fiscal, pour le sérieux budgétaire et la réforme de l'État, ou encore la remise en cause des monopoles scandaleux comme ceux des syndicats de gauche. Nous avons aussi démontré dans cette campagne notre solidité dans le combat pour nos valeurs contre la banalisation des mères porteuses, la propagande woke dans nos universités, ou encore l'activisme transgenre et LGBT, qui s'invite parfois jusque dans les écoles de nos enfants.

Enfin, la défaite de la liste Macron étant déjà largement acquise, je demande aux électeurs de droite de nous donner la force de battre La France insoumise et de voter Reconquête pour infliger une défaite électorale et idéologique aux islamo-gauchistes.

> **« Depuis 2022, il y a plus de migrants qui sont entrés en Europe que d'enfants qui y sont nés. Je suis candidate pour préserver la liberté de nos nations et la continuité de notre civilisation »**

**Après avoir raté la marche des législatives en 2022, Reconquête joue-t-il sa survie politique dans ces élections ?**

Ce qui se joue, surtout, bien au-delà de Reconquête, c'est la survie de la France, de sa souveraineté et de son identité. Dans son discours de la Sorbonne, Emmanuel Macron a annoncé qu'il souhaitait un impôt européen (qui viendrait s'ajouter à l'enfer fiscal que subissent déjà les foyers et les entreprises en France), un super-État européen, un président européen en parallèle d'une réduction des pouvoirs du Conseil européen, c'est-à-dire des nations. Pire, il souhaite mettre fin au droit de veto, ce qui empêcherait la France de s'opposer à des décisions qui iraient contre ses intérêts.

Notre pays et notre continent affrontent aussi une menace existentielle à travers la submersion migratoire et l'islamisation qui l'accompagne. Un danger de disparition que l'on peut résumer par un constat terrible : depuis 2022, il y a plus de migrants qui sont entrés en Europe que d'enfants qui y sont nés. Je suis candidate pour préserver la liberté de nos nations et la continuité de notre civilisation.

**Pourquoi voter pour vous plutôt que pour Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national ?**

Le Rassemblement national a un programme économique beaucoup plus étatiste, fiscaliste et interventionniste que nous. Par ailleurs, y compris sur les questions identitaires, quand le RN refuse de reconnaître le choc des civilisations à l'œuvre sur notre sol ou considère l'islam comme compatible avec la République, au moment même où l'offensive islamique est partout, on ne peut pas considérer que nos différences d'analyse sont secondaires.

Dans l'actualité récente, le Rassemblement national a défendu - comme Emmanuel Macron - la potentialité d'un quatrième référendum en Nouvelle-Calédonie. Je ne comprends pas cette capitulation politique devant les casseurs, les pillards, la violence de groupes indépendantistes haineux, antifrançais et antiblancs, soutenus par des puissances étrangères comme la Chine ou l'Azerbaïdjan. Les Calédoniens se sont exprimés pour rester dans la France à trois reprises, alors même que le corps électoral était gelé au bénéfice des indépendantistes. Maintenant, force est à la loi et à l'ordre !

Enfin, le RN est arrivé premier aux deux dernières élections européennes, sans réussir à changer une virgule de la politique européenne, parce qu'ils font partie d'un groupe très isolé et marginalisé. Ce n'est pas notre cas, et nous serons en capacité d'agir avec nos nombreux et influents alliés européens. Disons-le simplement : Jordan Bardella étant assuré de son élection, vaut-il mieux élire un 31e eurodéputé RN, qui ne changera absolument rien pour la France et l'Europe dans les années à venir, ou voter pour notre liste le 9 juin et ainsi s'assurer d'avoir des députés européens solides sur les idées et compétents, qui pourront peser tout autant dans la recomposition de la vie politique française que dans le renforcement d'une future majorité à droite au Parlement européen ? C'est ça, le vrai vote utile.

**Et pourquoi voter pour vous plutôt que pour François-Xavier Bellamy, le candidat de LR ?**

Pour ne pas être trahi une fois de plus par Les Républicains ? Au niveau européen, les LR font partie de l'actuelle majorité : ils sont aux côtés des socialistes et des macronistes dans la même alliance derrière Ursula von der Leyen *(présidente de la Commission européenne, NDLR)*. Comprenez bien : à Bruxelles, LR, macronistes et socialistes votent 80 % des textes ensemble ! Les LR sont comptables et responsables du bilan européen tel que nous le connaissons, aujourd'hui avec von der Leyen mais hier avec Jean-Claude Juncker et encore ses prédécesseurs. Si notre continent est aujourd'hui une colonie numérique et militaire des États-Unis, une colonie économie de la Chine, une colonie de peuplement de l'Afrique et bientôt une colonie religieuse de l'islam, c'est en grande partie de leur responsabilité.

> **« Quand le RN refuse de reconnaître le choc des civilisations à l'œuvre sur notre sol ou considère l'islam compatible avec la République, au moment même où l'offensive islamique est partout, on ne peut pas considérer que nos différences d'analyse sont secondaires »**

LR n'est pas davantage un parti d'opposition crédible au niveau national. De nombreux dirigeants du parti plaident pour un accord de gouvernement avec Emmanuel Macron ou pour une candidature unique avec les macronistes en 2027. On peut bien sûr évoquer Gérard Larcher, mais je pense aussi à Jean-François Copé, à Valérie Pécresse, avec qui François-Xavier Bellamy était encore en meeting voici quelques jours, ou encore son colistier Geoffroy Didier. Quant au reste de la liste de M. Bellamy, on retrouve à ses côtés des élues comme Anne Sander ou Nathalie Collin, qui se sont affichées aux côtés d'organisations islamistes, ou encore Nadine Morano, qui est favorable à la GPA. Voter pour cette liste, c'est les faire élire.

**Au fond, avez-vous mené la campagne que vous vouliez ?**

Dans cette élection, nous pouvons être fiers d'avoir incarné la droite qui ne baisse pas les yeux devant la gauche morale, le politiquement correct ou les intimidations médiatiques. Nous n'avons refusé aucun combat : sur le racisme antiblanc dans le drame de Crépol, sur l'avancée de la charia islamique, sur la GPA ou l'offensive transgenre. Nous avons su mettre sur la table des sujets essentiels qui ont bien souvent été écartés, évités ou ignorés par d'autres.

Nous avons été partout où le combat pour les Français et pour notre civilisation le nécessitait. Nous étions à Lampedusa quand le continent subissait une invasion migratoire inédite. Nous étions avec les agriculteurs lorsqu'ils se dressaient face au pacte vert. J'ai été en Arménie face à l'agression de l'Azerbaïdjan, tandis qu'Éric Zemmour était en Israël au même moment, juste après le 7 octobre. Dans toute la France, nous nous sommes mobilisés, avons manifesté contre la répartition des migrants dans nos villes et nos villages. Nous avons été sur les blocages avec les agents de la pénitentiaire lorsque deux d'entre eux sont tombés, à cause de l'abandon de l'État et de son laxisme. Les Français savent qu'avec nous ils auront des élus de terrain et de combat.

**Que se passera-t-il au lendemain du 9 juin, si vous arrivez à faire élire des députés ?**

Nous prendrons toute notre place dans la nouvelle force centrale du Parlement européen aux côtés de nos alliés du groupe des conservateurs, ECR. Avec des élus de 17 nationalités, qui gouvernent déjà dans 4 pays (dont, bien sûr, l'Italie de Giorgia Meloni), et le renfort prochain des Hongrois de Viktor Orban, toutes les projections indiquent que notre groupe sera la force en capacité de faire basculer l'Europe à droite, de battre le groupe de Macron à Bruxelles et de sortir von der Leyen ! Trois perspectives non seulement enthousiasmantes mais même historiques.

**Est-ce que, comme Marine Le Pen, vous appelez de vos vœux à la création d'un grand groupe nationaliste au Parlement européen ?**

Je n'ai pas la culture du parti unique, ni du groupe unique. Il faut être capables d'assumer nos différences, nos singularités et même nos désaccords, tout en étant capables - aussi - de travailler ensemble. Une chose est certaine, et c'est finalement ce que reconnaissent aussi Jordan Bardella et Marine Le Pen : pour que les choses puissent changer sur le plan européen, il faut que le groupe des conservateurs soit le plus puissant possible ! Et, en France, pour renforcer ce groupe, c'est pour notre liste qu'il faut voter.

**Et si vous n'étiez pas élue ?**

Je suis revenue en politique pour mes deux filles, de 2 et 9 ans. Je ne supporte pas l'idée qu'elles puissent grandir dans une France telle qu'elle se dessine aujourd'hui. Les menaces sur leur avenir ne s'arrêteront pas le 10 juin... Quoi qu'il arrive, et quel que soit le résultat des élections, évidemment, je continuerai à me battre. Tous les sondages indiquent que nous aurons des élus. Il n'y a pas de vote perdu, ni de vote inutile aux élections européennes : c'est une élection proportionnelle, à un seul tour, avec des élus à partir de 5%. C'est justement le moment de choisir le parti qui défendra vos convictions avec le plus de force, de cohérence et de loyauté.

> **« Si j'ai fait le choix de rejoindre Éric Zemmour et Reconquête plutôt que de retourner au RN, et si je mène cette liste, c'est bien parce que je veux construire le parti de droite authentique qui manquait cruellement à notre pays »**

**Il y a beaucoup de spéculations sur votre avenir politique, sur vos dissensions stratégiques avec Éric Zemmour, sur un éventuel retour au RN, ou non. Où est la vérité ?**

Vous avez utilisé le bon mot, celui de «spéculations». Vous savez, je suis exactement là où je dois être pour défendre les convictions qui sont les miennes. Si j'ai fait le choix de rejoindre Éric Zemmour et Reconquête, plutôt que de retourner au RN, et si je mène cette liste, c'est bien parce que je veux construire le parti de droite authentique qui manquait cruellement à notre pays. Cette nouvelle force de droite a vocation à accueillir tous les Français qui ne se retrouvent pas dans le projet du RN - en particulier sur le plan économique - et qui ont compris qu'ils ne pouvaient plus faire confiance à LR. ■

# À Paris, Bardella appelle à battre Macron, Le Pen à battre l'UE

**Paul Laubacher**

Pour son dernier meeting, le duo à la tête du RN a réuni 6 000 personnes dans la capitale et appelle à la mobilisation électorale.



Marine Le Pen et Jordan Bardella, au Dôme de Paris, hier. STÉPHANE DE SAKUTIN / AFP

Qui a dit que le Rassemblement national (RN) de Jordan Bardella ne savait pas faire la fête ? Ce dimanche 2 juin, au Dôme de Paris (l'autre nom du Palais des sports), le mouvement nationaliste a fait sautiller sur place ses militants les plus jeunes, et peut-être les plus vieux aussi, au rythme des basses, des jeux de lumières. Ambiance des clubs d'Ibiza, l'île espagnole de la fête par excellence. Sur scène, pendant plus d'une heure et trente minutes, deux DJ ont fait tourner les platines. La bande-son avait-elle le goût de la préférence nationale, le concept au cœur du programme mariniste ? Pas vraiment. Olivia Rodrigo, Black Eyed Peas, et autres groupes électro, rock, funk, reggae, soul, disco, hip-hop, R'n'B… *« Allez la famille ! One, two, three, sautez ! »*, a crié un des deux animateurs. À un autre moment, il y a eu quand même un message politique : *« La famille ! Dans une semaine, c'est élection européenne ! Votez Jordan ! »*. Les militants les plus vétérans ont-ils déjà vécu un tel meeting ?

À sept jours du scrutin, et des 33 % de votes que lui promettent les sondages, Jordan Bardella, président du RN et tête de liste de son parti, et Marine Le Pen, la candidate *« naturelle »* nationaliste pour la présidentielle de 2027, ont sonné le rappel des troupes dans la capitale. Dans cette dernière ligne droite, en réalité la plus importante de la campagne, il s'agit d'appeler à la mobilisation des électeurs et de freiner au maximum l'abstention, qui touche en majorité l'électorat RN. La manœuvre est classique, mais essentielle. *« Je veux un torrent de participation »*, demande même Jordan Bardella dans son clip de campagne. Plus de 6 000 militants avaient en tout cas répondu présent ce dimanche dans cette salle parisienne.

## Une chorégraphie bien rodée

À une semaine du scrutin, la chorégraphie entre Marine Le Pen et son héritier est maintenant bien rodée. À la députée du Pas-de-Calais le premier discours, et le premier bain de foule. Sous les vivats de ses électeurs, des *« Marine présidente ! »* et des *« Macron démission ! »*, elle a concentré l'essentiel de son temps de parole à s'en prendre à l'Union européenne, sa bête noire, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, en liste pour un second mandat.

*« Chaque jour, l'Union européenne s'attribue de nouveaux pouvoirs, de nouvelles prérogatives, de nouveaux domaines de compétences »*, a-t-elle attaqué, dénonçant une *« Commission de Bruxelles »* qui *« devient quasi totalitaire, elle intervient partout, se mêle de tout, commande tout »*. Et de rappeler au bon souvenir des militants présents, le dernier référendum organisé au niveau national en France : *« On se souvient qu'en 2005, nous avions refusé la Constitution européenne. Par ce vote nettement majoritaire, nous avions dit non à un État européen, non à une citoyenneté européenne, non à un président de l'Europe, non à un drapeau européen ! » « Aujourd'hui l'intérêt de notre pays, l'intérêt de nos compatriotes c'est de transformer l'Union européenne, c'est aussi simple que cela »*, conclut celle qui s'apprête à mener les négociations post-élection en vue de la création d'un grand groupe nationaliste à Strasbourg.

Pour Marine Le Pen, qui n'oublie pas non plus son vieil ennemi, *« le 9 juin, il faudra tout d'abord rappeler à Emmanuel Macron qu'en démocratie, il n'y a qu'un seul maître des horloges : le peuple »*. Mais elle n'a pas non plus oublié son dernier adversaire, Reconquête et Éric Zemmour, qui a confié la tête de liste à Marion Maréchal, la nièce de Marine Le Pen. *« La situation est trop grave pour perdre des voix sur des listes de témoignage »*.

Jordan Bardella, lui, s'est réservé le privilège de concentrer essentiellement ses attaques contre le gouvernement et la France insoumise, *« ces ingénieurs du chaos »* qui *« déroulent le tapis rouge aux ennemis de la France »*. Comme son aînée, le président du RN s'est offert un bain de foule. À la tribune, il s'est réjoui : *« Plus que jamais nous sommes le premier parti de France, demain, nous serons celui de l'alternance »*. *« L'Europe de Macron est un modèle du passé »*, a-t-il vanté. *« Les macronistes défendent des dogmes, nous défendons les gens. »*

La tête de liste du parti nationaliste a surtout insisté pendant le premier tiers de son discours sur la mobilisation électorale et contre l'abstention, sa pire ennemie. *« Nous avons 7 jours pour convaincre, 7 jours pour mobiliser, 7 jours pour rassembler, 7 jours pour faire du 9 juin une nouvelle victoire du peuple de France »*, a-t-il lancé à la foule, dans une formule qui se voulait très lyrique. ■

# Le camp Macron tente de faire oublier sa difficile fin de campagne

Surtout, ne pas sembler faiblir. Valérie Hayer a tenté de garder la face lors de son dernier meeting national aux Docks d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), avant les élections européennes du 9 juin. Autour d'elle, ce samedi soir, pas moins de vingt-cinq ministres, des drapeaux français et européens, et un slogan répété en boucle : *« Rien n'est joué. »* Mais un public modeste de 2500 sympathisants revendiqués et quelques chaises laissées vides.

Arrivée sur une *Ode à la joie* remixée, plus à l'aise qu'à l'accoutumée, la tête de liste du camp Macron a une énième fois appelé ses électeurs à se mobiliser. À ne pas *« écouter ceux qui attendent que l'on baisse les bras »*, alors que ces élections européennes sont, à l'entendre, *« les plus importantes de l'Histoire »*. *« La question est simple*, a-t-elle résumé. *Est-ce qu'on veut une Europe qui ne soit plus tout à fait l'Europe ? Ou est-ce qu'on veut une Europe qui est fière de ce qu'elle est, à l'avant-garde de la civilisation ? »*

Tour à tour, debout sur la scène blanche, les orateurs de la majorité présidentielle ont défendu leur projet en faveur d'une *« Europe des Lumières »*, *« des grandes infrastructures »*, *« plus forte »* et *« plus écologique »*. Une tentative de faire oublier leur difficile fin de campagne. Dans les discours, il n'a pas été question du dérapage du déficit budgétaire, sanctionné la veille par une dégradation de la note souveraine de la France par l'agence Standard & Poor's – une première depuis onze ans. Pas plus que n'ont été évoqués les mauvais sondages qui les placent à la traîne, loin derrière le Rassemblement national (RN).

Le parti de Jordan Bardella reste l'adversaire numéro un des macronistes, qui dramatisent volontiers l'échéance du 9 juin. *« L'extrême droite menace d'envoyer depuis la France son plus gros bataillon de députés européens. Est-ce cela l'image que nous voulons renvoyer ? »*, a déclaré Gabriel Attal à la tribune. Le premier ministre met en garde contre la constitution d'une *« minorité de blocage »* au Parlement européen, mais aussi contre la possibilité de *« passer d'une France moteur* (de l'Union européenne) *à une France en panne »*.

Dans les mots et dans la salle – son visage a été déroulé sur une affiche, au-dessus de l'auditoire –, l'ancienne ministre Simone Veil est omniprésente. *« Simone Veil nous regarde »*, a insisté avec emphase Gabriel Attal, *« ne la trahissons pas »*. Son fils, l'avocat Jean Veil, 74e sur la liste de Valérie Hayer, est alors monté sur scène sous les applaudissements. Sauf ceux de l'ex-premier ministre Édouard Philippe, excusé et représenté par son ami Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique.

Gabriel Attal a poursuivi : *« L'Europe est mortelle, et voter pour l'extrême droite, c'est appuyer sur la gâchette. »* Un écho au *« Notre Europe peut mourir »* lancé par Emmanuel Macron le 24 avril à la Sorbonne. Dit autrement par le centriste François Bayrou : *« Nous devons faire plier ceux qui veulent nous nuire. »*

## Dernier appel

Charge à tous les soutiens du chef de l'État de créer le *« sursaut »* réclamé par le premier ministre, face à des Républicains (LR) décrits comme *« totalement marginaux »* au Parlement européen, une gauche *« obsédée par 2027 »* et un RN *« qui fait couler l'Europe »*. Un peu plus tôt, l'avocate Rachel-Flore Pardo s'est fait plaisir au micro, en évoquant le récent face-à-face télévisé entre Gabriel Attal et Jordan Bardella : *« Lorsque l'extrême droite débat, l'extrême droite se noie. »*

En multipliant les alertes, les responsables de la coalition présidentielle espèrent convaincre les électeurs d'Emmanuel Macron qui comptent s'abstenir. *« Ils sont 5 millions ! »*, parmi ceux du premier tour de la dernière présidentielle, a comptabilisé le député européen Pascal Canfin. Au micro, l'ancien ministre Vert a tenu à s'adresser aux électeurs qui entendent voter pour une liste de gauche.

Il accuse Raphaël Glucksmann (Parti socialiste-Place publique) et Marie Toussaint (Les Écologistes) de manquer de pragmatisme : le pacte asile-immigration et le plan de relance économique *« qui a sauvé des millions d'emplois »*, *« ils ne les ont pas votés ! »*. L'avertissement sonne comme un dernier appel pour éviter une contre-performance. Malgré une campagne éprouvante, Valérie Hayer l'a assuré devant ses troupes : *« Ça va me manquer à la fin. »* ■

L. B.

# Ukraine : Myropillya, un village en sursis à la fron

**Cyrille Louis**
Envoyé spécial à Myropillya

Située dans la région de Soumy, dans le nord-est du pays, cette petite localité est vulnérable et se sent délaissée face aux attaques des forces du Kremlin.

Ce lundi 29 avril fut une sombre journée pour la famille Yourchenko. Oleksii, le patriarche, a tout d'abord été tué par l'explosion d'une mine fraîchement posée par des saboteurs russes alors qu'il se promenait à cheval dans une zone marécageuse. Puis Petro, l'un de ses fils, a été blessé aux jambes en tentant de lui porter secours. *« Après ces deux incidents, nos militaires ont compris que les Russes préparaient un mauvais coup et ils se sont mis à pilonner les bosquets de part et d'autre de la frontière »*, raconte Aleksander, son frère. Un peu plus tard, cet homme de 34 ans a été touché à son tour par l'explosion d'un drone kamikaze, alors qu'il gardait, en compagnie d'autres volontaires, un check-point à l'entrée de Myropillya. En fin de journée, un obus a touché la maison de sa mère sans faire de victime.

À l'image d'autres villages frontaliers de la région de Soumy, au nord-est de l'Ukraine, Myropillya sent le vent de la guerre se rapprocher à nouveau. Les forces russes, qui s'étaient retirées le 4 avril 2022 après avoir tenté en vain d'encercler la capitale de l'oblast, puis de faire route vers Kiev, intensifient depuis un mois leur pilonnage. Quelques jours après le début de la récente percée russe en direction de Kharkiv, 180 km plus à l'est, le chef du renseignement militaire ukrainien a mis en garde contre un risque d'attaque ennemie vers Soumy.

Environ 10 000 soldats russes auraient été positionnés dans ce secteur. *« Leur objectif est d'ouvrir un nouveau front au nord »*, a déclaré, jeudi, Roustem Oumerov, le ministre de la Défense de l'Ukraine. *« Ces forces ne sont pas suffisantes pour lancer une offensive d'envergure et percer nos défenses »*, nuance le général Oleksandr Syrsky, commandant en chef de l'armée ukrainienne. Mais leur présence menaçante le long de la frontière nord l'a récemment contraint à redéployer une partie des unités jusqu'alors affectées à la protection du Donbass.

Certains observateurs estiment qu'en réactivant cette partie du front, l'armée russe cherche à créer une zone tampon depuis laquelle les forces ukrainiennes ne seraient plus en mesure de frapper les oblasts de Belgorod et de Koursk. En mars dernier, plusieurs groupes armés russes opérant depuis la région de Soumy avaient franchi la frontière pour attaquer le village russe de Typtkino, avant d'être refoulés. *« Peut-être Poutine a-t-il décidé de réactiver cette partie du front pour nous empêcher de lui infli-*



# En Russie, plongée dans l'improbable fabrique des « héros » de Vladimir Poutine

**Alain Barluet**
Envoyé spécial à Novossibirsk

Hormis une légère fixité dans l'œil gauche, rien n'indique qu'Andreï Prokofiev est un blessé de guerre. Le 12 juin 2022, à Sieverodonetsk, en Ukraine, cet ancien policier de Novossibirsk, parti volontairement pour le front à l'âge de 46 ans, a été atteint par un éclat d'obus qui lui a transpercé l'œil et s'est logé dans son crâne – où il se trouve toujours. Sur le coup, il a cru qu'il s'agissait seulement d'une contusion et d'une coupure sur la joue. *« Les copains plaisantaient en me disant que j'avais rencontré le boxeur Mike Tyson »*, se souvient Andreï. En fait, la blessure est grave. Le combattant est transporté à Louhansk, puis à Rostov et enfin à Saint-Pétersbourg dans un hôpital militaire pour y être soigné. Les médecins ont pu conserver son œil mais pas lui sauver la vue.

Deux ans plus tard, après un long traitement, un programme de réhabilitation à la vie civile et une formation, ce vétéran passé par la guerre en Tchétchénie et par l'« opération militaire spéciale » en Ukraine, se destine à enseigner l'histoire dans une école secondaire de Novossibirsk. Parce qu'il s'est battu contre les forces de Kiev et qu'il a payé le prix du sang, Andreï fait partie de ceux que l'on qualifie de « héros » dans la Russie de Vladimir Poutine en proie à la militarisation des esprits. Des anciens combattants célébrés avec lyrisme dans les discours officiels, choyés par des programmes sociaux – quoique souvent freinés par l'inertie bureaucratique –, à qui l'on fait miroiter moult privilèges tels l'accès prioritaire dans les universités ou les entreprises.

Dès décembre 2022, le président russe a signé un décret prévoyant des places dans les établissements d'enseignement supérieur aux enfants des participants à la guerre en Ukraine. Environ huit mille cinq cents participants à la guerre, ou leur famille, en auraient profité l'an dernier. L'enjeu symbolique est fort pour les autorités russes qui sacralisent tous azimuts les « valeurs patriotiques ». Mais dans la réalité, cette mise au pinacle des combattants ne semble avoir au total qu'une portée limitée à ce stade. Et le rôle que ceux-ci seront amenés à jouer dans l'avenir aux commandes du pays, à divers niveaux, demeure dans le flou.

À entendre toutefois le chef du Kremlin, ces vétérans de la guerre en Ukraine constituent la « véritable élite » de la Russie. *« Ces gens courageux (…) devraient occuper des postes de premier plan dans le système d'éducation et de formation des jeunes, dans les associations publiques, dans les sociétés d'État, dans les entreprises, dans l'administration… »*, a dit le président russe, le 29 février dernier. *« La véritable élite, ce sont tous ceux qui servent la Russie, les travailleurs et les guerriers, les personnes fiables, dignes de confiance qui ont prouvé leur fidélité »*, ajoutait-il ce jour-là dans son adresse annuelle aux parlementaires.

En revenant à Novossibirsk après son passage sur le front et à l'hôpital, Andreï Prokofiev a encore reçu des soins, – y compris un suivi psychologique – et a pu profiter d'activités sportives gratuites et de séjours en sanatorium. Il a surtout bénéficié d'une formation de quatre mois comprenant environ trois cents heures d'histoire et trois cents heures d'« études sociales ». Une matière, précise Andreï, qui consiste en l'apprentissage *« des règles de comportement dans la société avec des éléments de droit administratif, civil et pénal »*. Il explique : *« Après avoir été blessé, je ne voulais pas rester sans rien faire. Lénine disait : étudier, étudier et étudier encore… J'aime l'histoire depuis le lycée et surtout l'histoire militaire… »*, glisse Andreï.

Il a déjà témoigné dans les écoles et c'est lui qui a été désigné par l'administration locale pour raconter sa reconversion au *Figaro*. Sa formation, explique-t-il, s'inscrit dans le cadre du *« certificat de réhabilitation »*, un programme lancé en mars 2023 à Novossibirsk mais aussi dans plusieurs régions du pays. Au début de cette année, quelque cinq cent quarante ex-combattants de l'oblast (région) de Novossibirsk auraient déjà reçu le fameux « certificat ». *« On m'a proposé un poste dans l'école n° 9. J'attends les papiers… »*, nous disait Andreï, en mars dernier.

Selon Sergueï Nelioubov, le vice-gouverneur de la région de Novossibirsk, qui cite en exemple Andreï Prokofiev, *« les participants de l'"opération militaire spéciale" sont de véritables héros »*. *« Ils sont pour nous une priorité »*, affirme-t-il au *Figaro*. *« Le certificat de réhabilitation fonctionne selon le système du guichet unique et concerne l'ensemble des domaines (santé, formation, emploi…) qui permettront au combattant de s'adapter plus rapidement à son retour à la vie civile »*, assure le vice-gouverneur. Un retour pavé de traumatismes et souvent marqué par l'alcoolisme, les troubles psychologiques et la violence, parfois extrême. Cent sept personnes ont déjà été assassinées en Russie et au moins autant gravement blessées par des soldats rentrés du front, selon une étude du média en ligne Viortska (« mise en page ») datant d'avril dernier.



Le « héros » Andreï Prokofiev, ancien policier et vétéran de l'« opération militaire spéciale » en Ukraine.
ALAIN BARLUET/LE FIGARO

Comment son expérience de soldat influencera-t-elle l'enseignement d'Andreï ? *« C'est l'éducation par l'exemple »*, intervient Tatiana Potsoukova, une des responsables de l'Institut pour le perfectionnement professionnel de Novossibirsk, où Andreï a suivi sa formation. *« Devant les élèves, il n'y aura pas seulement un professeur mais quelqu'un qui sait ce qu'est l'héroïsme, le patriotisme, et qui l'a prouvé par son exemple »*, souligne-t-il. Andreï, lui, est humble, comme tous les « héros » – un terme qu'il récuse pour lui-même d'ailleurs : *« Ce que j'ai fait, tout homme qui aime son pays l'aurait fait »*, se contente-t-il de dire, en expliquant avoir *« des racines ukrainiennes, comme de nombreuses personnes en Russie »*.

Le message formaté qu'il entend faire passer à ses écoliers est en résonance avec un argumentaire rabâché en Russie. *« Ce qui a commencé en février 2022 aurait dû être fait en 2014 »*, affirme-t-il en incriminant les événements de Maïdan en Ukraine et leurs suites. *« En 2014 déjà, les Ukrainiens provoquaient la Russie pour qu'elle déclenche un conflit. Nous avons toléré cette situation durant trop longtemps. Et puis les Russes n'abandonnent pas les leurs… »*, déroule-t-il.

Considérée comme une manne financière par des centaines de milliers de Russes ayant un contrat avec l'armée, – 640 000, d'après le ministère de la Défense –, la guerre est perçue par certains comme un ascenseur social, y compris dans les hautes sphères de l'administration, tout du moins en région. Quelques exemples emblématiques sont fréquemment cités, comme celui de Sergueï Dovgaliouk, gouverneur adjoint de la région d'Irkoutsk, en Sibérie, parti en Ukraine comme volontaire dans le domaine de la logistique. Après avoir servi sur le front, il est monté en grade et a été nommé l'an dernier vice-gouverneur de la ville stratégique de Belgorod, frontalière avec l'Ukraine.

Si la loyauté patriotique apparaît comme un critère essentiel, les autorités veulent montrer aussi qu'elles ne méconnaissent pas la question des compétences. Celles-ci font le plus souvent défaut à ceux qui sont passés par le front. Et qui, si l'on en croit Vladimir Poutine, devront occuper des postes de direction dans l'administration de l'État. Le 29 février, le chef du Kremlin a annoncé la création d'une filière de formation destinée aux nouvelles élites et précisément dénommée le « Temps des héros ». Conditions pour participer à ce programme fédéral placé sous l'égide directe du président : avoir participé aux opérations militaires, avoir fait des études supérieures et détenir de *« l'expérience dans la gestion des personnes »*…

# tière russe

ger de telles humiliations* », sourit l'ancien député russe Ilya Ponomarev, qui coordonne depuis Kiev les activités de l'opposition russe en exil.

Aux abords de Soumy, trente kilomètres en retrait de la frontière, des engins de chantier creusent des tranchées et aménagent des fortifications. Les dents de dragons, ces pyramides de béton destinés à freiner la progression des chars ennemis, s'alignent à perte de vue. « *Nous y travaillons d'arrache-pied depuis un mois et demi* », chuchote un contremaître, qui refuse d'en dire plus, car il s'agit là d'un « *objet stratégique* ».

« *Ici, au contraire, rien n'est préparé pour nous défendre* », soupire Aleksander Yourchenko, le villageois récemment blessé par une attaque de drone, dont le bras droit est encore enveloppé dans un épais bandage. Sa maison est située à deux kilomètres à peine de la frontière. « *Si près de l'ennemi*, poursuit-il, *il n'y a pas grand-chose à faire. Il suffirait qu'on commence à utiliser des pelleteuses pour que ces ordures nous bombardent immédiatement.* »






**« Ici, rien n'est préparé pour nous défendre », constate Aleksander Yourchenko, un villageois qui a été blessé lors d'une attaque de drones.**
ALBERT LORES POUR LE FIGARO

Ce matin-là, tout est calme à Myropillya. Mais des explosions se font entendre dans les villages voisins. « *Ce sont nos gars qui travaillent* », commente Evheny Tkatchenko, un journaliste de 52 ans qui a rejoint la Défense territoriale au début de la guerre. Depuis le regain de tension à la frontière, il porte une parka noire par-dessus son uniforme militaire dans l'espoir de circuler incognito. « *Les drones ennemis nous surveillent de près* », dit-il en désignant le ciel.

La maire de Myropillya, Olena Charkovacha, ne décolère pas. Selon elle, 300 personnes ont tout récemment quitté le village à cause des frappes russes – sur une population qui avait déjà fondu de 1700 à 700 habitants au début de la guerre. « *Les gens ont peur*, dit-elle, *car ils voient bien que rien n'a été préparé pour défendre cet endroit.* » Aux abords de l'école et de l'épicerie, des cratères récents ont été rebouchés avec de la paille.

### Commission d'enquête

Le 9 mai, jour de la fête nationale russe, un obus a touché la caserne de pompiers. Depuis, les habitants font avec les moyens du bord lorsqu'une frappe russe provoque un début d'incendie. Malgré les nuages qui s'accumulent, ils se rassurent en soulignant que Myropillya a été épargné lors de l'invasion russe fin février 2022. « *J'espère que cette fois encore, ils nous laisseront tranquilles*, soupire l'édile. *Dans le cas contraire, je ne sais pas qui nous protégera…* »

La relative facilité avec laquelle l'armée russe est parvenue à franchir la frontière, début mai, au nord de Kharkiv, sème le trouble non seulement dans la population civile, mais aussi chez certains militaires. Denis Yaroslavsky, un officier fort en gueule dont la section de reconnaissance a été envoyée défendre le village de Vovchansk, a publiquement dénoncé l'impréparation des défenses ukrainiennes. « *Lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait que 200 soldats ukrainiens pour défendre le village. Sur les images filmées par nos drones, on voyait les Russes progresser tranquillement, comme s'ils étaient en excursion. Ils n'ont rencontré ni mines, ni fortification.* »

L'officier a depuis été recadré par sa hiérarchie, mais il n'en démord pas : à ses yeux, les autorités ukrainiennes auraient dû se préparer dès le repli des troupes russes, à l'automne 2022. « *À l'époque*, suggère-t-il, *la meilleure solution aurait été d'utiliser notre artillerie pour créer une zone tampon d'une dizaine de kilomètres sur le territoire russe. J'imagine que nos partenaires étrangers n'ont pas voulu en entendre parler, car ils sont terrorisés à l'idée que ce type de frappes provoque une escalade. Mais, au minimum, nous aurions dû profiter de ce répit pour construire de vraies lignes défensives.* »

Devant la polémique suscitée par la percée de Kharkiv, le Parlement ukrainien vient de créer une commission d'enquête. « *Depuis lors*, assure Denis Yaroslavsky, *beaucoup de soldats et d'officiers intermédiaires m'ont écrit pour me remercier d'avoir jeté un pavé dans la mare.* »

Vendredi 24 mai, Myropillya s'est retrouvé privé d'électricité après avoir été visé par une quinzaine de projectiles. Andrii Vodopianovo et son épouse, Oxana, propriétaires d'une petite épicerie, montrent leur rayon frais aux trois quarts vide. Quelques bananes, une botte des radis, des cornichons… « *Depuis deux ans et demi, on s'est habitués à entendre des explosions de temps à autre*, explique Andrii. *Mais, cette fois, on sent bien que c'est différent. On ne sait pas à quoi s'attendre.* » Leur fille de 18 ans a quitté le pays au début de la guerre pour trouver refuge au Royaume-Uni. Malgré le déchirement de la séparation, eux ont choisi de rester à Myropillya. « *Ce magasin*, soupire Oxana, *c'est tout ce qu'on a…* » ■

Quelque 44 000 questionnaires ont été remplis, et 83 candidats ont été retenus pour cette première session qui a débuté le 27 mai. En guise de leçon inaugurale, des discours de personnalités telles que le chef de la diplomatie Sergueï Lavrov, le chef-adjoint de l'administration présidentielle Maxim Orechkine et l'ex-président Dmitri Medvedev, qui a planché sur « La stratégie de sécurité de la Fédération de Russie ». « *Je suis convaincu que vous saurez faire vos preuves dans le système d'administration de l'État, divers secteurs de l'économie et de la sphère sociale* », leur a dit l'actuel vice-président du Conseil de sécurité.

Quatre modules de trente jours chacun sont prévus, et une seconde promotion est en cours de recrutement. « *Le "Temps des héros" ne se contente pas d'identifier les meilleurs gestionnaires* », assure Svetlana Jourova, membre du conseil qui chapeaute le programme et également députée à la Douma. « *Après tout, nous avons non seulement besoin de gouverneurs et de ministres, mais aussi de dirigeants à tous les niveaux parmi ceux qui ont prouvé leur fidélité à la patrie* », ajoute-t-elle. Une « *méritocratie patriotique* » dont les contours et le fonctionnement restent imprécis.

**« La véritable élite, ce sont tous ceux qui servent la Russie, les travailleurs et les guerriers, les personnes fiables, dignes de confiance qui ont prouvé leur fidélité »**
**Le président Vladimir Poutine**

Selon le politologue Ilya Gratchenkov, « *Poutine doit montrer que sa décision (d'engager la guerre) a été correcte et que les gens qui y participent sont des héros* ». Pour lui, « *il s'agit davantage d'une question d'image que d'une révolution culturelle* ». « *Toutes les guerres génèrent des héros qui sont vite oubliés, ce fut le cas en Russie lors de la guerre d'Afghanistan* », poursuit ce spécialiste. Tout au plus, dit-il, peut-on parler d'une « *tentative d'insérer dans la réalité des gens qui ne sont pas au centre du système* ».

Concrètement, Ilya Gratchenkov cite l'exemple des postes de maires dans de petites villes, dont beaucoup sont vacants, car les ressources y sont limitées. Mais, quoi qu'il en soit, résume-t-il, « *l'emploi des vétérans dans le secteur public ne deviendra pas un phénomène de masse* ». Sur la même ligne, Denis Volkov, le directeur du centre d'études sociologiques et de sondages Levada, souligne que « *l'une des orientations de la politique actuelle cherche à intégrer les participants de l'"opération militaire spéciale" au niveau intermédiaire de la gouvernance et à les rendre plus visibles* ».

L'objectif est aussi de « *remplacer par des gens "loyaux" les membres de la classe moyenne épris de liberté et qui sont partis* », commente Denis Volkov au *Figaro*. Une vision qui semble largement acceptée par les Russes, analyse le sociologue : « *Un soutien public stable à Poutine et aux actions de l'armée n'est possible que lorsque la majorité de la population russe n'est pas impliquée dans ces événements et mène une vie normale, comme c'est le cas actuellement.* » En conséquence, poursuit M. Volkov, « *l'attitude dominante dans la population est la suivante : ceux qui se battent pour nous le font en un sens à notre place. Il est donc juste qu'ils soient récompensés pour cela…* »

Mais même le soutien des « héros » montre ses limites. Lors des élections, le 26 mai, pour l'investiture des candidats du parti Russie unie aux élections locales qui se dérouleront en septembre prochain, seule une poignée de vétérans ont été élus parmi les quelque deux cent qui se présentaient. À Moscou, aucun n'a passé la barre. Un scrutin pourtant ouvert à tous et pas seulement aux membres de la formation présidentielle. Dans le petit carré de ceux qui ont été retenus pour se présenter, on trouve surtout quelques figures activement utilisées par la propagande, comme le tankiste Rasim Baksikov, originaire du Tatarstan et membre de l'équipage d'un char dénommé Aliocha et érigé en emblème héroïque par l'armée russe.

Vendredi, en cherchant à prendre des nouvelles d'Andreï Prokofiev, quelle n'a pas été notre surprise : au bout de la ligne, dans le téléphone, résonnait l'écho sourd du canon. L'homme était près du village bombardé de Chebekino, en direction de Kharkov (Kharkiv pour les Ukrainiens). Le « héros » avait délaissé ses cours d'histoire pour repartir au front. Ses élèves de l'école n° 9 attendront. ■

# En Géorgie, l'opposition et des ONG pro-occidentales ciblées par des attaques

**Régis Genté** Tbilissi

Des groupes soutenus par le pouvoir s'en prennent aux locaux d'opposants à la loi sur «les agents de l'étranger».



***«Des fascistes pseudo-libéraux, des esclaves travaillent ici», pouvait-on lire tagué sur le mur du siège de l'ONG Media Development Foundation, samedi, à Tbilissi.***
TAMAR KINTSURASHVILI / ONG MDF VIA X

La situation continue de se dégrader en Géorgie. Le pouvoir orchestre des intimidations physiques et verbales contre ses opposants, ne leur laissant guère plus de choix que d'accepter le régime autoritaire qu'il leur promet ou d'entrer dans des modes d'action moins pacifiques, après deux mois de protestations contre un projet de loi sur les «agents de l'étranger» au cours desquels aucune vitrine n'a été brisée ni aucune voiture endommagée. De plus en plus de voix dans le pays disent craindre une confrontation civile. Ce texte si controversé est qualifié de «loi russe» par ses détracteurs, autour de la moitié de la population selon divers sondages (publiés ou non), tant du fait de l'inspiration du contenu que des conséquences géopolitiques attendues, à savoir un retour de l'ex-république soviétique dans l'orbite de Moscou.

Dans la nuit de vendredi à samedi, plusieurs dizaines d'hommes masqués se sont attaqués au siège central du principal parti d'opposition, le Mouvement national uni (MNU). Armés de bâtons et de perches, ainsi que de pierres, ils en ont brisé les baies vitrées avec, selon des témoins, l'intention de pénétrer à l'intérieur du bâtiment pour en vandaliser les bureaux. La police n'est pas intervenue. Seuls les tirs de semonce de la sécurité du siège du parti les ont fait reculer. Le président du MNU avait été sévèrement battu le 30 avril.

Ce samedi matin sont à nouveau apparus des graffitis sur les murs et entrées des bureaux des principales ONG du pays ainsi que de médias et e mouvements politiques. Des insultes du type *«Agents»* (sous-entendu à la solde de l'étranger), *«Fascistes pseudo-libéraux»*, *«Traîtres»*… Ces ONG sont celles visées par cette loi intitulée «loi sur la transparence de l'influence étrangère», qui prévoit que les organisations et médias dont plus de 20% du budget provient d'autres pays doivent se déclarer officiellement du titre infamant d'«agent de l'étranger».

*«On peut douter du souci du pouvoir d'assurer la souveraineté du pays de cette façon dès lors que dans le même temps il a adopté une loi permettant de déposer en Géorgie de l'argent issu des zones offshore, bref de l'étranger, avec des origines obscures et pour des montants autrement plus élevés que l'ensemble des subventions occidentales octroyées aux ONG»*, note un diplomate européen en poste à Tbilissi. Ces derniers jours, la campagne de menaces et insultes par téléphone a été relancée.

Ces violences ne font non seulement l'objet d'aucune condamnation ni enquête officielle, mais sont même revendiquées par des personnalités du pouvoir. Dito Samkharadzé, député et membre du Conseil politique du Rêve géorgien, le parti aux affaires, a reconnu être derrière les actes violents commis par des bandes de malfrats: *«Nous connaissons vos identités une par une, vos patrons (occidentaux) ne peuvent pas vous sauver si vous faites quelque chose de mal à l'un des membres de l'équipe du Rêve géorgien.»* Le chef du département des missions spéciales du ministère de l'Intérieur, Zviad Kharazishvili, avait fièrement affirmé voilà quelques jours faire battre des manifestants.

Un autre député proche du pouvoir a, quant à lui, affirmé que *«ceux qui protestent encore contre l'adoption de la loi doivent être jugés pour espionnage»*. Des propos en forme de menace qui font écho à ceux de l'homme fort du pays, l'oligarque Bidzina Ivanichvili, qui promettait, le 29 avril dernier, lors d'un rassemblement organisé en soutien à la loi sur les *«agents de l'étranger»*, des répressions contre ce qu'il appelle le *«parti global de la guerre»*, dans lequel il range le MNU, les autres formations politiques et les ONG pro-occidentales.

## Inquiétudes pour les législatives

Dans ce contexte pour le moins tendu, les opposants à la «loi russe», un mouvement composite sans centre de décision unifié, disent vouloir rester pacifiques et dans le cadre de la loi. Ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Ils répliquent avec eux aussi quelques graffitis sur les lieux où vivent ou travaillent des députés ayant voté la loi controversée, taguant sur les murs des *«Russes»* ou *«Esclaves»*. Des citoyens prennent à partie les mêmes députés dans les lieux publics, leur adressant les mêmes mots pour souligner ce qu'ils considèrent comme de la *«traîtrise»*.

L'inquiétude des opposants à la loi, comme nous le dit un étudiant très actif et préférant garder l'anonymat par peur de s'exposer, *«est renforcée par le fait que le mouvement reporte ses espoirs sur les législatives de l'automne. Mais nous constatons que déjà le pouvoir procède à des changements par exemple dans l'organisation de la Commission centrale électorale»*. Les mêmes craignent aussi que la loi sur les agents de l'étranger soit alors déjà entrée en vigueur et donne au pouvoir les moyens de museler, notamment, les ONG de surveillance des scrutins électoraux.

«Cette élection est notre seul espoir de renverser la tendance, et de le faire en restant dans la légalité comme c'est notre ferme intention», ajoute ce même étudiant. Des franges de l'électorat géorgien, surtout dans la jeunesse, semblent changer d'attitude à l'égard du jeu politique national, auquel elles refusaient de participer en ne votant pas, et se résoudre à aller déposer un bulletin dans l'urne lors des élections parlementaires d'octobre. *«On votera pour n'importe qui sera proeuropéen, 80% des Géorgiens souhaitent que nous devenions membres de l'UE un jour»*, martèle cet étudiant. ■

# Joe Biden confronté à l'embarrassant procès de son fils Hunter

**Hélène Vissière** Washington

La comparution devant la justice de Hunter Biden pourrait entraîner des révélations gênantes pour la campagne du président.

Alors que Donald Trump vient d'être condamné à New York, un nouveau procès explosif s'ouvre aujourd'hui dans le Delaware qui implique la famille de l'actuel président. Hunter, le fils cadet de Joe Biden, est accusé d'avoir menti en remplissant le formulaire d'acquisition d'une arme à feu en 2018, dans lequel il niait son usage de stupéfiants.

Il ne s'est jamais servi du pistolet qu'il a gardé onze jours, avant que sa maîtresse ne le jette dans une poubelle. Le procès d'un enfant de président poursuivi par le ministère de la Justice de son père est un spectacle inédit et promet un déballage de détails sordides dont la Maison-Blanche se serait bien passée en pleine campagne électorale.

Hunter Biden ne l'a jamais caché. À la suite de la mort de son frère, Beau, d'un cancer en 2015, il a plongé dans la drogue et l'alcool pendant plusieurs années. Abbe Lowell, son avocat, affirme cependant qu'il n'a pas violé la loi et que toute cette affaire n'est qu'une machination politique pour nuire à son père. Le fils du président semblait l'été dernier sur le point d'éviter un procès. Mais les négociations sur un accord avec David Weiss, le procureur fédéral nommé sous Donald Trump et chargé de l'enquête sur Hunter, ont capoté de manière spectaculaire lorsque la juge a émis des doutes sur la validité de l'arrangement. David Weiss a mis un terme aux pourparlers et inculpé le fils Biden qui a plaidé non coupable.

Abbe Lowell a attaqué les procureurs, estimant qu'ils avaient cédé à la pression politique. Donald Trump et ses alliés, à l'annonce d'un éventuel accord ont en effet violemment dénoncé le *«traitement de faveur»* dont bénéficiait, selon eux, Hunter. Ses avocats ont rétorqué qu'il était très rare que la possession d'une arme par un individu accro à la drogue entraîne une comparution devant un tribunal, sauf si elle a conduit à un délit plus grave, ce qui n'a pas été le cas.

Ils ont tout fait pour repousser le procès à après les élections. Une tactique similaire à celle de Donald Trump. Les deux affaires sont cependant bien différentes. L'ex-président de nouveau candidat à la Maison-Blanche a été condamné pour avoir falsifié des documents dans le but d'acheter le silence d'une star du porno pendant sa campagne en 2016. Hunter, lui, ne brigue aucun mandat électoral et est accusé d'avoir menti sur un formulaire fédéral. Mais, comme Trump, il se dit victime d'une chasse aux sorcières orchestrée par des procureurs biaisés. Et son procès va donner lieu à des révélations gênantes. Le procureur a prévu de présenter divers documents qui prouvent que l'inculpé faisait usage de stupéfiants. À commencer par ses Mémoires publiées en 2021. *«J'étais accro au crack»*, écrit-il. *Toute mon énergie était consacrée à fumer de la drogue, et trouver des moyens d'en acheter.»* David Weiss pourrait également appeler à la barre des témoins comme Kathleen Buhle, son ex-femme, et Hallie, la veuve de son frère avec laquelle il a eu une aventure après la mort de Beau. Dans un de ses messages de l'époque, elle lui dit: *«J'ai peur que tu ne meures»*, avant d'ajouter: *«Et je ne peux pas vivre sans toi.»*



JACK GRUBER/USA TODAY NETWORK

« J'étais accro au crack. Toute mon énergie était consacrée à fumer de la drogue et à trouver des moyens d'en acheter »

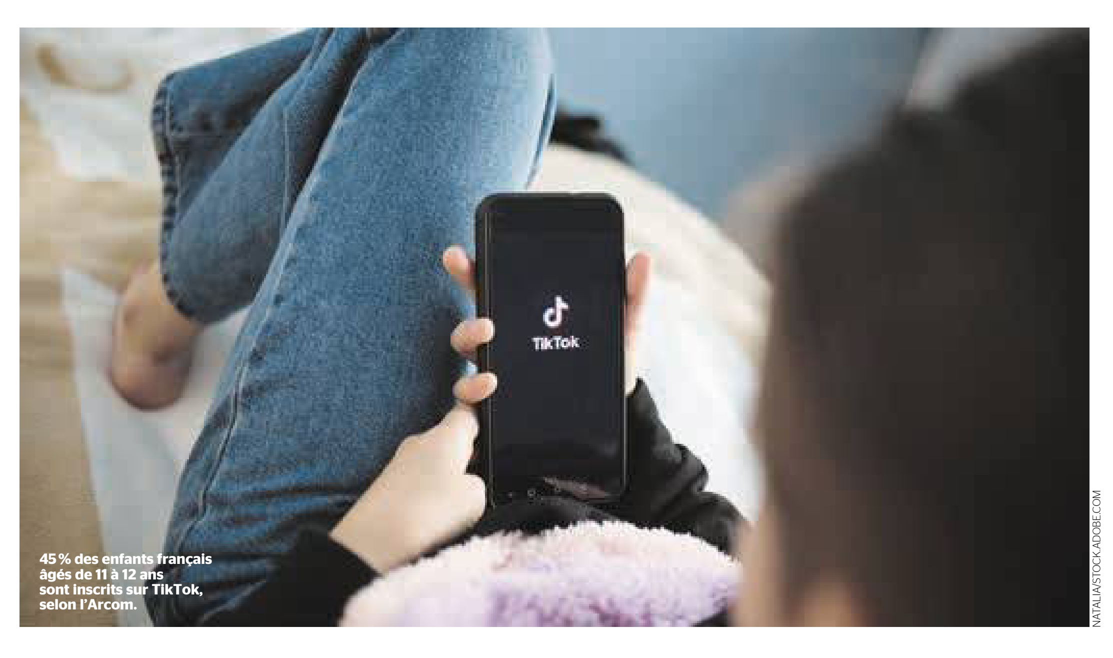
**Hunter Biden** Dans ses Mémoires

De leur côté, les avocats de Biden vont sans doute essayer de démontrer qu'il n'a pas menti sciemment. Il venait de terminer une cure de désintoxication, disent-ils, et pouvait se croire tiré d'affaire. Ils vont aussi contester la crédibilité du fameux formulaire. L'armurier n'a pas exigé de Hunter tous les papiers nécessaires et lorsque le FBI, trois ans plus tard, a demandé l'original, quelqu'un dans la boutique a rajouté les informations manquantes sur le formulaire. Ils vont enfin s'en prendre à la qualité des preuves. Des traces de cocaïne ont été relevées dans le sac en cuir où était rangé le pistolet. Mais cet étui a été trouvé par un individu qui faisait les poubelles et n'a été testé que bien des années plus tard, clament-ils.

L'entourage de Joe Biden s'inquiète de l'impact du procès sur le président. Il est très attaché à son fils et redoute les retombées psychologiques sur Hunter, qui a retrouvé une certaine stabilité. Il risque jusqu'à 25 ans de prison et 750000 dollars d'amende. Ajoutant au stress, il semble avoir du mal à payer ses avocats. Kevin Morris, l'avocat de Hollywood qui lui a prêté jusqu'ici quelque 7 millions de dollars pour couvrir, entre autres, ses énormes frais judiciaires a annoncé qu'il n'avait plus assez de liquidités.

La Maison-Blanche appréhende également l'impact politique. Le procès met le président dans une situation délicate. Il a dû préciser qu'il ne gracierait pas son fils s'il était condamné. Depuis des années, Hunter a fait l'objet de multiples enquêtes, notamment des républicains qui l'accusent de trafic d'influence et ont tout fait pour démontrer que Joe Biden était mouillé dans les combines de son rejeton. Sans succès.

Mais l'ouverture du procès va relancer de plus belle les attaques. D'autant que la saga judiciaire est loin d'être finie. Il doit comparaître de nouveau devant les tribunaux en Californie en septembre pour évasion fiscale. On lui reproche de n'avoir pas payé 1,4 million d'impôts de 2016 à 2019. Une dette acquittée depuis. Il est passible d'un maximum de 17 ans de prison. ■



45 % des enfants français âgés de 11 à 12 ans sont inscrits sur TikTok, selon l'Arcom.

NATALIA/STOCK.ADOBE.COM

# Scarification, incitation au suicide… ces parents en guerre contre TikTok et son algorithme « malsain »

**Agnès Leclair**

Le collectif Algos Victima réunit des familles qui se préparent à assigner le réseau social chinois en justice au civil.

Le redoutable algorithme de TikTok sur le banc des accusés. Un nouveau collectif, Algos Victima*, réunit des familles qui se préparent à assigner le réseau social chinois en justice, au civil, au début de l'été. Depuis sa constitution en mars, sous l'égide de l'avocate Laure Boutron-Marmion, de nouveaux parents ont rejoint les trois premières familles désireuses d'obtenir réparation.

Elles sont désormais sept à préparer un dossier pour tenter de démontrer les *« dégâts considérables »* de TikTok sur la santé mentale de leurs enfants, dont certains se sont suicidés. Une première en France et une étape dans le débat sur la régulation des réseaux sociaux pour les plus jeunes.

À l'origine de cette démarche, le drame vécu par Marie. Cette jeune fille qui venait de fêter ses 15 ans s'est pendue dans sa chambre, en 2021, à Cassis. L'adolescente était victime de harcèlement scolaire, moquée dans son collège en raison de son poids. Mais pas seulement.

En plongeant dans son téléphone portable pour comprendre les raisons de sa descente aux enfers, sa mère, Stéphanie, a compris qu'elle avait été exposée à des contenus très problématiques sur TikTok.

Régimes alimentaires drastiques, scarifications, messages glauques… Les recherches effectuées sur son compte après son décès montrent des récurrences de vidéos susceptibles d'avoir favorisé son passage à l'acte.

Une vidéo où elle évoquait sa volonté d'en finir – en reprenant une chanson sur le suicide en « lip singing » (synchronisation labiale) – l'aurait notamment menée vers des contenus incitatifs. Une plainte a été déposée au parquet de Toulon en septembre pour « provocation au suicide », « non-assistance à personne en péril » et « propagande ou publicité des moyens de se donner la mort ». Après cette plainte au pénal, le collectif mise sur l'effet de groupe au civil pour faire reconnaître leurs enfants comme victimes de l'algorithme.

*« L'algorithme inonde ceux qui vont mal de contenus mortifères. Ces vidéos accentuent le mal-être d'adolescents déjà en souffrance. C'est comme une double peine. L'aspect addictif du réseau fait qu'ils peuvent entendre ces messages en boucle. Ils sont pris dans une spirale qui aggrave leur état »*, analyse l'avocate des parents.

### Des contenus très sombres

Dans le fil « Pour toi », TikTok peut aussi recommander des vidéos problématiques aux mineurs qui ne les ont pas forcément cherchées. Ces messages peuvent entrer en résonance avec la période complexe qu'ils traversent à l'adolescence.

Tendances suicidaires, scarification, anorexie… *« TikTok entraîne une forme de glamourisation de comportements tragiques. Même les ados qui vont plutôt bien peuvent être plongés dans un bain de mal-être »*, dénonce Laure Boutron-Marmion. Une tendance d'autant plus inquiétante que « 45 % des Français de 11-12 ans sont inscrits » sur l'application TikTok, selon l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Depuis la création d'Algos Victima, d'autres familles se sont manifestées. Leurs enfants, âgés de 12 et 16 ans, ont pour point commun d'avoir été eux aussi confrontés à des contenus très sombres qui ont dégradé leur santé mentale. Certains veulent sonner l'alerte. D'autres sont prêts à aller jusque devant les tribunaux. Comme les parents de Charlize, une adolescente qui s'est suicidée fin 2023.

Mal dans sa peau, elle s'était réfugiée dans les réseaux sociaux et la dégradation de son état de santé a été très rapide. *« La dernière vidéo qu'elle a vue disait que la seule façon de se sentir mieux était peut-être d'en finir*, raconte l'avocate. *Laisser dire à des jeunes que la solution à leurs problèmes peut être de se suicider, c'est grave. On ne peut plus laisser nos enfants dans cet environnement malsain. »*

Élisa, 13 ans, a pour sa part été *« inondée de messages de sollicitations sexuelles »* sur les réseaux sociaux, dont TikTok. Lors d'une hospitalisation en pédopsychiatrie, les médecins ont découvert des traces de scarifications profondes sur ses jambes.

Ses parents, qui ont rejoint le collectif, ont du mal à lutter contre son addiction aux réseaux sociaux. *« La plateforme lui a fait beaucoup de mal. Des contenus sur la scarification tournaient en boucle sur son compte et les messages à caractère sexuel qu'elle a reçus l'ont atteinte »*, rapporte Me Boutron-Marmion.

Récemment hospitalisée, la jeune fille est pour l'instant *« dans le déni »* et *« refuse les soins »*. Ses parents lui ont coupé l'accès à tous les outils numériques. *« Mais c'est extrêmement difficile car son école, même si elle s'est montrée à l'écoute des parents, a intégré l'utilisation des tablettes et ordinateurs dans sa pédagogie »*, précise l'avocate.

En novembre, deux rapports de l'ONG Amnesty International, réalisés avec des spécialistes de l'intelligence artificielle, aboutissaient au même constat : la stratégie de TikTok pour « accrocher » les utilisateurs risquait *« d'aggraver les problèmes de santé mentale, comme la dépression, l'anxiété et l'automutilation »*. L'enquête réalisée à partir de comptes paramétrés comme ceux d'enfants de 13 ans a notamment révélé que, au bout de six heures sur la plateforme, *« près d'une vidéo sur deux était relative à la santé mentale et potentiellement nocive »*.

### « Le degré zéro de la régulation »

En regroupant ces affaires, l'avocate espère non seulement faire reconnaître un préjudice pour les familles mais aussi mettre les réseaux sociaux face à leur responsabilité. Un exercice délicat alors que TikTok, propriété du groupe chinois ByteDance, s'abrite comme beaucoup d'autres plateformes derrière son statut de simple hébergeur de contenus. *« Aujourd'hui, on est dans le degré zéro de la régulation »*, soupire Me Boutron-Marmion.

Une critique partagée par les experts de la commission sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans, mise en place par Emmanuel Macron en janvier. Dans leurs premières conclusions, dévoilées fin avril, ils critiquent notamment la propension de ces acteurs économiques à *« tout miser sur le contrôle parental »* pour écarter leur responsabilité.

*« Quand nous avons auditionné leurs représentants, nous n'avons vu aucune volonté de leur part de se poser des questions sur la protection de leurs jeunes utilisateurs. Dans leurs réponses, ils renvoient toujours à la responsabilité des parents et au contrôle parental. Et ils n'ont toujours pas de dispositifs de vérification efficace de l'âge des utilisateurs »*, souligne Grégoire Borst, professeur de psychologie du développement et de neurosciences cognitives de l'éducation et membre de la commission.

Au-delà des initiatives françaises, *« la lutte pour la sécurité des enfants passera par la législation européenne »*, ajoute-t-il. En février, l'Union européenne a annoncé l'ouverture d'une procédure formelle pour déterminer si le réseau social chinois TikTok avait enfreint le règlement européen sur les services numériques (DSA), notamment au sujet de la protection des mineurs. ■

**Contact familles : contact@algosvictima.com*

# Outre-Manche, les parents se mobilisent pour « une enfance sans smartphone »

**Amandine Alexandre**

Début février, quand Daisy Greenwell partage ses inquiétudes sur Instagram concernant l'usage des smartphones par les enfants et les adolescents et incite les parents à *« inverser la norme sociale »*, cette mère de trois enfants ne se doute pas de l'écho que va rencontrer son message.

En dix minutes, 50 groupes WhatsApp sont créés par des parents très inquiets de l'impact des réseaux sociaux sur les plus jeunes et déterminés à ne pas donner de smartphones à leur progéniture avant l'âge de 14 ans. Rapidement, des milliers de familles rejoignent le mouvement *« pour une enfance sans smartphone »*.

Depuis, le sujet s'est imposé dans le débat public. La commission parlementaire chargée des questions d'éducation a publié, le 24 mai, un rapport appelant le prochain gouvernement à mettre en garde les parents contre l'utilisation des smartphones par les jeunes enfants (20 % des 3-4 ans en possèdent un) et à envisager leur interdiction pour les moins de 14 ans.

La même semaine, la quasi-totalité des directeurs et directrices des écoles primaires de la ville de St Albans, au nord de Londres, a signé une lettre appelant les parents à ne pas donner de smartphones à leurs enfants avant 14 ans minimum. *« Les smartphones peuvent être des outils technologiques très utiles pour les adultes, mais ils exposent les enfants à de nombreux dangers »*, ont-ils déclaré.

Pour Rachel Carrell, entrepreneuse et mère de famille, c'est un énorme soulagement de voir le débat avancer *« à la vitesse de l'éclair »*. Avant le démarrage de la campagne, cette Londonienne, à la tête d'une agence de recrutement de baby sitters et d'aides maternelles, avait suivi avec intérêt une initiative similaire aux États-Unis, par curiosité et pour des raisons personnelles.

*« Ma fille de 9 ans me réclame un smartphone depuis trois ans déjà »*, explique Rachel. Pour permettre à son aînée de communiquer avec ses copines sans céder complètement à la pression, la chef d'entreprise lui a acheté une montre connectée. *« En tant que parents, nous sommes influencés par notre environnement social, et les enfants souhaitent communiquer directement entre eux »*, fait valoir cette mère favorable à un encadrement beaucoup plus strict des réseaux sociaux pour les moins de 14 ans.

> **« Dans l'école privée que fréquentent mes enfants, nous avons vu les smartphones faire leur apparition dès l'équivalent de la classe de CE1-CE2 »**
>
> **Oi Leng Lui** Une Londonienne

Dans un pays où la quasi-totalité des élèves de cinquième possèdent un smartphone, en dépit de l'adhésion rencontrée par la campagne pour une enfance sans smartphone, défier la norme reste difficile.

*« Dans l'école privée que fréquentent mes enfants, nous avons vu les smartphones faire leur apparition dès l'équivalent de la classe de CE1-CE2 »*, rapporte Oi Leng Lui, une Londonienne originaire de Singapour. Cette mère d'enfants de 12, 11 et 7 ans, très hostile aux écrans en tous genres, a équipé son aîné d'un téléphone portable ancienne génération quand il a fait son entrée au collège. *« Il est perçu comme "pas cool" par ses copains, mais ça ne me fera pas changer d'avis »*, insiste Oi Leng.

Dans son entourage direct, cette directrice d'un espace de coworking peine à détecter des signaux francs d'un changement d'attitude des parents concernant l'utilisation des smartphones par les enfants et les adolescents. En revanche, Oi Leng Lui est confortée dans ses convictions par la publication récente du livre de l'Américain Jonathan Haidt, *The Anxious Generation* (« la génération anxieuse »). *« J'ai imprimé le chapitre sur les smartphones et je l'ai fait lire à mes enfants »*, explique-t-elle, heureuse d'avoir trouvé un allié supplémentaire dans son combat.

L'ouvrage de Jonathan Haidt, qui tient les smartphones pour responsables des problèmes endémiques de santé mentale des adolescents, est un best-seller outre-Manche. Cependant, les conclusions tirées par le chercheur américain sur les smartphones et ses recommandations sont controversées.

Sonia Livingstone fait partie des universitaires qui ne sont pas favorables à l'interdiction des réseaux sociaux avant 16 ans, préconisée par Haidt. Citée dans le *Times*, cette professeur de psychologie sociale à la LSE recommande plutôt d'imposer des règles plus strictes aux plateformes de réseaux sociaux.

Cette préconisation est plus consensuelle, car, sur le plan législatif, le Royaume-Uni est en retard sur l'UE et son Digital Services Act (DSA), qui oblige les plateformes à réguler leurs contenus. L'Online Safety Bill, voté fin 2023 par le Parlement britannique, n'est en effet pas censé être appliqué dans son intégralité avant l'année prochaine.

Les fondateurs de la campagne pour une enfance sans smartphone comptent sur la campagne électorale en cours pour obtenir des promesses des partis politiques afin d'encadrer davantage et plus rapidement les réseaux sociaux *« qui ont démontré maintes fois qu'ils font passer leurs profits avant la sécurité des enfants »*. ■


La chute des ventes chez les buralistes est en grande partie liée à un net recul de la consommation de cigarettes provoqué par la hausse des prix. CHARLY TRIBALLEAU/AFP

# Quand l'industrie du tabac surestime l'ampleur du marché parallèle

**Angélique Négroni**

La hausse du prix des cigarettes permet bien de faire baisser la consommation, et n'encourage pas la contrebande autant que le disent les industriels.

Les résultats de cette étude, révélée par *Le Figaro*, vont sans doute encourager les pouvoirs publics à augmenter encore le prix des paquets de cigarettes. En analysant les effets de la hausse des prix du tabac sur les habitudes d'achat des fumeurs, l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) – qui a pour la première fois compilé diverses études scientifiques – rend un rapport en rupture avec toute la littérature publiée jusqu'alors. Réalisé en partenariat avec Santé publique France, il tord le cou aux études d'ordinaire produites par les acteurs de l'industrie du tabac. Ces derniers font le lien entre des hausses tarifaires et le marché noir qui, selon eux, explose au détriment de buralistes devenus trop chers et désertés.

Or, s'il y a un bien une chute vertigineuse des ventes chez les buralistes – près de 30 % entre 2014 et 2022 –, les raisons sont plutôt encourageantes, selon l'Observatoire. Cette baisse est liée en grande partie à un net recul de la consommation de cigarettes, provoquée par la hausse des prix. En 2022, 31730 tonnes de cigarettes ont été vendues, contre 45000 en 2014. Et ceux qui fument continuent à pousser la porte de leur buraliste. *« Entre 2014 et 2021, les fumeurs de l'Hexagone n'avaient globalement pas modifié leurs modes d'approvisionnement en tabac. En moyenne, 4 des 5 derniers achats effectués étaient ainsi réalisés dans le réseau des buralistes sur l'ensemble de la période »*, soulignent les auteurs de l'étude.

## Un phénomène marginal

Les chiffres mis en avant par l'observatoire, à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, font le grand écart avec ceux publiés par les cigarettiers au sujet du marché noir. *« Le dernier rapport KPMG pour Philip Morris Products SA (KPMG, 2023) concluait que, en 2022, le marché parallèle des produits du tabac était de plus de 40 % en France, dont 33 % pour la contrebande et 15 % pour la contrefaçon »*, rappelle l'observatoire avant de livrer ses propres données. Lesquelles s'avèrent bien différentes. *« Le marché parallèle* (incluant notamment l'achat de cigarettes à l'étranger, NDLR) *est estimé par les organismes publics entre 10 et 20 %, soit deux à quatre fois moins que les estimations produites par les études financées par l'industrie du tabac »*, peut-on lire. Quant au marché de la contrebande, il n'atteindrait en réalité que 1 % du total. La vente à la sauvette resterait donc un phénomène marginal.

L'OFDT s'attarde toutefois sur l'inquiétante problématique du marché noir. Les saisies en France de marchandise illicite ont augmenté, passant de 351 tonnes en 2017 à 649 tonnes en 2022. *« Mais il s'agit d'un indicateur de l'activité des forces de l'ordre et de l'évolution des priorités d'action publique »*, souligne l'observatoire. Des usines clandestines de cigarettes font par ailleurs leur apparition sur notre territoire, *« mais les volumes de paquets qu'elles mettent en circulation restent à ce jour peu importants. Il faut néanmoins surveiller de près ce phénomène »*, signale Guillaume Airagnes, directeur de l'OFDT.

Selon l'observatoire, *« ces études* (celles des industriels, NDLR) *conduisent à surestimer l'ampleur du marché parallèle »*, un marché qui comporte aussi un volet légal, comme l'approvisionnement dans les pays limitrophes. Là aussi, la hausse des prix chez les buralistes n'a pas entraîné un exode massif des acheteurs de cigarettes. *« Les chiffres restent stables »*, souligne Guillaume Airagnes.

En 2022, *« en réunissant l'ensemble des 22 départements français frontaliers, la part des fumeurs ayant acheté leur dernier paquet à l'étranger s'élevait à 42,1 % dans ces départements frontaliers, contre seulement 6,6 % dans l'ensemble des autres départements. Ces proportions étaient sensiblement les mêmes en 2014, avec, respectivement, 43,6 % et 7,9 % d'achats transfrontaliers »*, souligne le rapport.

## Conclusions tronquées

Outre la remise en cause des chiffres fournis par les fabricants, l'OFDT critique leurs méthodes d'analyse qui *« souffrent souvent d'un manque de transparence »*. Notamment sur la sélection de l'*« échantillon de paquets, représentatif des habitudes de consommation de cigarettes dans une zone donnée »*. Selon Guillaume Airagnes, cette approche peut aboutir à des conclusions tronquées. *« Le résultat sera faussé si on ramasse des paquets dans une rue où se pratique la vente à la sauvette »*, donne-t-il comme exemple.

L'OFDT s'est donc livré à un travail de compilation d'études scientifiques et à leur analyse. Il ne fait pas de doute, selon l'observatoire, que la baisse de la consommation de cigarettes est en majorité provoquée par la hausse des prix des paquets. En 2014, 34,3 % des 18-75 ans étaient fumeurs en France, contre 31,8 % en 2022. Chez les jeunes de 17 ans, le décrochage est plus net encore. En 2022, ils étaient 46,5 % à avoir expérimenté la cigarette au moins une fois au cours de leur vie, contre 68,4 % en 2014. Et 15,6 % fumaient quotidiennement, contre 32,4 % en 2014.

*« Les baisses de consommation ont été notables à compter de 2017, quand le prix du paquet a particulièrement augmenté, passant à 7,05 euros pour la marque la plus vendue, puis à 9,95 euros en 2020, pour se stabiliser à 10,50 euros en 2021. Cette hausse de prix des cigarettes figure parmi les mesures de santé publique les plus efficaces »*, affirme Guillaume Airagnes. En 2022, le prix est resté inchangé et la consommation de tabac en France ne baisse plus chez les adultes depuis 2019. Mais elle continue à baisser chez les adolescents. ■

# L'Unesco à la rescousse de la toponymie bretonne

**Stéphane Kovacs**

Saisie par l'association Koun Breizh sur l'urgence de l'inscription des noms de lieux bretons sur la liste du patrimoine immatériel, l'organisation a ouvert une procédure et interpellé le gouvernement.

Lansalut, Porz ar Prat, Kervec, ou encore Leoc'hen… Ces jolis noms de lieux-dits en langue bretonne, chargés d'histoire et de poésie, vont-ils peu à peu disparaître ? Plaidant l'urgence de l'inscription de la toponymie bretonne sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, l'association Koun Breizh, (mémoire de Bretagne), vient de remporter une première victoire : l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a ouvert une procédure et interpellé le gouvernement.

Si la *« débretonnisation »* de la toponymie s'est accélérée depuis 2010 dans le contexte de la fusion des communes, relève Koun Breizh, la loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification), qui impose aux municipalités de moins de 2000 habitants de donner un nom à toutes leurs rues et des numéros aux maisons, *« apparaît comme une nouvelle menace »*.

L'objectif du texte est de mieux localiser les habitations pour aider facteurs et livreurs à s'y retrouver, et surtout de faciliter la tâche des secours en cas d'intervention urgente. Mais selon le magistrat Yvon Ollivier, qui préside l'association, *« l'application de cette loi conduit de manière silencieuse et insidieuse à la débretonnisation de nos campagnes »*. *« Les communes choisissent souvent un nom français pour les voies qui ne comportaient pas de nom, conduisant à la disparition progressive du nom breton de nos lieux-dits*, détaille-t-il. *À la demande de La Poste, elles mélangent français et breton en ajoutant "rue" ou "chemin" à une dénomination en langue bretonne, ce qui est absurde. Pour des raisons techniques, il arrive que les lieux-dits disparaissent au moment de la saisie dans la base adresse locale. »*

*« On ne supporte pas que des gens qui n'ont aucune connaissance de notre histoire arrivent avec leurs gros sabots pour nous flanquer une allée des Alouettes ou une avenue des Lilas ! »*, tonne Yvon Ollivier. Des choix arbitraires qui *« suppriment tout lien entre le nom et la parcelle ainsi nommée, alors que le nom breton indique toujours une caractéristique liée à l'histoire du lieu, à la nature du sol ou à sa situation »*… *« C'est tout un pays qui change de dénomination, et donc de culture et d'identité, sous nos yeux !*, s'émeut-il. *Pour de mauvaises raisons, s'apparentant au contrôle social et à la volonté d'uniformiser qui caractérise ce pays et sa technocratie, c'est notre patrimoine linguistique qui disparaît, au mépris des droits et de la diversité culturelle pourtant reconnus par la France par la ratification des conventions de l'Unesco. »*

> **« C'est notre patrimoine linguistique qui disparaît, au mépris des droits et de la diversité culturelle pourtant reconnus par la France par la ratification des conventions de l'Unesco »**
> **Yvon Ollivier** Magistrat et président de l'association Koun Breizh

*« À notre ferme, il a été décidé d'attribuer l'adresse de "28 rue des Trois-Champs*"*, raconte un habitant de la partie ancienne du village de Kernevinic, dans le Finistère. *La mairie nous précisant qu'on pourrait mettre soit le nom de la rue, soit Kernevinic Coz. Ce qu'il se passa ensuite ? Les services de La Poste et toutes les saisies automatiques sur le net n'ont conservé que le nom de la rue : Kernevinic n'existe plus ! »*

À Plounéour-Brignogan-Plages, les habitants se sont élevés contre les noms de rues *« hors-sol »* choisis par la municipalité. À l'inverse, la petite commune de Plouégat-Guérand a réussi, in extremis, à sauver ses 140 lieux-dits et leurs appellations. *« Grâce à un guide publié par la métropole de Brest, on a obtenu gain de cause face à La Poste, et on a gardé notre "Blei Maro", qui signifie "le loup mort"*, se félicite le maire, Renaud de Clermont-Tonnerre. *Tous ces noms sont attachés à une mémoire locale et il serait bien que l'Unesco les protège. »*

À La Poste, on récuse toute *« volonté de porter atteinte aux langues régionales »* : *« On peut donner plein de conseils, mais la décision revient aux maires ! »*, insiste une porte-parole. Si La Poste a déjà accompagné près de 4500 communes dans la dénomination et la numérotation des voies, *« la France compte encore près de 200000 voies non numérotées et 1,6 million de foyers ne disposent pas d'adresse précise »*.

De son côté, la région Bretagne fait valoir que *« des solutions existent, permettant de garantir tant un fonctionnement optimalisé des services publics que le respect de la toponymie bretonne »*. *« Par conséquent*, précise-t-elle dans un vœu adopté à l'unanimité en avril 2023, *le conseil régional de Bretagne appelle l'État et ses opérateurs à un strict respect, tant en Basse qu'en Haute Bretagne, de la toponymie régionale, afin de préserver et valoriser ce patrimoine immatériel irremplaçable. » « En tant qu'élus bretons, nous nous opposons à un processus qui, sous prétexte d'harmonisation, ne fait en réalité qu'appauvrir et banaliser*, conclut le texte. *La toponymie est la mémoire d'un peuple. »*

Avec un peu plus de 200000 locuteurs actifs, soit 5,5 % de la population bretonne, cette langue celtique est considérée comme *« gravement menacée »* par l'Unesco. Elle pâtit d'une pyramide des âges extrêmement défavorable : 79 % des bretonnants ont plus de 60 ans, selon une étude de 2018 commandée par la région Bretagne.

*« Le temps que l'on puisse dresser un bilan fiable et précis des atteintes infligées »* à cette toponymie bretonne *« millénaire »*, Koun Breizh *« sollicite un moratoire sur l'application de la loi 3DS »*. Une conférence-débat organisée par une douzaine d'associations aura lieu ce samedi 1er juin à Vannes. ■

* *Adresse modifiée.*

# Roland-Garros et son jour le plus long

**Jean-Julien Ezvan**

Novak Djokovic s'est qualifié à 3 h 06 dans la nuit de samedi à dimanche lors du match le plus tardif de l'histoire du tournoi.

Roland-Garros, le tournoi qui ne dort jamais. Dans la nuit de samedi à dimanche, Novak Djokovic a, à bout de souffle, dominé l'Italien Lorenzo Musetti 7-5, 6-7 (6/8), 2-6, 6-3, 6-0. Un match XXL bouclé à 3 h 06 du matin. La ville dormait quand les spectateurs portés par l'adrénaline et l'émotion d'un match hors du temps se sont retrouvés entre la soupe à l'oignon et l'envie de croissants trempés dans un premier café. Novak Djokovic, qui en a pourtant beaucoup vu sur un circuit qu'il hante depuis 2003, n'avait jamais poussé l'effort aussi loin. Et Roland-Garros non plus. Le match le plus tardif à Roland-Garros entre Nadal et Sinner (quart de finale en 2020) s'était achevé à 1 h 26.

### S'agit-il du match le plus tardif de l'histoire du tennis ?

Non. En 2008, le 3e tour de l'Open d'Australie entre l'Australien Lleyton Hewitt et le Chypriote Marcos Baghdatis s'était éternisé jusqu'à 4 h 33 du matin. Les spectateurs les yeux mi-clos et les joueurs éreintés avaient quitté Melbourne Park avec la sensation d'avoir assisté à un match (lancé à 23 h 47) entré dans les annales. Un 3e tour qui avait pesé sur le corps et dans la tête de l'Australien qui s'était ensuite incliné en 3 sets contre Novak Djokovic.

### Quelle est la règle ?

En tennis, les joueurs ont l'habitude d'attendre, de composer avec les caprices de la météo, les obligations de la programmation et les engagements des organisateurs. Au nom de l'équité et pour éviter de verser dans l'excès, les circuits ATP et WTA ont en janvier décidé qu'aucun match ne débuterait après 23 heures. Un an après une victoire d'Andy Murray contre Thanasi Kokkinakis au 1er tour de l'Open d'Australie en 5 sets et un match bouclé à 4 h 06. *« Une farce »*, avait tonné l'Écossais. Le match opposant Djokovic à Musetti a débuté à 22h37… Sous la toise. Parfaitement dans les règles de l'ATP (même si les tournois du Grand Chelem n'ont aucune obligation de les respecter). S'inscrit-il dans l'esprit ? Respecte-t-il l'équité ? Le tournoi, copieusement arrosé depuis l'ouverture, jongle avec les contraintes et des conditions différentes entre ceux qui évoluent sous un toit et ceux qui luttent sous la bruine en se débattant avec des températures automnales. Pas très confortable. Même avec deux toits cette année.

### L'organisation a-t-elle joué avec le feu ?

Oui. Faire glisser un match prévu sur le court n° 14 (Dimitrov-Bergs) et menacé par la pluie avant le début programmé de la nocturne (à 20 h 15) était hasardeux. Cela privait les supporteurs belges de la possibilité de supporter leur « Zizou », cela venait alourdir un programme qui ne demandait qu'à respirer et cela mettait en péril le match Djokovic-Musetti. La suite s'est étirée. Les spectateurs ont vibré, traversé une nuit qu'ils conserveront longtemps en mémoire et qu'ils raconteront avec plaisir.

Mais les organisateurs doivent voyager avec les questions. Comme l'Open d'Australie quand les joueurs endurent des températures caniculaires. À quel moment cela devient-il dangereux pour les organismes ?

Roland-Garros est considéré comme le tournoi du Grand Chelem le plus éprouvant et n'a pas besoin d'en rajouter. Les joueuses et joueurs jouent beaucoup, adorent la fièvre (sans les excès) des grands soirs mais aiment pointer les cadences infernales et l'usure mentale qu'un sport exigeant leur fait endurer. La mesure doit être la norme sous peine de voir le spectre du dopage assombrir les performances.

### Quelles conséquences pour Novak Djokovic ?

À 37 ans, l'ascète serbe est un modèle, une mécanique de haute précision habituée à donner le meilleur lors des grands rendez-vous. Même privé de repères en raison d'un manque de résultats (aucun tournoi remporté avant Roland-Garros, une première depuis 2018). Novak Djokovic a été fidèle à sa légende.

Indestructible. Marathon man galvanisé au fil du match. Conscient de vivre, d'animer et de marquer de son empreinte un moment inoubliable. S'il a glissé : *Je pense que certaines choses auraient pu être gérées différemment. Il y a une certaine beauté à gagner le match à trois heures du matin, si c'était le dernier du tournoi, mais ce n'est pas le cas… Je vais devoir récupérer le plus vite possible.* Il a eu plaisir à retenir : *Ça ne sentait pas bon au début du quatrième set. C'est le public qui m'a permis de revenir. J'avais besoin de cette énergie. Ils ont commencé à chanter mon nom. J'ai senti le plein d'énergie et je suis devenu un joueur différent à partir de ce moment. Je n'ai plus perdu qu'un jeu. J'ai surfé sur cette vague et je ne l'ai plus laissé revenir. Je suis heureux de faire partie de l'histoire avec Lorenzo…* La suite s'écrira, ce lundi, sur le court Philippe-Chatrier contre l'Argentin Francisco Cerundolo. Dans l'après-midi… ■

## Swiatek et Alcaraz pied au plancher

**Iga Swiatek s'est, en quarante minutes, débarrassée de la Russe Anastasia Potapova 6-0, 6-0 (en 1988, Steffi Graf avait traversé la finale la plus rapide de l'histoire 6-0, 6-0 contre Natasha Zvereva, en… trente-quatre minutes). En quarts de finale, la Polonaise sera opposée à la Tchèque Marketa Vondrousova. Carlos Alcaraz n'a pas perdu de temps non plus, en dominant le Canadien Félix Auger-Aliassime 6-3, 6-3, 6-1. Stefanos Tsitsipas, accroché par l'Italien Matteo Arnaldi, 3-6, 7-6 (7/4), 6-2, 6-2, est le prochain adversaire sur sa route. Autres résultats, simple dames : Jabeur (Tun) bat Tauson (Dan) 6-4, 6-4 ; Gauff (E-U, 3) bat Cocciaretto (Ita) 6-1, 6-2 ; Vondrousová (CZE, 5) bat Danilovic (Ser) 6-4, 6-2. Le programme, à partir de 11 heures Court Ph. Chatrier : Svitolina (Ukr, 15)-Rybakina (Kaz, 4) ; Navarro (E-U, 22)-Sabalenka (Rus, 2) ; Djokovic (Ser, 1)-Cerundolo (Arg, 23). Pas avant 20 h 15 : Zverev (All, 4)-Rune (Dan, 13). Court S. Lenglen : Avanesyan (Rus)-Paolini (Ita, 12) ; De Minaur (Aus, 11)-Medvedev (Rus, 5) ; Gracheva (Fra)-Andreeva (Rus) ; Fritz (E-U, 12)-Ruud (Nor, 7). J.-J. E.**

# Varvara Gracheva est devenue prophète dans son pays d'adoption

**Romain Schneider**

Bras croisés collés contre son torse, elle a chanté à pleins poumons une *Marseillaise* spontanée, en communion avec le public du court Suzanne-Lenglen, à l'issue de sa qualification pour les huitièmes de finale, samedi. *« C'est immense, pour moi cela voulait dire que tout le monde m'accepte, que c'est chez moi. Et je suis motivée pour faire encore plus. Quand j'aurai 70 ans, je me souviendrai de ce moment. »* Naturalisée le 25 mai 2023, Varvara Gracheva est la première Française à atteindre ce stade de la compétition depuis Fiona Ferro et Caroline Garcia en 2020. Tombeuse de la tête de série no 6 Maria Sakkari au premier tour (3-6, 6-4, 6-3), elle a ensuite profité d'un tableau favorable pour rallier son premier huitième de finale dans un Grand Chelem. Cette contreuse, adepte des frappes à plat des deux côtés, réussit son baptême du feu dans le temple de la terre battue, pour ses premiers Internationaux de France sous la bannière tricolore.

Devant les médias, et visiblement intimidée par l'assistance, la syntaxe était loin d'être parfaite après son succès contre Irina-Camelia Begu au 3e tour. Quelques mots d'anglais s'invitant même par moments dans la conversation. Le stress sans doute. Quand *Le Figaro* l'avait rencontrée en novembre dernier, lors de la phase finale de la Billie Jean King Cup, à l'occasion de sa première sélection, la droitière longiligne (1,78 m) s'était montrée assez à l'aise dans la langue de Molière. Elle qui avait réussi son examen de français en novembre 2022. *« C'est seulement à ce moment-là que j'ai vraiment appris la langue*, confiait-elle. *Tout le monde a accepté que je suis une Française. Je ne parle pas énormément dans le groupe, mais oui, je comprends 85 %, 90 % des phrases. Je parle encore russe avec ma famille, mais le français me vient désormais naturellement avant l'anglais, car je vis ici depuis longtemps. »* Elle a appris à mieux connaître le capitaine Julien Benneteau et la leader des Bleues, Caroline Garcia. Et, dans quelques semaines, elle portera fièrement les couleurs françaises aux JO de Paris.

Poussée par sa mère, professeur de tennis, qui souhaitait la voir bénéficier de meilleures conditions d'entraînement pour devenir une joueuse professionnelle, elle a quitté sa Russie natale à l'âge de 14 ans pour la Floride, en passant par le Portugal et l'Allemagne, et en 2016, l'Élite Tennis Center de Cannes de Jean-René Lisnard, ancien 84e joueur mondial et fondateur de ce centre privé. Si l'acclimatation n'a pas été simple, la néo-Tricolore se sent désormais comme un poisson dans l'eau dans le sud de la France. Lisnard

> **« Quand on a entamé les démarches pour ma naturalisation, je pensais que ça prendrait sept à dix ans, mais ça a été rapide. Je n'ai pourtant pas eu de dérogation spéciale, mais la FFT m'a beaucoup aidée »**
>
> **Varvara Gracheva**

qui nous assure n'avoir *« jamais démarché un joueur ou une joueuse de sa vie »*, a vu grandir la native de Joukovski, une banlieue à 35 kilomètres de Moscou : *« Elle est arrivée avec un niveau plus ou moins bon. C'était difficile de prédire où elle arriverait. Daniil Medvedev* (formé aussi à l'Elite Center) *on me demandait si je le voyais top 100, et il a fini numéro 1 mondial. On a huit ans de vie commune avec Varvara. Elle est arrivée à 16 ans. Elle en aura 24 cet été. Ce n'est plus la même. »*

C'est Jean-René Lisnard, « son deuxième papa », qui a eu l'idée de lui obtenir la double nationalité. La démarche a été entamée avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. *« En 2019, il m'a demandé si je voulais faire les procédures afin de jouer pour la France,* confirmait Gracheva. *Ça ne m'avait pas traversé l'esprit. Puis j'ai dit oui, mais je n'espérais pas grand-chose, car je sais que, la France étant très bureaucratique, les procédures peuvent durer longtemps. On a entamé les démarches. Je pensais que ça prendrait sept à dix ans, mais ça a été rapide. Je n'ai pourtant pas eu de dérogation spéciale, mais la FFT m'a beaucoup aidée. »*

En bonne épicurienne, elle a notamment été initiée aux vins de Bordeaux et aux fromages « made in France ». Au point même de déclarer, cette semaine, en riant aux éclats : *« Le vin, le fromage, le champagne, c'est la vie. »* Derrière le sourire qui illumine quelque peu la grisaille ambiante, se cache un fort caractère. Ses entraîneurs parlent même d'un tempérament volcanique. Beaucoup de techniciens de l'Élite Center se sont succédé à son service. En mars dernier Sliman Taghzouit a remplacé Xavier Pujo. *« Pour arriver au plus haut niveau il faut du caractère de toute façon,* tempère Lisnard. *Je n'ai jamais rencontré de joueurs de haut niveau tout gentils. Ils ne font pas carrière généralement. Varvara est très exigeante avec elle-même, avec les autres aussi. Il y a toujours un peu d'insatisfaction, mais c'est ce qui l'a fait avancer depuis qu'elle est jeune. »*

Et avant les sourires, c'était même la soupe à la grimace. 39e mondiale en début d'année, elle avait ensuite chuté jusqu'au 88e rang, encaissant notamment six défaites consécutives au premier tour entre février et mars. *« C'était surprenant, je ne m'y attendais pas. Je n'arrivais pas à rester stable. Je me sentais frustrée, désespérée. J'étais tellement fermée. Désormais, je prends les choses de manière plus cool. Le plaisir, c'est ce qui compte. »* Et la magie Roland-Garros a opéré. Mais pour Lisnard : *« Il n'y a pas eu de déclic. Il y a eu des matchs qu'elle ne jouait pas, où elle ne se battait pas. Elle rejoue bien depuis quelques semaines, notamment à Rome et à Paris* (demi-finale au trophée Clarins). *Elle s'accroche. Et ça sourit maintenant à domicile dans un Grand Chelem, c'est idéal. Battre l'une des favorites du tournoi lui a ouvert le tableau. Ça l'a mise en confiance. Il n'y a pas de recette miracle. »*

Place ce lundi à la prodige Mirra Andreeva, 38e mondiale, 17 ans et déjà huitième-de-finaliste à Wimbledon et l'Open d'Australie. Une pépite formée… à l'Elite Center, avant d'aller voir ailleurs. *« Elles se sont entraînées plein de fois ensemble. Elles se connaissent bien et s'apprécient, mais je n'ai pas le souvenir qu'elles aient fait un set d'entraînement ensemble. Elles avaient des plannings différents,* enchaîne Jean-René Lisnard. *Sur le papier, Mirra est au-dessus. Elle est déjà une potentielle top 5. »* À ses heures perdues, Varvara Gracheva adore peindre des aquarelles. Une nouvelle perf à domicile offrirait des perspectives et des couleurs au tennis féminin français, qui fait grise mine ces derniers mois, à l'image de sa leader Caroline Garcia, éliminée dès le 2e tour. ■

**Varvara Gracheva célèbre son succès sur Irina-Camelia Begu, samedi, au 3e tour du tournoi de Roland-Garros.**
LISI NIESNER/REUTERS

## EN BREF

### Saint-Étienne remonte en Ligue 1, Metz descend

Vainqueurs chez eux à l'aller 2-1, les Verts ont assuré leur retour en Ligue 1 en allant décrocher un match nul 2-2 après prolongations à Metz qui retombe en Ligue 2.

### Carloo Ancelotti a félicité son vestiaire sans ego

Carlo Ancelotti a salué son vestiaire, *« sans gros ego, vraiment humble »*, après la finale de Ligue des champions remportée 2-0 face au Borussia Dortmund, samedi à Londres. Après ce 15e sacre en C1, le Real Madrid devrait rapidement officialiser le transfert de Kylian Mbappé et vise déjà une 16e étoile européenne.

### 25E JOURNÉE TOP 14

| | | |
|---|---|---|
| RACING (5) | 24-15 | PAU (9) |
| PERPIGNAN (7) | 37-20 | BORDEAUX (4) |
| OYONNAX (14) | 27-20 | BAYONNE (11) |
| CASTRES (8) | 27-18 | ST. FRANÇAIS (2) |
| MONTPELLIER (13) | 41-26 | LYON (12) |
| TOULON (3) | 52-10 | CLERMONT (10) |
| TOULOUSE (1) | dim. | LA ROCHELLE (6) |

# Nouveaux médicaments anti-obésité, une « révolution » scrutée attentivement

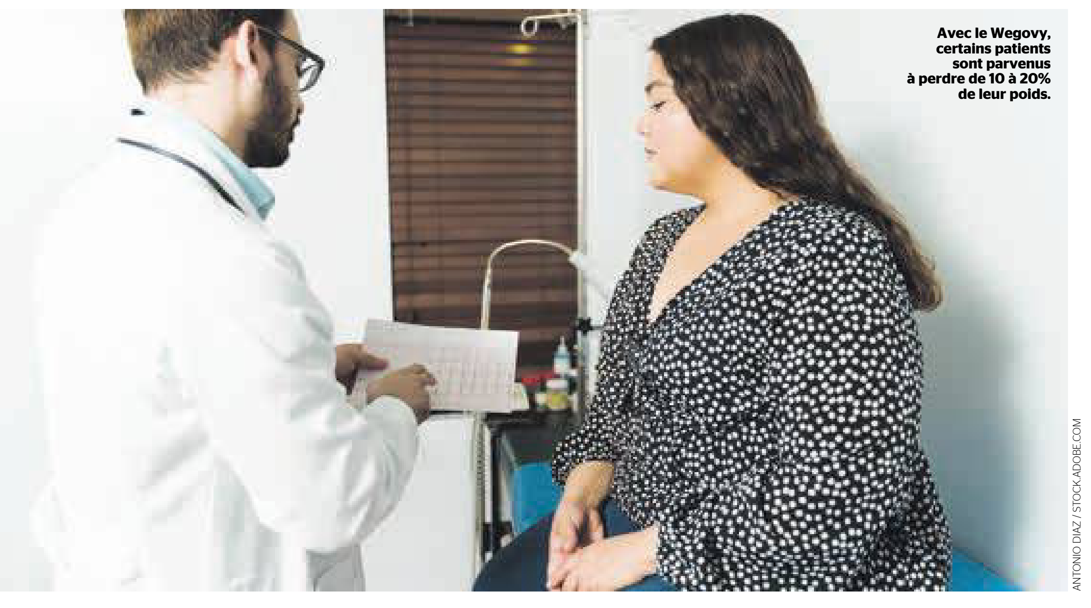
**Anne Prigent**

Prescrites depuis des années contre le diabète, ces molécules se sont révélées très efficaces pour perdre du poids.

C'est l'un des maux du siècle. L'obésité concerne plus de 1 milliard de personnes dans le monde. Depuis quelques mois, l'arrivée de nouveaux médicaments pour lutter contre cette épidémie suscite de nombreuses attentes. Certains n'hésitent pas à parler de révolution. Des célébrités comme la présentatrice Oprah Winfrey, le chanteur Robbie Williams ou encore Elon Musk en louent les effets. Aux États-Unis, c'est devenu un véritable phénomène de société, à tel point que les industries agroalimentaires lancent des gammes de produits destinés aux utilisateurs de ces médicaments. Un comble ! Mais que faut-il en attendre ? Sommes-nous face à une réelle innovation ?

Les molécules dont on parle ne viennent pas d'être découvertes. En effet, elles sont déjà prescrites dans le traitement du diabète depuis une quinzaine d'années. Il s'agit des analogues du GLP-1 ou incrétinomimétiques, car ils ont les mêmes effets que les incrétines. Ces hormones, produites naturellement par l'intestin, stimulent la sécrétion d'insuline en réponse à l'augmentation du taux de sucres dans le sang. *« Dans le diabète, ces médicaments ont démontré une action sur la baisse de la glycémie, mais aussi sur la prévention du risque cardio-vasculaire »*, explique le professeur Jean-Luc Faillie, pharmacologue au CHU de Montpellier, responsable du suivi de pharmacovigilance au niveau national de ces médicaments. Cela explique d'ailleurs leur succès, notamment celui des derniers-nés, comme l'Ozempic (sémaglutide), qui nécessitent une seule injection par semaine.

Autre effet des incrétines : elles ralentissent la vidange de l'estomac et réduisent la sensation de faim. Les diabétologues ont pu le constater chez certains de leurs patients diabétiques qu'ils ont vu perdre du poids au fil des mois. Une aubaine pour les laboratoires pharmaceutiques qui se sont engouffrés sur ce marché en attente de solutions efficaces. Avec les mêmes molécules, prescrites dans le diabète, ils ont mené des études spécifiques dans l'obésité. Ils les commercialisent désormais sous des noms et dosages différents selon leur indication. C'est ainsi que le liraglutide et le sémaglutide s'appellent respectivement Victoza et Ozempic dans le diabète, et Saxenda et Wegovy dans l'obésité… Pour le moment, seul le liraglutide est disponible en France. *« Mais il est relativement peu utilisé car son effet sur la perte de poids reste autour de 5 %, en outre il n'est pas remboursé »*, souligne la professeur Martine Laville, coordinatrice du réseau de recherche clinique Force.



Avec le Wegovy, certains patients sont parvenus à perdre de 10 à 20% de leur poids.

ANTONIO DIAZ / STOCK.ADOBE.COM

**« La régulation de l'appétit n'est qu'un des aspects sur lequel il faut agir. Il ne faudrait pas que ces médicaments éloignent les patients d'une prise en charge globale telle qu'elle doit être faite pour une maladie chronique complexe »**

**Pr Boris Hansel** Responsable de l'équipe nutrition de l'hôpital Bichat Claude-Bernard (AP-HP)

À l'heure actuelle, tous les espoirs se tournent plutôt vers le Wegovy (sémaglutide) dont les essais cliniques montrent des pertes de poids plus importantes – entre 10 % et 20 %. Le médicament a obtenu son autorisation européenne de mise sur le marché mais il n'est toujours pas commercialisé en France. Depuis plusieurs mois, il a cependant été prescrit en accès précoce à quelque 10 000 patients en situation d'obésité massive, à partir d'un IMC supérieur ou égal à 40, s'accompagnant d'une pathologie liée au surpoids (hypertension artérielle, maladie cardio-vasculaire, syndrome d'apnée du sommeil…). Chez certains patients, les résultats sont bluffants. *« J'ai perdu 30 kg en un an et demi, pour me stabiliser à 95 kg. Avec mon 1 mètre 66, je suis encore considérée comme obèse, mais ma vie a changé »*, confiait Marie-Hélène Crépillon dans les colonnes du *Figaro* en mars dernier. L'histoire des médicaments de l'obésité, commercialisés en France ces 30 dernières années, montre cependant qu'ils ont été systématiquement associés à des effets indésirables graves. Risque-t-on une nouvelle fois de mauvaises surprises ?

Jusqu'à présent, les incrétinomimétiques, utilisés depuis plusieurs années, n'ont pas déclenché d'alerte sanitaire. Mais attention, comme pour tout médicament, le risque zéro n'existe pas et il faut raisonner en balance bénéfice-risque. *« Celle-ci est favorable chez les patients en situation d'obésité sévère ; elle ne l'est plus si vous utilisez ces médicaments à des fins esthétiques, pour perdre quelques kilos avant l'été »*, met en garde le professeur Faillie. Le spécialiste classe les effets indésirables de ces médicaments en deux catégories : ceux qui sont rares mais graves, et ceux qui sont fréquents mais peu graves. Dans la première catégorie on trouve des pancréatites, des troubles biliaires entraînant des lithiases biliaires et des constipations sévères allant jusqu'à l'obstruction intestinale. *« Nous avons également des signaux sur une augmentation du risque de cancer de la thyroïde. L'agence européenne du médicament ne l'a pas retenu, mais cela reste sous surveillance »*, affirme Jean-Luc Faillie.

Du côté des effets indésirables peu graves mais fréquents, les troubles gastro-intestinaux dominent. Ils vont des nausées et vomissements à la constipation ou la diarrhée, en passant par le reflux gastro œsophagien. *« Ils entraîneraient un arrêt du traitement chez un patient sur dix, ce qui est considérable en pharmacovigilance »*, explique le professeur Faillie.

Résultat : de nombreux patients arrêtent leur traitement… et regrossissent. Ces molécules sont en effet à prendre comme beaucoup de traitements d'une maladie chronique, à vie. *« Cela va sans doute être l'une des limites de ces médicaments. De nombreux patients risquent de les prendre pendant quelques mois, puis les arrêter lorsqu'ils auront perdu du poids »*, estime le professeur Boris Hansel, responsable de l'équipe nutrition de l'hôpital Bichat Claude-Bernard (AP-HP). Or, comme le rappelle le spécialiste, la prise en charge de l'obésité nécessite une approche globale. *« La régulation de l'appétit n'est qu'un des aspects sur lequel il faut agir. Il ne faudrait pas que ces médicaments éloignent les patients d'une prise en charge globale telle qu'elle doit être faite pour une maladie chronique complexe »*, met en garde Boris Hansel.

C'est l'une des raisons pour laquelle les modalités de prescription du sémaglutide en France ne sont pas encore connues. Quels seront les patients concernés ? Quels médecins pourront prescrire ? Ces questions ne semblent pas encore totalement tranchées. *« Nous allons devoir redéfinir les stratégies thérapeutiques dans l'obésité. Les analyses que nous sommes en train de mener sur les patients qui ont eu un accès précoce au sémaglutide devraient nous y aider »*, conclut le professeur Martine Laville. ■

# Apprendre à cultiver ses micro-joies, un cercle vertueux

**Nathalie Szapiro-Manoukian**

Les spécialistes de la santé mentale y voient le moyen de corriger le « biais attentionnel » qui nous pousse à voir le négatif en priorité.

Un promeneur ferme un instant les yeux pour mieux sentir la chaleur du soleil sur sa peau. Une petite bouffée de bien-être l'envahit : c'est une micro-joie, c'est-à-dire une émotion agréable de courte durée. *« Il est possible d'en ressentir des dizaines au quotidien, mais encore faut-il en prendre conscience car le plus souvent, on n'y prête guère attention »*, explique la Dr Marie-Claude Gavard, psychiatre et auteur de *Mais qu'est-ce qui se passe dans ma tête ?* (Éditions Marabout). Il n'y a pas de recette miracle pour ne plus passer à côté, hormis prendre l'habitude de s'interroger sur son ressenti et ses émotions. *« Chacun possède un ou deux canaux préférentiels de perception : la vue prime pour certains alors que pour d'autres, c'est l'audition, le goût, l'odorat et/ou le toucher. »*

Si les micro-joies nous échappent le plus souvent, les raisons en sont diverses : éducatives, culturelles… *« De plus, notre cerveau possède un biais de négativité. Il fait passer en priorité les émotions négatives pour des questions de survie : il vaut mieux traiter en urgence une information dangereuse plutôt qu'une information agréable »*, rappelle le Dr Bernard Anselem, médecin chercheur en neuropsychologie sur la régulation des émotions et auteur de *Ces émotions qui nous dirigent* (Éditions Alpen).

Plus ce biais de négativité est fort, plus il y a de risques d'éprouver des émotions négatives comme la peur, la frustration, la déception, et plus ces émotions augmentent à leur tour le biais de négativité. De quoi retenir uniquement ce qui ne va pas au quotidien. La vie perd alors de son sens, avec une évolution possible vers une symptomatologie anxieuse ou dépressive. *« C'est la raison pour laquelle les recherches en psychologie positive préconisent de rééquilibrer ces biais attentionnels en s'entraînant à observer aussi les aspects satisfaisants du quotidien qui ont généré des micro-joies. Noter ces moments dans un carnet augmente la présence d'émotions positives, qui permettent à leur tour d'élargir notre regard sur la réalité »*, conseille Rebecca Shankland, psychologue clinicienne, professeur des universités à Lyon 2 et auteur de la bande dessinée *Les Aventuriers du bonheur perdu. Être heureux, ça s'apprend* (Éditions Les Arènes).

Les émotions dites négatives (désagréables) inéluctables sont, de cette façon, remises en perspectives et perdent en importance. En outre, *« focaliser l'attention sur ces micro-joies nous entraîne à revenir au présent – comme les exercices de pleine conscience – et met mécaniquement à distance les pensées anxieuses »*, confirme le Dr Anselem.

**« Les micro-joies favorisent la persévérance, la concentration, la coopération, l'entraide et diminuent les marqueurs de stress (tension artérielle, fréquence cardiaque), améliorent l'espérance de vie et la santé mentale »**

**Dr Bernard Anselem** Médecin chercheur en neuropsychologie

La prise de conscience de ce qui nous procure une émotion positive permet d'alimenter les réseaux de la récompense, lesquels agissent sur la motivation, notre plaisir et donc notre bien-être. *« Mais contrairement à ce qui circule sur internet, l'idée qu'il faudrait cinq émotions positives pour une émotion négative ne repose sur aucun fondement scientifique : une émotion ne se compare pas à une autre, c'est la notion d'intensité qui prime »*, insiste le Dr Anselem. Une énorme émotion positive a plus de poids que plusieurs petites émotions désagréables et inversement. De plus, compter ses émotions négatives oblige à se focaliser dessus : c'est contre-productif.

Les émotions positives nous aident à faire face aux difficultés que l'on rencontre *« parce qu'elles favorisent la créativité et l'innovation dans les réponses apportées aux différentes situations*, indique Rebecca Shankland. *Cette capacité à résoudre des problèmes de manière adaptée à chaque situation permet de réduire le mal-être et favorise ainsi une meilleure santé mentale, avec un effet en cascade »*. Percevoir davantage d'événements constructifs permet de générer plus de joie, or cette dernière *« pousse à partager davantage avec les autres plutôt que de se renfermer sur soi-même, ce qui augmente le bien-être de manière durable car la dimension de notre vie qui contribue le plus au bonheur est la qualité des relations »*, poursuit la psychologue. Ce n'est pas tout. *« Les micro-joies favorisent la persévérance, la concentration, la coopération, l'entraide et diminuent les marqueurs de stress (tension artérielle, fréquence cardiaque), améliorent l'espérance de vie et la santé mentale »*, note le Dr Anselem.

À ceux qui penseraient malgré tout qu'éprouver des micro-joies ne vaut pas le grand projet d'une vie, la Dr Gavard rétorque que les deux sont complémentaires : *« Les micro-joies participent à la bonne santé physique et mentale et aident à profiter de l'instant présent, à se remémorer aussi les bons souvenirs du passé, tandis que les grands projets de vie permettent de se projeter dans le futur. Ils nécessitent une certaine dose de motivation et une certaine résilience aux galères que les micro-joies aident justement à dépasser ! »* ■

# Vives critiques de la stratégie française sur le don de moelle osseuse

**Anne Prigent**

L'Agence de biomédecine se voit reprocher par les associations de patients de ne pas recruter suffisamment de nouveaux donneurs.

Si un jour vous avez besoin d'une greffe de moelle osseuse et qu'aucun membre de votre famille n'est compatible, il y a neuf chances sur dix pour que le don de moelle provienne de l'étranger et principalement d'Allemagne. La raison en est simple : moins de 400 000 personnes sont inscrites sur le registre français des donneurs alors que le registre allemand en compte plusieurs millions. Comme la probabilité de trouver un donneur compatible avec une personne ayant besoin d'une greffe n'est, en moyenne, que de 1 sur 1 million, il y a mathématiquement beaucoup moins de chance de trouver un donneur sur le registre français.

Est-il problématique de devoir faire appel aux registres étrangers ? Pas vraiment, répond l'Agence de biomédecine, l'organisme public qui pilote les greffes en France. *« Au total, il y a 73 registres dans le monde, et aucun ne peut se suffire à lui-même. À travers ces registres, on offre aux patients français 42 millions de donneurs. Et la France participe également à la solidarité internationale »*, martèle la Dr Catherine Faucher, médecin hématologue, chef de pôle stratégie, prélèvement et greffe de cellule souche hématopoïétique au sein de l'Agence de biomédecine.

Une position contestée par les associations de patients, qui s'appuient sur un rapport très critique de la Cour des comptes à l'égard de la politique de l'Agence de biomédecine, publié en janvier. Regroupées sous le nom France Moelle Espoir, ces associations accusent l'agence d'*« entraver l'accès aux soins de plus de 2 000 malades en attente de greffe et de mener une politique qui induit une discrimination entre les patients »*. Elles réclament la démission de la directrice générale de l'Agence, Marine Jeantet, et ont saisi le Défenseur des droits.

Pour bien comprendre les raisons de cette colère, il faut revenir à ce qu'est la greffe de moelle osseuse ou greffe de cellules souches hématopoïétique. La moelle osseuse (à ne pas confondre avec la moelle épinière), répartie dans nos os, est la substance où sont produites les cellules sanguines : les globules rouges, les globules blancs et les plaquettes. Chaque année, environ 2000 personnes atteintes de maladies graves du sang (leucémies, myélodysplasie, lymphomes…) vont avoir besoin d'une greffe. Pour que cette dernière réussisse, il faut que la moelle osseuse du donneur soit la plus proche possible de celle du malade. Cette compatibilité est évaluée en comparant les systèmes HLA, ces structures présentes en surface des cellules corporelles, qui permettent à notre système immunitaire de distinguer nos tissus de ceux d'une autre personne. *« Entre frères et sœurs, vous avez une chance sur quatre d'être compatibles. Dans la recherche de donneurs, nous nous tournons donc d'abord vers la famille »*, explique la Dr Valérie Lapierre, responsable du centre de thérapie cellulaire à l'Institut Gustave Roussy. Aujourd'hui, sur les 2 000 greffes annuelles, un peu moins de la moitié sont réalisées à partir de donneurs familiaux. Il faut donc faire appel à des donneurs inscrits sur les registres pour plus de 1000 personnes par an. Pour 900 d'entre elles, les donneurs seront trouvés sur les registres étrangers.

> **« En 2022 et 2023, l'Agence de biomédecine a piloté l'inscription de 13 500 nouveaux donneurs pour un coût externalisé de 685 000 euros ; soit 51 euros par nouveau donneur. À ce coût, le doublement du registre ne coûterait que 20 millions d'euros : cinq fois moins ! »**
>
> **Philippe Hidden** Porte-parole de France Moelle Espoir



BURGER/PHANIE

**Actuellement, sur les 2 000 greffes annuelles, un peu moins de la moitié proviennent du cercle familial. Plus de 1000 personnes font donc appel à des donneurs inscrits, très majoritairement, sur des registres étrangers.**

L'Agence de biomédecine revendique de ne pas faire une politique du nombre, mais de rajeunir et de diversifier les profils des donneurs. Selon elle, chercher à augmenter le nombre de donneurs sans souci de qualification serait non seulement coûteux mais peu efficace. *« Doubler la taille de notre registre, pour le porter de 400 000 à 800 000 donneurs, coûterait a minima 100 millions d'euros (et) ne garantit pas que l'on pourra répondre aux besoins de tous les patients français »*, a affirmé la directrice générale de l'agence, Marine Jeantet, lors d'une audition au Sénat. L'organisme maintient donc un objectif minimum de 20 000 recrutements par an.

Ses arguments sont balayés par les associations de patients. *« En 2022 et 2023, l'Agence de biomédecine a piloté l'inscription de 13 500 nouveaux donneurs pour un coût externalisé de 685 000 euros ; soit 51 euros par nouveau donneur. À ce coût, le doublement du registre ne coûterait que 20 millions d'euros : cinq fois moins ! »*, estime Philippe Hidden, porte-parole de France Moelle Espoir. Il met également en doute les résultats de la politique de recrutement ciblé menée depuis 2021. En effet, comme le rappelle la Cour des comptes, le plan ministériel 2017-2021 prévoyait que 40 % au moins des donneurs inscrits en 2021 représentent un nouveau phénotype HLA. Non seulement cet objectif n'a pas été atteint, mais il n'est désormais plus chiffré, relèvent les magistrats de la Cour.

*« La taille du registre français pénalise les patients d'origine antillaise, ultramarine, nord-africaine, africaine ou asiatique, qui ne peuvent espérer trouver des donneurs dans les grands registres internationaux où ces populations sont peu représentées »*, insiste dans son communiqué France Moelle Espoir. De son côté, l'Agence de biomédecine affirme poursuivre ses campagnes de communication pour mobiliser les personnes particulièrement ciblées. C'est-à-dire des hommes jeunes et de toutes origines. ■

# Découverte d'un mécanisme de protection contre le cancer

**Delphine Chayet**

Selon des chercheurs français, le fait d'avoir été hospitalisé pour une infection grave pourrait réduire le risque de tumeur.

Dans le langage médical, un « sepsis » est une réaction de défense massive de l'organisme à une infection virale, le Covid par exemple, ou bactérienne. Cet emballement souvent mortel modifie durablement le système immunitaire. Avec quelles conséquences à long terme ? En analysant les données hospitalières de près de quatre millions de patients, des chercheurs du CHU de Nantes et de l'Inserm ont découvert que les personnes ayant survécu à un sepsis d'origine pulmonaire ont moins de risque de développer un cancer dans les dix ans qui suivent, que des patients hospitalisés pour une infection moins grave.

*« On avait jusqu'alors plutôt tendance à penser le contraire, mais les données scientifiques sont peu nombreuses et surtout limitées dans la durée »*, commente le Pr Antoine Roquilly, anesthésiste-réanimateur au CHU de Nantes et auteur de l'étude publiée dans la revue *Nature Immunology*. Il précise qu'il s'agit *« d'une simple association entre infection grave et réduction de 10 % des cancers pulmonaires, cutanés, ORL et digestifs »*.

Pour confirmer le résultat et mieux cerner le mécanisme en jeu, les scientifiques ont reproduit l'expérience du sepsis chez des souris. Ils ont ensuite attendu qu'elles guérissent pour leur inoculer un cancer. Résultat : comme chez l'homme, ils ont observé un taux de cancers pulmonaires et cutanés moins élevé chez les rongeurs soumis à une infection sévère. *« Avec des technologies de pointe, nous avons alors analysé toutes les cellules du système immunitaire des souris pour identifier celles qui avaient été modifiées par le sepsis »*, poursuit le réanimateur.

Ce « screening » a braqué les projecteurs sur des cellules présentes en permanence dans le tissu pulmonaire pour le nettoyer, les macrophages. Ils présentaient après l'infection de nouveaux médiateurs (notamment la cytokine CXCL16). Un changement indiquant, selon Antoine Roquilly, que *« ces cellules de l'immunité innée ont appris à communiquer avec les lymphocytes T pour leur demander de rester dans le poumon pour le défendre contre un danger futur »*. D'après les chercheurs, cette nouvelle compétence conférerait un avantage pour lutter contre l'installation de cellules tumorales. Le travail de recherche se poursuit cependant pour comprendre comment les macrophages, dont la durée de vie est d'environ un mois, transmettent ce qu'ils ont appris aux générations suivantes.

> **« Nous avons injecté ce sucre directement dans les poumons des rongeurs, et cela s'est traduit par une diminution de la croissance des cancers chez les animaux traités »**
>
> **Pr Antoine Roquilly** Anesthésiste-réanimateur au CHU de Nantes

Le Dr Philippe Bousso, directeur du département d'immunologie de l'Institut Pasteur, salue la démarche. *« L'étude s'applique à un cas très particulier : il n'est évidemment pas question d'induire des sepsis ou une infection en prévention du cancer*, commente-t-il. *Mais les mécanismes mis en lumière ouvrent des pistes thérapeutiques et préventives. »*

Un pas en ce sens a déjà été accompli par l'équipe de Nantes. Les scientifiques ont tenté de mimer un sepsis chez des souris, sans les exposer à son risque. Ils ont expérimenté une molécule extraite d'une algue marine, connue pour ses effets immunitaires. *« Nous avons injecté ce sucre directement dans les poumons des rongeurs, et cela s'est traduit par une diminution de la croissance des cancers chez les animaux traités »*, relate le Pr Roquilly. Comme attendu, la molécule, bien tolérée par les souris, a stimulé les macrophages.

Dans la dernière étape du projet de recherche, qui s'est étiré sur quatre ans, les médecins ont analysé des échantillons de tissu pulmonaire d'anciens malades hospitalisés en réanimation pour un Covid grave. Là encore, leurs hypothèses ont été confirmées : les modifications sur les macrophages étaient beaucoup plus marquées, chez ces victimes de sepsis, qu'après une infection bénigne.

*« On a longtemps pensé que les cellules de l'immunité innée* (comme les macrophages, NDLR) *étaient dépourvues de mémoire, et se déclenchaient à l'aveugle en cas d'intrusion extérieure*, analyse Philippe Bousso. *C'était une erreur. Plusieurs études ont montré ces dernières années qu'elles sont capables de se souvenir d'infections passées via des modifications épigénétiques notamment. Cette étude en est un nouvel exemple. »*

De nombreuses questions restent en suspens, note toutefois le Pr Frédéric Pène, réanimateur à l'hôpital Cochin (Paris). Le scientifique, qui a également travaillé sur le lien entre sepsis et cancer, est en effet parvenu à un résultat opposé dans son laboratoire. Après avoir induit une péritonite puis inoculé un cancer chez des souris, son équipe a observé *« une accélération de la croissance des tumeurs »*. *« Si le sepsis joue manifestement un rôle dans la susceptibilité au cancer, il nous reste encore beaucoup de choses à explorer »*, en conclut-il. ■

## communications

Les directeurs de
**Sotheby's**
ont le plaisir de vous inviter
à une visite privée
de l'exposition :

**Sacs à main**
**et accessoires de mode**

animée par Aurélie Vassy,
directrice des ventes Europe,
sacs à main et accessoires
de mode, Sotheby's France,

le mardi 4 juin 2024,
à 11 heures,
au 76, rue du
Faubourg-Saint-Honoré,
Paris (8e).

Places limitées sur réservation :
eventparis@sothebys.com

## conférences

**La Galerie Guillaume**

propose une conférence
le mercredi 5 juin 2024,
à 19 h 30 précises,

**Le paysage selon**
**Théodore Rousseau**
« Faire qu'un arbre puisse
réellement végéter »,

par Servane Dargnies-de Vitry,
conservatrice peinture
au musée d'Orsay,
commissaire de l'exposition
« Théodore Rousseau,
la voix de la forêt »,
au Petit Palais.

Servane Dargnies-de Vitry
dialoguera avec
François-Xavier de Boissoudy
à l'occasion de son exposition
à la galerie.

Renseignements et inscriptions
par mail :
gg@galerieguillaume.com

Nombre de places limité.
Participation à prévoir.
32, rue de Penthièvre, Paris (8e).
www.galerieguillaume.com

## deuils

M. Marc Barat,
Mme Armelle Barat,
M. Axel Barat,
ses enfants,

Christopher et Jessica,
Nathanaëlle et Nicolas,
Romain et Florence,
Pauline et Chloé,
ses petits-enfants,

Maria Fernanda

et la famille Barat

ont la tristesse
de faire part du décès de

**M. Jean-Claude BARAT**

survenu le 27 mai 2024,
à l'âge de 97 ans,
à son domicile.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le jeudi 6 juin,
à 14 h 30, en l'église
Saint-Honoré-d'Eylau,
66 bis, avenue
Raymond-Poincaré,
à Paris (16e), où l'on se réunira.

5, rue Leroux, 75116 Paris.
marc.barat06@gmail.com

Olivier Bartoli,
Agnès Bartoli,
Éric Bartoli,
ses enfants,
ses petits-enfants
et son arrière-petite-fille

ont la douleur
de faire part du décès de

**Monique BARTOLI**
née Malbec,
professeur, normalienne,
agrégée en sciences physiques
au lycée Molière, à Paris,
veuve de
**Philippe Bartoli**

survenu le 25 mai 2024,
dans sa 88e année, à Suresnes.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
du Cœur-Immaculé-de-Marie,
23, rue de Verdun, à Suresnes
(Hauts-de-Seine),
le mardi 4 juin, à 15 heures.

L'inhumation se tiendra
dans l'intimité familiale
le mercredi 5 juin,
au cimetière de Thomery
(Seine-et-Marne).

Olivier Bartoli,
137, boulevard de Magenta,
75010 Paris.

---

La Celle-Saint-Cloud
(Yvelines).

Pierre, Marc,
François, Bénédicte,
ses enfants et leurs familles,

ont la tristesse
de faire part du décès de

**Françoise CHEVENARD**
née Troy,

survenu le 29 mai 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Pierre-Saint-Paul,
2, place de l'Église,
à La Celle-Saint-Cloud,
le vendredi 7 juin 2024,
à 10 h 30.

---

La Forêt-Fouesnant
(Finistère).

Marie-Bernadette Dano,
née Fayon, son épouse,
Gaëlle Ergo,
Anne Gillé,
Pierrick Dano,
ses enfants,
Mathieu Gillé,
Alexis Ergo,
ses gendres,
Loli, Léna, Clara, Lucie, Louise,
Jules, Simone et Gisèle,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de faire part du décès de

**M. Jacques DANO**

survenu le 29 mai 2024,
à l'âge de 78 ans, à Quimper.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame d'Izel-Vor,
rue de l'Église,
à La Forêt-Fouesnant,
le jeudi 6 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, route de Kerphilippot,
29940 La Forêt-Fouesnant.

---

François Desrues,
son époux,
Thibault, Constance,
Anne et Sibylle,
ses enfants,
Jean et Paul,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

**Claire DESRUES**
née Jacquesson,

le 27 mai 2024,
dans sa 76e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mercredi 5 juin,
à 10 h 30, en l'église
Sainte-Marie-des-Batignolles,
à Paris (17e).

Son épouse,
Christel Germain,

ses filles et son gendre,
Cécile Germain,
Suzanne et Christian Bogeat,

ses cinq petits-enfants
et leurs conjoints,

ses cinq arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

**Francis GERMAIN**
X-Ponts 41,

engagé volontaire
dans la Résistance,

survenu le 26 mai 2024.

La bénédiction sera célébrée
le mardi 4 juin, à 14 h 30,
en l'église
Saint-Philippe-du-Roule,
Paris (8e).

La famille remercie Minta,
Mama et toutes les autres
soignantes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

francis.germain656@orange.fr

---

Laval (Mayenne).

La vicomtesse Gaël
de La Barre de Nanteuil,
née Geneviève de Chavagnac,
son épouse,

Gilles de La Barre de Nanteuil,
Bertrand et Nathalie
de La Barre de Nanteuil,
Claire et Alexis
Tulasne-Moeneclaey,
Pierre et Laure
de La Barre de Nanteuil,
ses enfants et beaux-enfants,

Quentin et Clémentine,
Amandine, Thomas, Loïc,
Alban,
Valentine, Paul, Augustin,
Céleste,
ses petits-enfants,

Nathanaël et Maximilien,
ses arrière-petits-fils,

ont la tristesse
de faire part du décès du

**vicomte Gaël**
**de LA BARRE de NANTEUIL**

survenu le 29 mai 2024,
dans sa 90e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Pierre,
à Laval, le mardi 4 juin 2024,
à 14 h 30,
suivie de l'inhumation
au cimetière Vaufleury
de Laval.

---

Marcq-en-Barœul (Nord).

Chantal et Michel
Petit-Lesaffre,
Cécile (†) et Dominique (†)
Catrice-Lesaffre,
Stéphane Lesaffre, jésuite,
Nicole Théry-Lesaffre,
Jacqueline (†) et Jean-Luc (†)
Butruille-Lesaffre,
Martine et Daniel
Leclercq-Lesaffre,
Dominique et Béatrice
Lesaffre-Desurmont,
Francis et Axelle
Lesaffre-Fremaux,
ses frères, sœurs,
beaux-frères et belles-sœurs,

les familles Lesaffre
et Nicodème

font part du rappel à Dieu de

**Béatrice**
**LESAFFRE-NICODÈME**

le 29 mai 2024,
dans sa 72e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 5 juin 2024,
à 11 heures,
en l'église Saint-Vincent,
à Marcq-en-Barœul,
d'où son corps sera conduit
à 15 h 45, au crématorium
de Wattrelos.

La famille de

**M. Henri NALLET**
ancien secrétaire général
de la Jeunesse étudiante
chrétienne (1963-1964),
directeur de recherche
à l'Institut national
de la recherche agronomique,
conseiller à la présidence
de la République (1981-1985),
ministre de l'Agriculture
(1985-1986 puis 1988-1990),
garde des Sceaux (1990-1992),
député de l'Yonne
(1986-1988 puis 1997-1999),
maire de Tonnerre (1989-1998),
conseiller général de l'Yonne
(1988-2001),
président du Haut conseil
de la coopération agricole
(2015-2020),
président de Droits d'urgence
(2021-2022),
président de la Fondation
Jean-Jaurès (2013-2022),

a la douleur
de vous annoncer son décès
survenu à Paris,
le 29 mai 2024,
à l'âge de 85 ans.

La messe d'obsèques aura lieu
le mardi 4 juin 2024, à 14 h 30,
en l'église Saint-Martin
de Réville (Manche).

---

Laurence Petit-Jouvet,
sa fille,

Michèle et Guy Guignochau,
sa sœur et son beau-frère,

Josée Petit-Jouvet,
Catherine Petit-Jouvet,
ses belles-sœurs,

ses neveux et nièces,

toute sa famille et ses amis

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Odette PETIT-JOUVET**
née Neil,

survenu le 27 mai 2024,
à l'âge de 92 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 4 juin, à 14 h 30,
en l'église Notre-Dame
de Fontaine-Simon
(Eure-et-Loir), suivie
de l'inhumation au cimetière.

---

Le général Jean-Michel Ruault,
son époux,

Nathalie, Florence, Philippe,
ses enfants,

sa belle-fille, ses gendres,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

**Chantal RUAULT**
née Chassin du Guerny,

le 29 mai 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Lambert-de-Vaugirard,
2, rue Gerbert, Paris (15e),
le vendredi 7 juin, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu
au cimetière de Dancé (Orne).

---

Mme Patrick Wallner,
née Annick Dognin,
son épouse,

ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**M. Patrick WALLNER**
officier de l'ordre royal
norvégien du Mérite,

survenu dans sa 88e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le mardi 4 juin 2024,
à 14 heures,
en l'église Notre-Dame-
des-Sept-Douleurs,
à Villecroze (Var), suivie
de l'inhumation au cimetière.

## remerciements

Garos (Pyrénées-Atlantiques).

Le général
de corps d'armée (2S)
Jacques Leclerc,
officier de la Légion d'honneur,
son époux,

Isabelle et Dominique
Laborde,
Marie-Christine et Jean Pascal
Bouziat,
Anne et Pascal Gastineau,
ses enfants,

et toute sa famille,

très touchés
des marques de sympathie
qui leur ont été témoignées
lors du décès de

**Mme Jacques LECLERC**
née Anne Marie Croharé,

le 22 mai 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

---

Geneviève de Meulemeester,
son épouse,

Sophie et François Bartoletti,
Éric et Véronique
de Meulemeester,
Olivier et Catherine
de Meulemeester,
Christophe et Sandrine
de Meulemeester,
Arnaud et Isabelle
de Meulemeester
ses enfants et leurs conjoints,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants
et toute la famille,

très touchés des marques
de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

**Jean-Claude**
**de MEULEMEESTER**

le 22 mai 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

---

Nicolas Pettex-Sabarot
et Bénédicte Cotillon,
Louis et Catherine
Pettex-Sabarot,
ses enfants,

Julie et Vincent,
Antoine et Marie,
Thomas et Anna,
Romain, Inès, Eloïse
et Gaspard,
ses petits-enfants,

Adèle, Anatole, Garance
et Emma,
ses arrière-petits-enfants,

ses frère, belles-sœurs
et beaux-frères,

très touchés
des marques de sympathie
qui leur ont été témoignées
lors du rappel à Dieu de

**M. Pierre PETTEX-SABAROT**

le 27 mai 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

## messes et anniversaires

Une messe sera célébrée
le dimanche 16 juin 2024,
à 11 heures, en l'église
de Cloyes-sur-le-Loir
(Eure-et-Loir), à l'intention du

**baron et de la baronne**
**Louis de DORLODOT**

décédés au printemps 2023,
en Belgique.

De la part de
leurs voisins et amis français
qui les ont aimés et estimés.



**distinction**

# 3e prix Naissance d'une œuvre à Nicolas Le Nen et Laurent Binet




**Les co-lauréats Nicolas Le Nen et Laurent Binet.**

**Arnaud de La Grange**

Face au Mont-Blanc, c'est finalement une « cordée » de deux écrivains qui a été couronnée par le prix littéraire Naissance d'une œuvre 2024. Entre Laurent Binet et Nicolas Le Nen, les jurés n'ont pas réussi à trancher et ont donc choisi deux colauréats. Le premier est un écrivain confirmé, le second, un militaire de carrière qui manie aussi volontiers la plume que le fusil d'assaut. L'un a écrit un roman sur les peintres de la Renaissance italienne, l'autre sur les soldats vaincus de Diên Biên Phu.

### « Vraies natures »

Si les deux chemins d'écriture sont différents, Laurence Viénot – fondatrice du prix – a trouvé des croisements à ces deux traces. « *À y regarder de plus près, ces deux livres ont en commun de toucher à une part majeure de la vie des hommes* », a commenté celle qui prononçait le discours de remise du prix à la place du président du jury, Sylvain Fort, absent, « *l'art pour l'un, la guerre pour l'autre. L'un comme l'autre révèlent les vraies natures, les quêtes personnelles et la part d'humanité que la vie ordinaire recouvre.* »

Avec *Perspective(s)*, son quatrième roman publié chez Grasset, Laurent Binet a signé un polar épistolaire dans la ville des Médicis, où l'obsession du pouvoir pousse à toutes les extrémités. « *Au fil des 300 pages de ce vrai roman d'aventures, Laurent Binet s'amuse avec gourmandise et jubile, jongle avec le lecteur, redonne de la couleur à de vieilles références artistiques ou historiques* », écrivait Thierry Clermont dans *Le Figaro littéraire* à la sortie du livre. Poursuivant, « *variant les registres du répertoire baroque, Binet passe ainsi allègrement du madrigal à l'oratorio, de la "follia" pour violon endiablé au concerto grosso. C'est bien vu et c'est bien mené, à la baguette, à sa manière.* »

Chasseur alpin, ancien patron du service action de la DGSE et vétéran des combats d'Afghanistan, le général Nicolas Le Nen a pourtant choisi la guerre d'Indochine comme toile de fond de son livre. Dans ce beau roman choral, publié aux Éditions du Rocher, l'officier fouille l'âme de trois soldats en marche vers la captivité après la chute de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954. Un jeune lieutenant idéaliste qui a la mort de ses hommes sur la conscience, un légionnaire allemand engagé sur une pente morbide et un fils de paysans du Limousin qui a déserté, tous cherchent à leur manière à se racheter vis-à-vis des autres et surtout d'eux-mêmes. Le roman a pour titre *Armistice*, mais il s'agit d'une négociation qui se joue au cœur de l'homme lui-même et non entre armées. C'est un armistice avec leur conscience que tentent de conclure ses personnages.

Le prix Naissance d'une œuvre, dont c'est la troisième édition, récompense un 4e, un 5e ou un 6e roman. « *Ce prix a une singularité dans le paysage littéraire, car il ne couronne pas un roman isolé, mais a pour ambition d'accompagner la construction d'une œuvre romanesque* », explique Laurence Viénot, cette boulimique de livres qui anime aussi un salon littéraire parisien. Ce prix a pour but d'aider un auteur à passer un cap parfois difficile dans son parcours, quand la fièvre des commencements est passée et qu'il faut tenir sur la durée. Le jury est composé de lecteurs indépendants, comme Claudine Ripert-Landler, ancienne conseillère à l'Élysée, Catriona Seth, titulaire de la chaire de littérature française à Oxford, Michèle Gazier, ancienne critique littéraire et écrivain, ou encore Patrice Hoffmann, ancien directeur littéraire de Flammarion.

Le soutien aux auteurs est solide, avec, au-delà de la reconnaissance, une dotation de 20 000 euros. Avec son associé Ingmar Vallano, Vincent Gombault, gestionnaire de fonds d'investissement installé désormais au Royaume-Uni, est le co-mécène du prix et il est heureux que ce prix soit remis dans ses montagnes, à l'Armancette, au centre du village de Saint-Nicolas de Véroce qui offre un somptueux balcon sur le plus haut sommet d'Europe. ■


Débarquement de soldats de la 2e division d'infanterie marocaine, dont les premiers éléments abordent Naples en novembre 1943.

SEM STUDIO/UIG / BRIDGEMAN IMAGES

# 1944 : les victoires oubliées de l'armée française en Italie


PAR **Guillaume Perrault**

Le corps expéditionnaire du général Juin a accompli des prouesses face aux Allemands pendant la campagne d'Italie, marquée par la libération de Rome les 4 et 5 juin 1944. Des succès occultés par le débarquement en Normandie.

Les Américains voulaient se réserver l'honneur d'entrer les premiers à Rome, les 4 et 5 juin 1944, mais les Français ont renâclé et pénétré presque en même temps dans la Ville éternelle. Surtout, les tours de force de l'armée française en Italie, les mois précédents, contribuèrent grandement à cette victoire commune. Le général Clark, qui commandait la Ve armée américaine sur le front italien, a déclaré que le corps expéditionnaire français a *« ajouté un nouveau chapitre d'épopée à l'histoire de France »*.

L'armée française revenait de loin. En mai-juin 1940, le pays vainqueur de 1918, fier de posséder «la première armée du monde», comme on disait à l'époque, s'était effondré. À la signature de l'armistice, le 22 juin 1940, 60 000 de ses soldats avaient été tués (ainsi que 10 000 civils). La France libre poursuit la guerre aux côtés des Britanniques mais, après deux ans d'existence, ses effectifs combattants sont encore modestes. Le 8 novembre 1942 marque une rupture. Les Anglo-Américains débarquent au Maroc et en Algérie. Hitler envahit, en France, la zone libre. Un nombre significatif de militaires de carrière qui appartenaient à l'armée d'armistice gagnent alors les maquis en cours de formation ou l'Afrique du Nord.

Pendant ce temps, une lutte pour la légitimité s'engage à Alger entre de Gaulle et Giraud. Dans le domaine militaire, le 17 novembre 1942, le général Juin, commandant des forces terrestres en Afrique du Nord, a ordonné aux unités françaises de Tunisie d'engager le combat contre Allemands et Italiens. L'armée française d'Afrique (l'expression, d'époque, désigne les unités de la seule Afrique du Nord) bascule du côté allié. Roosevelt accepte de la doter d'un armement et d'un équipement aussi modernes que ceux des GI. Sa «mise à niveau» est organisée par Giraud et Juin. Les unités sont recomposées pour réunir dans des groupements tactiques, à l'image de l'US Army, des armes de mêlée (infanterie et blindés) et d'appui (artillerie, génie, transmissions). L'aide des États-Unis à la renaissance de l'armée française a une contrepartie : elle se trouve placée sous le commandement des états-majors alliés.

Les généraux français de l'armée d'Afrique ont un besoin éperdu d'hommes. 1,3 million de prisonniers de guerre toujours captifs en Allemagne en 1943 lui manquent cruellement. Giraud mobilise de façon massive ceux qu'on appellera plus tard les «pieds-noirs» (le terme n'existe pas à l'époque) : 23 classes sont appelées, soit tous les citoyens français de 19 à 42 ans nés en Algérie, européens et juifs (le décret Crémieux, abrogé par Vichy, venait d'être rétabli). Il en va de même des Français du Maroc et de Tunisie. L'armée d'Afrique dispose ainsi de 150 000 nouvelles recrues. Proportionnellement à la population concernée (un peu plus de 1 million de personnes), c'est un taux de mobilisation énorme (plus de 16 %). De surcroît, tous les Corses de 20 à 28 ans sont mobilisés après la libération de l'île (septembre-octobre 1943). Et parmi leurs compatriotes qui quittent clandestinement la métropole, 19 000 gagnent l'Afrique du Nord pour s'enrôler. La France libre, enfin, obtient le ralliement des derniers éléments de l'Empire encore contrôlés par Vichy.

Les prémices de l'union entre Français libres et armée d'Afrique ont lieu pendant la campagne de Tunisie. Non sans mal, ces soldats font taire, face à l'ennemi commun, les rancœurs nées de leurs attitudes opposées face à l'armistice de juin 1940. En mai 1943, Américains, Britanniques et Français désormais unis entrent à Tunis : 250 000 Allemands et Italiens se rendent, soit autant qu'à Stalingrad. Deux mois plus tard, les Alliés débarquent en Sicile, puis, en septembre, en Calabre. Le 19 novembre 1943, les premiers éléments du corps expéditionnaire commandé par Juin arrivent à Naples. Ses effectifs s'élèveront à 120 000 soldats en juillet 1944. Le dispositif initial est composé de la 2e division d'infanterie marocaine (2e DIM), la 3e division d'infanterie algérienne (3e DIA), la 4e division marocaine de montagne (4e DMM) et la 1re division d'infanterie motorisée (1re DIM, nom officiel de la première division française libre). Trois groupements de tabors marocains, les goumiers, en grande majorité berbères, sont affectés à ces divisions. Au sein de chaque unité, on trouve, dans des proportions variables, Maghrébins et Français. La 2e DIM et la 3e DIA comportent 52-53 % de Maghrébins et 48-47 % de Français. Au sein de la 4e DMM, la part des Maghrébins est plus élevée (58 % et 42 % de Français), mais la proportion est inverse dans la 1e DIM. Les Français sont fortement majoritaires dans les blindés, l'artillerie et les transmissions. Juin, pour sa part, est un Français d'Algérie.

Le corps expéditionnaire français intègre la Ve armée américaine commandée par le général Clark. Dans les montages qui forment l'arrière-pays de Naples, la 34e division d'infanterie américaine est stoppée par la résistance de troupes allemandes aguerries. Juin convainc Clark que «ses» goumiers, habitués aux rudes montagnes du Moyen-Atlas, feraient merveille. L'Américain lui donne son feu vert. Commandée par le général André Dody, la 2e DIM part à l'assaut le 16 décembre 1943. Le 21, les sommets du mont Pantanaro sont enlevés à l'ennemi. Le 26, après un nouveau corps à corps avec un bataillon de chasseurs de la 5e division de montagne autrichienne, la dernière poche de résistance allemande succombe. Les Alliés butent bientôt sur la ligne Gustav, la plus puissante des lignes de défense, édifiée sur 150 kilomètres depuis la mer Tyrrhénienne jusqu'à l'Adriatique, pour barrer la route de Rome. Le cœur du dispositif défensif allemand, aux confins du Latium et de la Campanie, entoure une colline dominant la vallée allant de Rome à Naples. Au sommet de cette colline, Monte Cassino, s'élève le monastère fondé au VIe siècle par saint Benoît : l'abbaye bénédictine du mont Cassin. Pendant que se déroulent plusieurs assauts infructueux des Alliés contre ce verrou, Clark confie une mission de sacrifice à Juin.

## Le 25 janvier 1944 et les jours suivants, à Monte Cassino, le 4e régiment de tirailleurs tunisiens perd, à lui seul, 1500 hommes et son colonel

Il s'agit d'attaquer, au nord-est de Monte Cassino, un mont, le sommet du Belvédère, qui domine une voie d'accès unique et fortifiée. Clark presse Juin d'agir dans les vingt-quatre heures en raison de la situation dramatique (les Anglo-Américains ont débarqué à Anzio, à 60 kilomètres de Rome, mais sont contenus et les Américains subissent par ailleurs une défaite sur la rivière Rapido). L'offensive contre le sommet du Belvédère est donc une mission de diversion pour soulager la pression allemande sur les autres fronts. Les délais imposés et les moyens disponibles donnent à cette attaque un caractère presque impossible. Le 25 janvier 1944, à 6h30, la 3e DIA commandée par le général de Monsabert s'élance. Assauts et contre-attaques se succèdent pendant une semaine. Le sommet du Belvédère est pris, à la grande surprise de l'état-major allié. À court de munitions et sans renforts, les unités françaises ne peuvent exploiter ce succès et se replient. Le 4e régiment de tirailleurs tunisiens, à lui seul, a perdu 1500 hommes et son colonel.

Les Alliés piétinent ensuite pendant quatre mois. Quatre offensives échouent. Le 15 février, 140 forteresses volantes américaines déversent 40 tonnes de bombes sur le célèbre monastère. Loin d'offrir une perspective de percée aux Alliés, il transforme le site en position défensive idéale pour les Allemands qui se retranchent aussitôt dans ses ruines. Cet hiver-là, la pluie est diluvienne. Camions et chars s'embourbent. Juin, qui a acquis l'estime de Clark, le convainc de confier aux Français une attaque surprise des monts Aurunces, à 25 kilomètres au sud-ouest de Monte Cassino. Il s'agit, dans ce secteur où les Allemands ne les attendent pas, de conduire une vaste manœuvre enveloppante pour encercler Monte Cassino. Au même moment, Américains, Britanniques, Canadiens et Polonais de la VIIIe armée feront diversion. Le corps expéditionnaire français tout entier passe à l'offensive dans la nuit du 11 au 12 mai 1944, presque quatre ans jour pour jour après le début de l'offensive allemande contre la France le 10 mai 1940. Le 12 mai, sur la rivière Garigliano, qui donnera son nom à la bataille, la division de Monsabert se distingue et emporte Castelforte. Cinq jours plus tard, le chef des armées allemandes sur le front italien, le maréchal Kesserling, ordonne à ses troupes d'abandonner le secteur de Monte Cassino de crainte de voir la manœuvre des Français réussir (le monastère lui-même, en ruine, est pris de haute force par les Polonais). Juin a démontré ses qualités de stratège (il sera élevé à la dignité de maréchal de France en 1952). La route de Rome est enfin ouverte.

Les magnifiques faits d'armes du corps expéditionnaire vont cependant être ternis, dans l'immédiat après-guerre, par des accusations de viols, qui auraient été perpétrés pour la plupart dans un temps très court, après la bataille de Monte Cassino, dans le bas Latium *(voir la version intégrale de ce récit)*. Les premiers éléments de la 3e DIA et de la 1re DIM entrent à Rome le 5 juin. L'armée française est accueillie en libérateurs par des Romains délirant de joie. Ses hommes découvrent le Colisée et la Piazza Navona. On cherche qui désigner pour hisser le drapeau tricolore sur le Palais Farnèse, siège de l'ambassade de France. Cet honneur échoit à un soldat du rang de 20 ans, Paul Poggionovo. C'est un Corse, qui a joué un rôle notable dans l'insurrection de l'île et a ensuite devancé l'appel. Une photo montre le jeune homme hissant les trois couleurs au balcon du Palais Farnèse. Il tombera cent jours plus tard en Haute-Saône, dans les combats pour la libération de la France, et repose au cimetière du village de Sollacaro (Corse-du-Sud).

Le corps expéditionnaire français progresse vers la Toscane et délivre Sienne le 3 juillet. Ses unités sont ensuite retirées d'Italie pour intégrer la Ire armée française commandée par de Lattre. Et ce sont ces soldats qui, au premier chef, débarqueront en Provence le 15 août 1944. Le corps expéditionnaire sur le front d'Italie a permis aux Français d'être pris au sérieux au plan militaire par les Américains. Il a redonné sa fierté à l'armée française quatre ans après le désastre de 1940. Et aidé de Gaulle à faire reconnaître à notre pays un statut honorable à la fin de la guerre. L'obsession du regard critique en histoire, la peur de paraître naïf, la hantise d'être accusé d'idéaliser le passé, les déchirements ultérieurs de la guerre d'Algérie, ont conduit à taire une réalité pourtant belle : dans les rangs du corps expéditionnaire français ont combattu aussi bien le grand athlète Alain Mimoun que le cinéaste Jean-Pierre Melville. Et ils étaient fraternellement côte à côte. ■

+ @ » Découvrez la version intégrale de ce récit sur www.lefigaro.fr

# Peter Sloterdijk : « Les Européens ont un très grand privilège, celui d'être les spectateurs de l'histoire »

» Lire aussi PAGES 6 ET 7

## SÉRIE LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VUES D'AILLEURS (1/5)

Alors que les citoyens des 27 pays membres de l'Union européenne sont appelés aux urnes entre le 6 et le 9 juin, *Le Figaro* ouvre ses colonnes à des intellectuels hors de nos frontières. Philosophes, historiens, politologues et journalistes livrent leur vision des grands enjeux qui attendent le Vieux Continent pour les années à venir. Peter Sloterdijk*, figure majeure de la pensée européenne, occupe cette année la chaire « L'invention de l'Europe par les langues et les cultures » au Collège de France. L'occasion pour le philosophe allemand de nous expliquer pourquoi, selon lui, la « sortie de l'histoire » est en réalité une chance pour l'Europe, qui sera épargnée par les futurs conflits mondiaux.




DESSIN FABIEN CLAIREFOND

Propos recueillis par **Martin Bernier**

**LE FIGARO. – Vous avez donné à vos leçons sur l'Europe au Collège de France le titre « Le continent sans qualités ». Diriez-vous que, comme *L'Homme sans qualités* de Robert Musil, l'Europe se définit par l'absence de caractère propre ?**

PETER SLOTERDIJK. – L'absence de qualités dont parle Robert Musil est une conception mystique qui remonte au Moyen Âge. Il avait toujours sur son bureau un exemplaire d'un livre paru en 1909, édité par le jeune Martin Buber, sous le titre *Confessions extatiques*, rassemblant des témoignages mystiques de tous les temps et de tous les peuples. C'est là que Musil a trouvé ses idées sur l'absence de qualités. Dans la mystique du Moyen Âge, on a forgé l'idée que le sujet humain devait se vider de tout son ego et de toute sa personnalité pour forcer Dieu à entrer en lui. L'absence de qualités signifie qu'on crée un vide irrésistible que Dieu est obligé de remplir. Robert Musil a projeté cette idée mystique sur un individu du XXe siècle. Et son œuvre est aussi nourrie par le dégoût de la grandiloquence des pages littéraires de son époque. Dans un passage très drôle, Ulrich, l'« homme sans qualités », est choqué de lire dans un journal autrichien des éloges sur les exploits d'un « *cheval de course génial* ». À partir de là, il laisse tomber son ambition de devenir un génie. Lorsque même les chevaux ont du génie, cela ne vaut plus la peine de devenir génial en tant qu'être humain ; il vaut mieux essayer de forcer l'univers à remplir son vide intérieur que de développer des qualités personnelles.

En ce qui concerne l'Europe, c'est bien sûr une allusion un peu vague. L'Europe ne pèche pas par une absence de qualités : elle en a trop. Elle possède d'innombrables qualités, et cette infinité de qualités implique pour ainsi dire l'absence de qualités. Voilà l'arrière-fond de cette formule, que je développe à travers mes leçons au Collège de France.

**Vous dites que les Européens eux-mêmes ont cessé de s'intéresser à leur propre identité : employant la même ruse qu'Ulysse face à Polyphème, ils préfèrent dire « mon nom est Personne » quand on leur demande qui ils sont. Comment expliquer ce « devenir-Personne » de l'Europe ?**

La grande majorité des Européens ont renoncé à l'idée de l'histoire mondiale. Hier, ils croyaient encore à la mission du christianisme ou bien à la mission des Lumières pour réformer le monde entier. Par conséquent, ils croyaient aussi en l'idée d'une histoire mondiale. Mais on a laissé tomber cette conception prétentieuse. La fondation de l'Union européenne, en ce sens, était déjà un acte post-historique : on a voulu agir en dehors de l'histoire mondiale telle qu'on l'avait conçue jusque-là. La période de la guerre froide nous a bien montré à quel point on faisait fausse route avec l'histoire mondiale, qui faisait courir le risque de la destruction mutuelle totale des compétiteurs. Sous la menace nucléaire, les Européens ont découvert la nécessité de laisser l'histoire du monde derrière eux et de recommencer un nouveau chapitre de leur existence qui n'aurait plus rien à voir avec les prétentions mondialistes d'autrefois.

Les Européens de l'après-guerre ont découvert une catégorie éthique qui ne figure pas normalement parmi les vertus des grands empires : la modestie. L'Europe est essentiellement modeste. Et cette modestie va parfois jusqu'à l'abandon de soi et au désintéressement pour sa propre identité. C'est pour cette raison que je parle d'Ulysse et de la volonté d'être Personne.

**C'est aussi en Europe qu'est née l'autobiographie, le fait de « dire vrai sur soi », et le genre des confessions, sous la plume de saint Augustin. L'Europe est-elle le continent des aveux ? Ces aveux rendent-ils l'Europe incapable de se réinventer face au poids de sa propre histoire ?**

On a poussé cet esprit des aveux, qui est un héritage chrétien, jusque dans une pratique intellectuelle moderne qu'on appelle la critique. Depuis le XVIIIe siècle, la critique a remplacé l'aveu. Cela s'exprime surtout dans une critique de soi, et même dans une forme de haine de soi. La conception pascalienne selon laquelle « *le moi est haïssable* » est devenue le dernier mot de la confession européenne, car les Européens pensent dans leur grande majorité qu'ils ne sont plus aimables, qu'ils ne méritent plus l'estime du monde. La charge des reproches et des remords est trop lourde. L'esprit postcolonial est une métastase de cet esprit critique. Mais cela a surtout débouché sur une culture de l'hypocrisie généralisée, car cette critique de soi ne fait vraiment de mal à personne : on pense toujours aux méfaits des autres, et on « bat sa coulpe sur la poitrine d'autrui », comme disent les Français.

> **« L'idéal de vie des Européens, de nos jours, ce n'est plus la vie politique, mais plutôt la vie privée. C'est la grande performance de la civilisation européenne que d'avoir dépolitisé l'existence des individus »**

**Dans votre dernier livre, *Le Remords de Prométhée*, vous parlez de la façon dont les Européens et le reste du monde ont épuisé les ressources énergétiques jusqu'à la mise en péril de la planète. Est-ce le dernier aveu en date des Européens ?**

En effet. Les Européens sont aussi nécessairement les premiers à battre leur coulpe et à vouloir changer le régime énergétique à l'échelle mondiale. Mais comme le monde entier est dominé par le mimétisme des grands pouvoirs, ce ne sont plus les Européens qui sont les plus grands pollueurs du monde : ce sont les Chinois, en premier lieu, les habitants des États-Unis et les Indiens. Donc ce qu'on appelle le « Sud global » a pris le rôle des premiers dévastateurs du monde. Ce ne sont plus les Européens qui mènent cette campagne contre la nature. Au contraire, ils veulent se mettre à la tête d'une campagne pour réparer les dégâts d'autrefois. Chaque année les Chinois brûlent 4 milliards de tonnes de charbon, ce qui représente à peu près la totalité de ce que les Européens ont brûlé en deux siècles – et cela sous le prétexte formidable que le pollueur qui arrive plus tard aurait le droit de faire autant de mal que ceux qui ont commencé.

Les Chinois ont très bien compris comment il fallait parler aux Européens, ils savent abuser de leur penchant à l'autocritique. Le président chinois Xi Jinping joue parfaitement sur cette gamme de l'autocritique européenne : il nous reproche par exemple de pratiquer encore une politique colonialiste – alors que toute la deuxième moitié du XXe siècle n'a consisté qu'en une énorme décolonisation.

**Vous dites dans votre leçon inaugurale : « *Il serait injuste de reprocher aux Européens de notre temps de ne plus avoir de grands objectifs. Leur ambition, qui ne s'est pas éteinte, est de faire en sorte que la différence entre politique et administration, entre démocratie et système d'assurance, se réduise à l'avenir.* » Est-ce un constat ou un vœu de votre part ? N'êtes-vous pas trop optimiste ?**

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, car l'idéal de vie des Européens, de nos jours, ce n'est plus la vie politique, mais plutôt la vie privée. C'est la grande performance de la civilisation européenne que d'avoir dépolitisé l'existence des individus. La démocratie est précisément cette forme de vie qui permet un certain équilibre entre existence politique et existence privée. Mais la grande tentation des Européens est de perdre cet équilibre. Or c'est une faiblesse heureuse que d'être capable de se retirer dans sa vie privée. J'ai lu récemment une étude sur la jeunesse française qui défend violemment l'idée de la retraite à 60 ans, comme si la retraite était le véritable équivalent de la liberté. Dès le début de la jeunesse, ils pensent désormais que le retraité incarne un idéal de vie. Cela déforme les ambitions. Des études de psychologie sociale démontrent que, depuis presque un siècle, les projets de vie des individus européens se déplacent de plus en plus de la sphère politique vers la sphère privée, et de l'entreprise vers le show-business. Les jeunes préfèrent devenir DJ, vedette ou chanteur ; tout le monde veut être Johnny Hallyday et il ne reste que quelques fous pour penser que Clemenceau était un grand homme.

**Les institutions européennes elles-mêmes n'ont-elles pas contribué à désintéresser les citoyens européens de la politique ?**

Il est vrai que les institutions européennes ne sont pas très populaires auprès des Européens eux-mêmes. La plupart des Européens ne s'intéressent pas passionnément à ce qui se passe à Strasbourg ou à Bruxelles, et cela fait partie de leur mode de vie « privatiste ». Ici se pose la question de la légitimité de ces institutions. Le soutien populaire des institutions européennes n'est pas très solide, car l'Europe telle qu'on la connaît aujourd'hui a été construite par en haut, avec l'espoir qu'elle se populariserait avec le temps. Or les citoyens ont accepté ce qui était avantageux pour eux sans vraiment s'engager de façon passionnée pour la nouvelle construction. On retrouve là le privatisme post-historique des Européens. Mais il faut vivre avec et espérer que l'apparition d'un défi commun – comme la guerre en Ukraine – puisse fournir une impulsion au sentiment de cohérence.

**Vous dites aussi que « *l'Européen moyen est l'incarnation de l'ingratitude (...), le consommateur final d'un confort dont il n'a plus la moindre idée des conditions d'existence* ». Est-ce vraiment un destin si désirable que d'être un consommateur confortablement installé dans un continent qui a cessé d'être un acteur de l'histoire ?**

Les Européens possèdent un très grand privilège : ils ont le privilège du spectateur. En observant les centres d'action de l'histoire mondiale à laquelle on ne participe que de façon réticente, on voit bien que le rôle du premier acteur n'est pas enviable. Personne ne peut vraiment envier aux Chinois le destin que leur chef leur propose : il mène leur pays dans une confrontation mondiale qui pourrait aboutir à une guerre fatale. La même chose est vraie pour les Américains, qu'il ne faut pas non plus envier pour leur rôle sur la scène de l'histoire mondiale tardive. Tous sont coincés dans des schémas qui, du point de vue européen, sont dépassés. Et ils sont condamnés à se faire mal. Les grands acteurs portent encore les masques de la grandeur, de la grandiloquence et de la volonté de pouvoir tandis que les Européens possèdent un privilège très précieux, celui de ne pas vraiment être forcés d'intervenir dans cette fausse comédie enracinée dans un mimétisme désuet. On pourrait aussi dire que les Européens ont l'avantage d'avoir eu un penseur comme René Girard, qui a démasqué le schéma de la grande politique en tant que mimétisme néfaste. Une des raisons pour lesquelles il faut admirer Emmanuel Macron, c'est parce qu'il a su garder un certain sens de ce grand jeu ; il y participe à sa façon, sans vraiment être capable de faire beaucoup de mal. Mais il est le seul à rappeler aux Européens que leur salut n'est pas vraiment dans leur vie privée. Et il aurait raison de se plaindre auprès du chancelier allemand qui, après le deuxième grand discours de la Sorbonne, fin avril, n'a pas encore livré de réponse allemande satisfaisante.

**Vous définissez l'Union européenne actuelle comme une « improvisation politique » qui correspondrait à un renoncement volontaire à l'empire. En quoi ce renoncement peut-il être fédérateur pour les Européens ?**

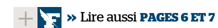
Avant le renoncement, il y a eu la défaite. L'archétype de la catastrophe européenne, c'était la Première Guerre mondiale, qui finalement n'a connu que des perdants. Malgré le triomphalisme des alliés, il n'y avait que des perdants parmi les 32 nations réunies en 1919 pour signer les traités de Versailles et de Saint-Germain-en-Laye. La Deuxième Guerre mondiale a été une expression de ce méfait, elle était le résultat d'une rechute des Allemands dans la volonté de faire l'histoire mondiale. On voulait le retour par la force de l'empire sur le territoire germanique. C'était voué à l'échec, tout comme la volonté de Poutine de faire rentrer l'empire sur le territoire de la Russie aujourd'hui. Chez les Russes, le refus de comprendre la leçon de l'histoire se présente comme une grande politique, mais en vérité c'est un réflexe minable ; ce sont des malentendus qui s'inscrivent dans l'ancienne illusion de « l'histoire mondiale » ; en fait, ils ne traduisent que la désorientation profonde de la classe dirigeante en Russie. Cela n'est pas surprenant, d'ailleurs, car la Russie a un siècle perdu dans son dos. Et on voit très mal comment elle pourrait se redresser après cette débâcle. Mais, pour les Européens, la chose est différente : sur ce petit continent, avant 1914, il existait une dizaine de nations qui voulaient toutes être des empires. À leur époque critique, le démon des Européens, ce n'était pas le simple nationalisme, mais le national-impérialisme. C'est une des raisons pour lesquelles la terminologie de nos jours est profondément faussée. Quand on parle d'un retour du « nationalisme », c'est complètement erroné. Il y a un retour du ressentiment populaire contre le centralisme des grands États qu'on appelle populisme. Le populisme est ce que devient une démocratie au moment où le prétexte impérial a disparu ; on se met à comprendre que la capitale a absorbé toutes les forces de la nation et qu'il ne reste pas suffisamment de ressources pour satisfaire les demandes du reste de la nation. ■

* *Dernier livre paru : « Le Remords de Prométhée. Du don du feu à la destruction mondiale par le feu » (Payot, 2023).*

# Les enjeux hors norme des élections européennes



CHRONIQUE
**Nicolas Baverez**



» Lire aussi PAGES 6 ET 7

Du 6 au 9 juin, 400 millions d'électeurs sont appelés dans les 27 pays de l'Union à élire les 720 députés qui siégeront au Parlement européen. Sous-estimé en France, le Parlement est l'institution de l'Union dont les pouvoirs ont le plus progressé durant les dernières décennies. Cette élection, traditionnellement dominée par les enjeux nationaux, se présente aussi comme un scrutin de mimandat pour Emmanuel Macron, le dernier avant l'élection présidentielle de 2027. En Europe comme en France, elle se déroule dans un contexte inédit et revêt une importance décisive.

L'Union européenne a été télescopée depuis 2019 par une cascade de chocs – pandémie de Covid, invasion de l'Ukraine, crise énergétique, guerre de Gaza. Elle est la grande perdante de la nouvelle ère ouverte par l'agression de l'Ukraine par la Russie, cumulant déclin démographique, stagnation économique, fuite des capitaux, vulnérabilité face à la menace existentielle de la Russie et au risque de retrait des États-Unis, divisions politiques et épuisement moral face au retour de la guerre sur le continent qui invalide ses principes fondés sur la paix par le droit et le marché.

**« Les Français sont prêts à donner sa chance au Rassemblement national si la classe politique continue à rester aveugle et impotente devant la descente en vrille de la France, encensant tout ce qui la ruine et écartant tout ce qui pourrait la sauver »**

La France se trouve également à un tournant. Elle s'affaisse au plan démographique (1,67 enfant par femme), économique avec le blocage de la croissance, la chute de la productivité, le chômage permanent, le double déficit commercial (3,8 % du PIB) et public (5,1 % du PIB), financier du fait d'une dette de 3100 milliards d'euros devenue insoutenable. L'État n'assure plus les services de base et a perdu le contrôle de l'ordre public face à l'explosion de la violence, des « gilets jaunes » à la Nouvelle-Calédonie en passant par les émeutes urbaines. L'implosion du modèle de la décroissance par la dette a sapé la puissance du pays, privant sa diplomatie et sa défense de crédibilité. Face au déclin, à la montée des extrémismes, aux menaces émanant des empires autoritaires et des djihadistes, le quinquennat d'Emmanuel Macron, privé de cap, de stratégie et de majorité, renoue avec la IIIe République d'Albert Lebrun, conjuguant déni du réel, impuissance, réassurances stratégiques données sans moyens militaires pour les garantir.

Du résultat des élections européennes dépendent dès lors tant la refondation de l'Union autour de la souveraineté et de la sécurité que la possibilité pour la France de conjurer l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, qui signifierait son déclassement définitif.

Pour le Parlement européen, 2024 constituera une rupture. La coalition du PPE et des socio-démocrates, récemment étendue à Renew, qui a gouverné l'institution depuis 1979, est en fin de cycle. La montée de l'extrême droite, désormais convertie à l'Union et à l'euro, pourrait se traduire par la conquête du quart des sièges. Elle déboucherait soit sur la recherche de majorités ad hoc suivant les textes, soit sur une union des droites autour du PPE et d'ECR, excluant les partis les plus radicaux tels l'AfD et le RN, selon la stratégie initiée par Giorgia Meloni. Dans tous les cas, l'influence de la France sera faible, en raison d'une représentation limitée dans les groupes clés.

La campagne électorale pèsera également sur le programme de l'Union au cours des cinq prochaines années. Elle a fait émerger cinq demandes majeures des citoyens auxquelles le futur Parlement comme la Commission devront répondre. La priorité va à la maîtrise de l'immigration et au contrôle des frontières extérieures. La révolte contre le « pacte vert », qui a provoqué une jacquerie des agriculteurs et dont l'interdiction des véhicules thermiques est devenue le symbole, impose de revoir le calendrier et la méthode – le basculement vers la voiture électrique étant une aberration économique et écologique sans bornes de recharge, sans réseau adapté, sans électricité décarbonée abondante, sans production européenne capable de rivaliser avec les constructeurs chinois. La reconfiguration du système économique mondial en blocs impose de protéger le grand marché et les entreprises européennes face au renouveau industriel américain et au dumping chinois. Le financement des quelque 500 milliards d'euros par an d'investissements requis pour répondre aux défis du vieillissement, de la réindustrialisation, de la révolution numérique, de la transition écologique et du réarmement passe par la réalisation de l'union bancaire et des marchés de capitaux. Enfin, les Européens plébiscitent un rôle renforcé de l'Union dans la défense du continent, qu'il s'agisse de coordination du réarmement et des forces, de renforcement et d'intégration de la base industrielle ou d'aide à l'Ukraine.

En France, la campagne s'est résumée à un référendum sur Emmanuel Macron. Si l'étiage des extrêmes droites devait dépasser 40 %, son échec politique serait définitivement scellé. Alors qu'il s'est fait élire par deux fois contre Marine Le Pen comme rempart contre l'extrême droite, il se révèle son meilleur allié, puisque le score du RN est indexé à la hausse sur ses interventions. Une percée de l'extrême droite constituerait aussi un ultime avertissement lancé par les Français dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. Ils ne sont pas majoritairement acquis à l'extrême droite et restent sceptiques sur sa capacité à gouverner. Mais ils sont prêts à lui donner sa chance si la classe politique continue à rester aveugle et impotente devant la descente en vrille de la France, encensant tout ce qui la ruine et écartant tout ce qui pourrait la sauver.

**« La France traverse une crise démocratique existentielle dont la solution conditionne par ailleurs la transformation de l'Union européenne en puissance »**

Une victoire écrasante de l'extrême droite priverait ainsi Emmanuel Macron de légitimité et de toute capacité d'action. Dans une période critique où la liberté est menacée en France comme en Europe, il est impensable de laisser se poursuivre pendant trois ans supplémentaires la chute de notre pays. Emmanuel Macron a liquidé au début de son quinquennat la négociation d'un accord de gouvernement avec l'opposition. La seule solution pour surmonter le blocage politique et institutionnel consiste dès lors à recourir au vote, comme l'ont fait le président Mattarella en Italie en 2022 après la mise en minorité de Mario Draghi ou Rishi Sunak au Royaume-Uni qui a convoqué des élections législatives pour juillet devant l'incapacité de son parti à gouverner.

Georges Pompidou, dont on célèbre le cinquantième anniversaire de la disparition, concluait *Le Nœud gordien*, écrit à la fin des années 1960, par cet avertissement prophétique : *« Le fascisme n'est pas si improbable, il est même, je crois, plus près de nous que le totalitarisme communiste. À nous de savoir si nous sommes prêts, pour l'éviter, à résister aux utopies et aux démons de la destruction. »* La France traverse une crise démocratique existentielle dont la solution conditionne par ailleurs la transformation de l'Union européenne en puissance. Cette crise ne peut être dénouée que par le vote des Français. Il reviendra alors à chaque citoyen de décider de s'abandonner aux démons de la destruction ou de les combattre. ■

# Petite histoire alternative du mois de juin



FABIEN CLAIREFOND

**SAMUEL FITOUSSI**

Chaque semaine, pour *Le Figaro*, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il propose une histoire hétérodoxe du mois de juin, de la naissance de Blaise Pascal en 1623 à l'an 6983, date à laquelle aucun Français n'est encore parvenu à s'imposer à Roland-Garros.

**Juin 1623**. Naissance de Blaise Pascal, pour qui le malheur de l'homme vient d'une chose : ne pas savoir demeurer au repos dans une chambre. Il n'avait pas prévu Netflix, les réseaux sociaux, les livraisons de repas à domicile, et l'été 2024 où seraient retransmis l'Euro, les Jeux olympiques, le Tour de France et Wimbledon. Quatre siècles plus tard, un autre Pascal – Bruckner, cette fois – réactualise la théorie en publiant *Le Sacre des pantoufles*, essai dans lequel il démontre que le malheur de l'homme vient d'une chose : ne pas savoir *ne pas* demeurer au repos dans une chambre.

**Juin 1712**. Naissance de Jean-Jacques Rousseau, pour qui l'homme naît bon avant d'être corrompu par la société. Rousseau donne naissance à une nouvelle tradition consistant à lutter contre le mal non plus en combattant les *individus* coupables d'actes mauvais, mais la *société* dans laquelle ces actes sont commis. Trois siècles plus tard, une autre Rousseau – Sandrine, cette fois – explique en substance que les agresseurs sexuels ne sont pas les responsables des agressions sexuelles mais les symptômes d'un « continuum de violence » qui commence par l'absence de parité autour du barbecue, les stéréotypes de genre ou l'écriture insuffisamment inclusive. La logique rousseauiste ouvre la voie à une inversion systématique de la responsabilité : plus un individu se comporte mal, plus il aurait été la victime d'une société oppressive qui l'a poussé à bout. Aussi les émeutes violentes de l'été 2023 seraient-elles *la preuve* du racisme de la société française.

**Juin 1783**. Drôle de coïncidence : ce sont les frères Montgolfier qui créent la première montgolfière.

**Juin 1815**. Napoléon Bonaparte est vaincu à Waterloo. Il faudra attendre 2004, et un doublé de Zinédine Zidane à l'Euro, pour que la France prenne sa revanche sur la Grande Bretagne.

**Juin 1903**. Naissance de George Orwell, devenu une référence obligatoire pour toute personne critique de la direction que prend notre société, quelle que soit cette direction. Anecdote insolite : le titre de son livre, *1984*, est un clin d'œil au roman 2084 de Boualem Sansal.

**Juin 1905**. Naissance d'un intellectuel brillant, normalien, dramaturge, essayiste, romancier, philosophe, reçu premier à l'agrégation, auteur d'une œuvre majeure (il refuse même le prix Nobel de Littérature en 1964), engagé pour les causes qui lui tiennent à cœur. On pourrait toutefois lui reprocher une chose : avoir réussi, presque toute sa vie, à se situer du mauvais côté de l'histoire. Jean-Paul Sartre est la preuve que l'intelligence n'est pas un vaccin contre l'égarement idéologique. Quant à l'enthousiasme qu'il suscite jusqu'à sa mort, il illustre magnifiquement l'adage de Simon Leys : *« Il n'y a pas de position plus amusante, et finalement mieux récompensée, que celle de dissident au sein d'une société stable et prospère. »*

**Juin 1914**. L'archiduc François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo, avec les conséquences que l'on connaît. Cent dix ans plus tard, le député David Guiraud bouscule Meyer Habib à l'Assemblée nationale, avec des conséquences que l'on ne connaît pas encore.

**Juin 1944**. Les bateaux alliés fondent sur les côtes normandes. Les Américains comptent sur l'effet de surprise. Raté : un soldat oublie de désactiver sa géolocalisation sur la carte Snapchat. Les forces alliées – après un détour par le Casino de Deauville – libèrent une à une les villes normandes. Les soldats sont accueillis par des foules en transe, qui chantent « On a gagné ! On a gagné ! », « Qui ne saute pas n'est pas Français ! » et « Il est vraiment, il est vraiment phénoménal (Roosevelt) ». Chacun tente de prendre un selfie avec les héros.

**Juin 2011**. Le match de tennis le plus long de l'histoire se termine entre John Isner et Nicolas Mahut après 11 heures et 5 minutes de jeu réparties sur trois jours. Quelques années plus tard, Amélie Oudéa-Castéra, ancienne joueuse de tennis de haut niveau, souhaite, elle aussi, marquer l'histoire : elle établit le record du plus court passage au ministère de l'Éducation nationale.

**Juin 2012**. Les Français jugent que leur pays manque d'impôts, de dépense publique et d'immigration : ils portent François Hollande au pouvoir.

**Juin 6983**. Il n'y a aucun Français en deuxième semaine de Roland-Garros (Richard Gasquet et Gaël Monfils, âgés de 4997 ans, atteignent péniblement le deuxième tour). Cela fait désormais 5 000 ans (et une victoire de Yannick Noah) qu'un Français n'a pas gagné le tournoi. ■

LE FIGARO

**Dassault Médias** (actionnaire à plus de 95 %) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
**Président-directeur général** Charles Edelstenne
**Administrateurs** Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS** (société éditrice) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
**Président** Charles Edelstenne
**Directeur général, directeur de la publication** Marc Feuillée

**Directeur des rédactions** Alexis Brézet
**Directeur délégué de la rédaction** Vincent Trémolet de Villers
**Directeurs adjoints de la rédaction** Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

**Directeur artistique** Pierre Bayle
**Rédacteur en chef** Frédéric Picard (Web)
**Directeur délégué du pôle news** Bertrand Gié
**Éditeurs** Robert Mergui, Anne Pican

**FIGAROMEDIAS** 23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
**Président-directeur général** Aurore Domont
**Direction, administration, rédaction** 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

**Impression** L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
**Commission paritaire** n° 0426 C 83022
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
**Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine**
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
**Origine du papier :** Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

LE TRI FACILE

**Ce journal se compose de : Édition nationale**
**1er cahier** 20 pages
**Cahier 2 Économie** 8 pages
**Cahier 3 Le Figaro et vous** 8 pages

LE FIGARO économie



**AMÉRIQUE DU SUD**
LES INONDATIONS MEURTRIÈRES DU RIO GRANDE DO SUL PLOMBENT L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE PAGE 23

**TECH**
LES APPLIS DE RENCONTRE CHERCHENT À REBONDIR EN SÉDUISANT UN PUBLIC PLUS JEUNE PAGE 28



# L'industrie auto ne veut pas freiner dans l'électrique

**Alors que des voix s'élèvent pour que les véhicules thermiques restent en vente après 2035, les constructeurs demandent que cette échéance soit maintenue.**

Aux élections européennes, plusieurs partis ont inscrit dans leur programme leur intention de revenir sur une décision phare des députés sortants : interdire la vente de voitures à moteur thermique neuves à partir de 2035. Elle avait été votée en février 2023 après la proposition faite par la Commission européenne en juillet 2021.
Avec le recul, cette décision n'apparaît plus comme très pertinente, notamment parce qu'elle laisse la voie libre aux constructeurs chinois, japonais et coréens au détriment des industriels européens, les constructeurs comme les sous-traitants. Ils n'avaient pas manqué de tirer le signal d'alarme mais ils n'avaient pas réussi à faire entendre leur voix à Bruxelles et à Strasbourg. Ils n'ont eu d'autre choix que de se ranger au vote des députés européens.
Aujourd'hui, pourtant, ils ne voient pas d'un bon œil un éventuel recul de l'échéance de 2035. C'est trop tard, estiment-ils, pour freiner ou faire marche arrière. Ils se sont mis en ordre de marche pour développer de nouveaux modèles, adapter leur outil industriel à la nouvelle donne et être prêts à la date fixée. Ce qu'ils réclament, au contraire, c'est un cadre stable.

→ LES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES SUSPENDUS À L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE PAGE 22



MIDNIGHT TRAINS, BOILEAU/PHOTOPQR/LA MONTAGNE/MAXPPP, AVILA/AFP, BONNERY/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

## Les machines à sous, un jackpot pour les casinos français

**Autorisées en France depuis 1987, les machines à sous ont sauvé les casinos alors en grande difficulté. Elles représentent aujourd'hui plus de 80 % de leur activité, loin devant les traditionnels jeux de table.** PAGE 25

> FOCUS

## ASSURANCE-CHÔMAGE : LA CFDT CIBLE LE DÉCRET

La CFDT emboîte le pas au syndicat FO, qui a menacé il y a huit jours d'attaquer le texte du gouvernement sur la future réforme de l'assurance-chômage devant le Conseil d'État. Invitée ce week-end sur France Culture, Marylise Léon, la secrétaire générale du premier syndicat de France, a indiqué vouloir *« activer tout ce qui est possible pour que cette réforme n'entre pas en œuvre »*, notamment via un recours devant le Conseil d'État.
Le premier ministre, Gabriel Attal, a dévoilé il y a une semaine l'ensemble des mesures de cette réforme dont le décret est prévu au 1er juillet pour une entrée en vigueur le 1er décembre. Le gouvernement va durcir les règles d'éligibilité à l'indemnisation chômage puisqu'il faudra avoir travaillé huit mois sur les vingt derniers contre actuellement six sur vingt-quatre pour bénéficier d'une indemnisation dont la durée maximum sera ramenée de dix-huit à quinze mois pour les moins de 57 ans.
Outre les syndicats, ces annonces ont provoqué l'ire de la gauche et du RN. Le groupe Liot (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires) envisage pour sa part de déposer une proposition de loi pour empêcher cette réforme qui pourrait être examinée dans l'Hémicycle le 13 juin. Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, a indiqué dimanche lors de l'émission « Questions politiques », qu'elle ne *« pourra pas donner tort »* aux salariés des secteurs d'emploi *« discontinu »* (tourisme, sécurité...) qui se mettraient en grève pendant les JO, pour protester contre la réforme.

**CORINNE CAILLAUD**

*le* ***PLUS*** *du* ***FIGARO ÉCO***

**SANTÉ**
Cancer : les labos cherchent à réduire le coût des thérapies cellulaires PAGE 24



**L'HISTOIRE**

## Avant même de rouler, les trains de nuit Midnight Trains plient bagage

Fin du voyage pour Midnight Trains, la start-up ferroviaire imaginée par trois entrepreneurs, dont le cofondateur de la plateforme de financement participatif KissKissBankBank. Samedi, ils ont annoncé sur X renoncer à mettre sur les rails les deux premières rames qui devaient relier Paris à des grandes villes européennes faute d'avoir levé les fonds suffisants pour ses « hôtels sur rails ». Avec un modèle reposant sur des chambres privatives et confortables, l'idée était de répondre à l'une des critiques des utilisateurs des trains de nuit sur leur inconfort. *« Aucun acteur financier n'a le ferroviaire »* dans ses perspectives, a regretté Adrien Aumont, l'un des trois porteurs du projet. Selon lui, seul un soutien public aurait pu faciliter l'émergence de ce nouvel acteur. Fin avril, une autre start-up du ferroviaire a déraillé : la coopérative ferroviaire Railcoop, qui voulait relancer une liaison nocturne Lyon-Bordeaux.
Entre la concurrence des compagnies low cost, le faible taux de rotation des rames nocturnes, les impératifs d'entretien du réseau la nuit et un confort aléatoire, ce mode de transport ne trouve pas son modèle économique. Souvent, c'est même un gouffre financier. Même le Nightjet reliant Paris et Berlin, exploité par la compagnie autrichienne ÖBB avec la SNCF, et bon élève du secteur, ne peut se passer de subventions. Lancée en grande pompe en décembre 2023, cette liaison n'a pas échappé à des débuts chaotiques, entre annulations, retards, travaux et planification erratique des trains. ■

**OLIVIA DÉTROYAT**

## L'Opep+ prolonge sa stratégie pour doper les prix du pétrole

Le prix du pétrole ne devrait pas s'infléchir dans les deux années à venir. Les vingt-deux ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), unis depuis 2016 par un accord nommé Opep+, ont acté dimanche, l'extension jusqu'à fin 2025 de leurs coupes de production, tout en se préparant à rouvrir le robinet d'or noir. Cette manœuvre vise à soutenir les cours du carburant, minés par les incertitudes économiques et géopolitiques.
À l'issue de leur réunion bisannuelle, le groupe a prévu de *« prolonger le niveau total de la production de pétrole brut (...) du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 »*, a fait savoir l'alliance dans un communiqué. Néanmoins, huit de ces pays vont poursuivre leurs réductions supplémentaires de manière volontaire, certaines d'entre elles jusqu'en septembre 2024, *« avant d'être progressivement supprimées »*, et d'autres jusqu'en décembre 2025. Les coupes à l'échelle de l'alliance s'élèvent à quelque 2 millions de barils par jour (bpj). En y ajoutant plusieurs vagues de réduction volontaire, l'Opep+ garde actuellement sous terre près de 6 millions de barils.
Outre l'Arabie saoudite, qui fait le plus gros des efforts, il s'agit de la Russie, de l'Irak, des Émirats arabes unis, du Koweït, du Kazakhstan, de l'Algérie et d'Oman. L'Opep+ a par ailleurs accepté d'augmenter l'objectif de production des Émirats arabes unis, à hauteur de 300 000 bpj, de façon progressive de janvier à septembre 2025. Ce relèvement permet à Abu Dhabi de garder des coupes de façade, tout en augmentant ses volumes.
Dans ces conditions, la demande pourrait faiblir. Si l'Opep se montre confiante, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu à la baisse ses estimations.

**MAUD KENIGSWALD**

# Voiture électrique : les constructeurs refusent de faire marche arrière

**Valérie Collet**

**Plusieurs listes aux élections européennes proposent d'annuler l'arrêt des ventes de véhicules neufs à essence en 2035 pour protéger l'industrie automobile. Les industriels réclament au contraire le maintien du calendrier prévu.**

Les politiques et les industriels ont décidément du mal à marcher au même rythme. Convaincus de défendre l'industrie automobile européenne, plusieurs partis en lice aux élections européennes ont inscrit noir sur blanc dans leur programme leur intention d'annuler l'une des décisions phare de la précédente législature : la fin des ventes de voitures thermiques neuves en 2035 votée en février 2023 après une proposition de la Commission européenne dès juillet 2021.

C'est le cas de la liste représentée par Jordan Bardella et de celle de Marion Maréchal. Lors d'un débat organisé par le think-tank TDIE, Philippe Olivier, député européen RN s'est remémoré le vote historique du Parlement. *« C'était une aberration totale. Voilà des gens qui s'autocongratulaient pour fêter la fin de l'industrie automobile européenne »*, s'est-il exclamé. Et d'évoquer *« le cadeau extraordinaire fait à l'industrie chinoise, coréenne et japonaise »* qui pourra *« continuer à vendre des véhicules thermiques partout dans le monde »*.

De son côté, François-Xavier Bellamy, élu au Parlement européen en 2019, a choisi une comparaison choc. L'interdiction de 2035 *« va condamner les Français à vivre à Cuba en gardant éternellement leur voiture d'occasion parce qu'ils ne pourront pas s'acheter une voiture neuve »*, a-t-il déclaré lors du débat organisé par BFMTV. Christine Lavarde, sénatrice LR et porte-parole de François-Xavier Bellamy, a rappelé que le groupe PPE - dont les élus LR font partie - avait voté contre cette interdiction *« tout en partageant l'objectif de décarboner l'économie européenne à l'horizon 2050 »*. L'élue regrette que la technologie des véhicules à batterie ait été privilégiée par l'Europe. Elle pointe la dépendance à l'égard de la Chine toute puissante dans l'extraction et le raffinage des matières premières utilisées pour les batteries, le risque social pour les usines européennes…

Ces arguments ont effectivement été brandis par les constructeurs automobiles et par la profession tout entière. Mais c'était il y a cinq ans, lorsque l'Europe préparait sa feuille de route de la décarbonation. *« Le sujet de l'interdiction des véhicules thermiques neufs a mis longtemps à infuser parmi le grand public. Le débat a commencé il y a trois ou quatre ans. Il émerge seulement maintenant dans le débat politique. Le sujet avait échappé à la majorité des citoyens. Aujourd'hui, les politiques s'en emparent mais à contre-temps »*, analyse Luc Chatel, président de la Plateforme automobile (PFA), l'organisation qui regroupe l'ensemble des entreprises de la filière.

Les dirigeants de Stellantis, Renault… eux, ont accéléré. Mis au pied du mur après avoir échoué à reporter l'échéance à 2040, ils ont mis toutes leurs forces et investi dans de grandes manœuvres pour être au rendez-vous avec des niveaux d'émissions de $CO_2$ conformes au nouveau calendrier européen. Pas question de revenir en arrière et de changer une nouvelle fois de direction. Carlos Tavares, pourtant en pointe dans le combat contre une transition trop brutale, est aujourd'hui le premier à réclamer de la constance aux politiques. *« J'ai lancé mon avion à pleine puissance. Je ne vais pas dire stop et le faire tomber*, a-t-il rappelé en avril lors d'une visite de l'usine de Trémery (Moselle). *Je pense qu'en 2018, il y avait de meilleures options à prendre. Aujourd'hui, il faut exécuter les règles qui ont été fixées et ne pas les changer. Ce que je demande c'est la stabilité. »*



**« Aujourd'hui, il faut exécuter les règles qui ont été fixées et ne pas les changer. Ce que je demande c'est la stabilité »**
**Carlos Tavares**
Directeur général de Stellantis

**« Décarboner le transport, c'est bon pour l'environnement, pour nos enfants… »**
**Luca de Meo**
Directeur général de Renault

JEENAH MOON / BLOOMBERG, SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

### Pragmatisme

Le patron de Stellantis a-t-il fait volte-face ? Ces derniers mois, il a surpris en tenant un discours de grand-père inquiet pour l'avenir de ses petits-enfants en raison du réchauffement climatique. *« La planète n'attend pas. On ne se bat pas pour 1,5 degré de plus, mais pour 3 à 4 degrés ! Et plus on attend, plus l'écart avec les Chinois sera grand »*, résume-t-il.

Tavares écolo ? Pragmatique, le patron du groupe a fait évoluer son argumentaire pour embarquer toutes les équipes dans une course inédite à la décarbonation. En deux ans, lui et ses troupes ont dû mettre en place l'ensemble des pièces du puzzle pour parvenir à produire les véhicules électriques dont l'Europe aura besoin. Production de batteries en France, en Allemagne, en Italie dans une filiale commune avec Mercedes et TotalEnergies, production de moteurs et d'équipements pour les véhicules à batterie dans les usines de Trémery et Metz, réaménagement des usines, formation des salariés… Le plan industriel et commercial de Stellantis prévoit que, dès 2030, avec cinq ans d'avance sur la décision européenne, tous les véhicules neufs du groupe vendus en Europe seront 100 % électriques. Plusieurs marques de Stellantis réaliseront même la bascule dès 2028.

Chez Renault aussi, la stratégie d'électrification de la production basée en France est ambitieuse et risquée. Le Losange a réservé les batteries d'Envision, le fabricant chinois en cours d'installation à Douai aux côtés de l'usine d'assemblage des R5, des Scenic, des Espace… Sans oublier celle de Verkor, la start-up française basée à Dunkerque. *« On ne reviendra plus en arrière sur la bascule vers l'électrique*, disait Luca de Meo en février dans *Le Figaro*. *Nous mettons de 50 % à 60 % de notre budget de R & D sur la transition écologique. Décarboner le transport, c'est bon pour l'environnement, pour nos enfants… Les études le prouvent : sur l'ensemble du cycle de vie des véhicules, l'électrique a un meilleur bilan que le moteur à combustion. »* Un revirement européen, même bien intentionné, ruinerait leurs efforts.

Il y a quelques semaines, les dirigeants de Stellantis, Renault, Michelin, Valeo, Forvia, OP Mobility (ex Plastic Omnium), représentants des fleurons tricolores de l'automobile, ont été sollicités par Luc Chatel sur la position à défendre concernant le maintien ou non du bannissement des thermiques en Europe en 2035. *« Ils ont été unanimes pour que l'on maintienne le cap*, souligne le président de la PFA. *Pourquoi ? Plusieurs facteurs ont pesé. Il n'y a rien de pire que le manque de visibilité et les changements de cap dans l'industrie. Ce serait mal venu de faire marche arrière alors que la question de l'environnement est clé. Cela ne veut pas dire "Tout va très bien, Madame la marquise" »*, tempère lucide Luc Chatel.

### Politique de bonus à l'achat

Plutôt que de faire une pause, qui laisserait le champ libre aux nouvelles marques chinoises prêtes à importer des voitures à batterie à prix imbattables, les acteurs de l'industrie automobile préfèrent au contraire accélérer et convaincre les Européens d'aligner leurs politiques d'électrification. Ils plaident pour un « pacte européen de l'automobile ». Il passerait par un soutien commun aux grands projets industriels, à l'innovation, à l'accompagnement des salariés touchés par la transition. Mais aussi par une politique de bonus à l'achat mieux coordonnée et lisible sur le long terme.

Le coup d'arrêt compromettrait aussi la politique commerciale des constructeurs incapables jusqu'à présent de mettre sur le marché des véhicules électriques abordables en dehors de la Spring de Dacia produite en Chine. Aujourd'hui, ils sont enfin prêts. Leurs modèles (ë-C3, R5…) fabriqués en Europe et plus accessibles - certains étaient d'ailleurs éligibles au leasing social - arrivent dans les concessions automobiles… aux côtés des voitures électriques de la marque Leapmotor, le nouvel allié de Stellantis. Non seulement les constructeurs européens accélèrent dans les véhicules à batterie mais ils défendent des partenariats ciblés avec leurs concurrents de l'empire du Milieu. De quoi déboussoler les têtes de listes. ■

### La voiture tout électrique peine à s'imposer en Europe

Marché automobile dans l'Union européenne de janvier à avril 2024

| | VENTES EN UNITÉS | VARIATION SUR 1 AN, EN % |
|---|---|---|
| Essence | 1 309 532 | + 1% |
| Hybrides non rechargeables (HEV) | 1 067 134 | + 22,7% |
| Diesel | 473 284 | - 8,1% |
| Véhicules à batterie (BEV) | 441 992 | + 6,4% |
| Hybrides rechargeables (PHEV) | 266 345 | + 6,7% |
| Autres* | 124 755 | + 15,6% |

TOTAL DANS L'UNION EUROPÉENNE : **3,7 millions**

* hydrogène, gaz naturel, ethanol …

Source : ACEA (Assocaiation des constructeurs automobiles européens)

# Les réseaux électriques suspendus à l'avenir de l'automobile

**Elsa Bembaron**

Les constructeurs automobiles ne sont pas les seuls à être concernés par un éventuel report au-delà de 2035 de la fin de la commercialisation de voitures neuves à moteur thermique. Les producteurs d'électricité et les gestionnaires de réseau aussi : le développement du parc de voitures électriques a un effet direct sur la consommation d'électricité. Cet environnement politique instable *« n'est pas idéal pour la planification d'un système énergétique »*, résume Thomas Veyrenc, directeur général en charge de l'Économie, de la Stratégie et des Finances chez RTE (Réseau de transport d'électricité). *Nous savons que l'avenir n'est pas écrit, c'est pour cela que nous retenons systématiquement plusieurs scénarios pour établir nos perspectives 2035, et à plus forte raison 2050. Nous sommes certains que dans les dix à quinze prochaines années, des paramètres changeront. »*

RTE estime dans son scénario de base qu'en France en 2035, 40 millions de véhicules légers rouleront encore à l'essence ou au diesel, et 18 millions seront électriques. Un parc qui représentera une consommation de 35 térawattheures (TWh) par an, sur un total de 615 TWh dans un scénario médian - contre 445 TWh en 2023. *« Nous avons consulté très largement les filières industrielles en 2019-2020, puis en 2022-2023. Entre ces deux périodes, des choix ont été faits »*, assure Thomas Veyrenc. Qui se montre serein quant à la capacité du réseau et des producteurs d'électricité à faire face à une hausse de la demande.

Et l'électrification est adaptée à la mobilité quotidienne. *« Les automobilistes français peuvent rouler une quarantaine de kilomètres par jour. Il faudra notamment encourager, par des signaux tarifaires, les recharges en milieu de journée, quand l'électricité solaire est au plus haut de sa production et les prix au plus bas »*, rappelle Thomas Veyrenc. Même quand la météo est maussade, le photovoltaïque est puissant : le 29 mai à midi, sous une pluie battante, RTE enregistrait une production d'électricité solaire de 7,5 gigawatts, suffisante pour recharger le parc actuel de voitures électriques françaises.

### Atermoiements politiques

Ce sont plutôt les stop and go qui sont dangereux. Tout un écosystème est menacé par les atermoiements politiques. Les énergies renouvelables - éolienne et solaire - sont en première ligne, puisque le premier réacteur nucléaire construit dans le cadre du programme de relance français n'entrera pas en fonctionnement avant 2035, dans le meilleur des cas. Concrètement, un report de l'échéance de 2035 dans l'automobile signifie que la hausse de la demande en électricité dans les quinze prochaines années sera inférieure aux actuelles prévisions. Prévisions sur lesquelles sont bâtis les programmes d'investissement. Les producteurs d'énergie sont les premiers concernés, depuis les grands du secteur (EDF, Engie, TotalEnergies) à leurs challengers dans le domaine (Neoen, TSE, Valorem…) Actuellement, la politique portée du gouvernement français pousse à une accélération du développement de fermes solaires et éoliennes. Mais, demain, qu'en sera-t-il ? *« Il faut que le monde économique s'exprime plus clairement sur les enjeux de la transition énergétique »*, alerte Michel Gioria, délégué général de France Renouvelables, association de producteur d'électricité renouvelable.

Les équipementiers aussi sont concernés, comme l'usine d'éoliennes de Siemens Gamesa, au Havre. Mais aussi les fabricants de transformateurs et de câbles. *« Au cours de la dernière décennie, ils ont connu un marché stable en Europe et en croissance en Asie et en Amérique latine. Ils se sont rapprochés de la demande »*, constate Michel Gioria. Difficile aussi, dans ce cadre, de pousser à la production de panneaux solaires « made in France » (il existe deux projets actuellement, Carbon et Heliosolis), sans parler des réseaux de bornes de recharge (la France en veut 100 000 en 2030) ou des giga-usines de batteries pour voitures électriques, tel Verkor. *« C'est comme cela qu'on détricote une partie des objectifs en termes de réindustrialisation »*, s'alarme Michel Gioria.

Autre crainte : la diffusion du message « anti-électrique » à d'autres secteurs, comme le chauffage ou l'industrie dont la décarbonation passe pourtant par l'électrification. L'objectif européen de neutralité carbone en 2050 pourrait alors vaciller. *« À chaque recul sur l'électricité, on accentue la dépendance aux énergies fossiles et à des pays tiers »*, alerte un expert. Pendant ce temps, la Chine déploie ses usines de voitures électriques, de panneaux solaires, d'éoliennes… ■







Les inondations ont causé des dommages à l'industrie et aux infrastructures, comme cette usine de produits d'hygiène et d'oléochimie à Encantado.

NELSON ALMEIDA / AFP

# Au Brésil, après les inondations meurtrières, l'économie fragilisée

Eléonore Hughes Rio de Janeiro

**La catastrophe, qui a touché l'État du Rio Grande do Sul, laisse derrière elle un lourd bilan humain. Mais elle va aussi peser sur la croissance et la dette du Brésil.**

Un triste record. Les inondations à Rio Grande do Sul, les plus importantes dans l'histoire de cet État au sud du Brésil, laissent derrière elles un spectacle de désolation. Au moins 169 personnes sont mortes et 53 autres sont toujours portées disparues. Au lourd bilan humain s'ajoutent les conséquences économiques, dans cet État dont le produit intérieur brut (PIB) est plus important que ses deux voisins réunis, l'Uruguay et le Paraguay. Selon le gouverneur Eduardo Leite, Rio Grande do Sul aura besoin d'une *« espèce de Plan Marshall »* pour se remettre sur pied.

Les pluies torrentielles ont détruit les habitations mais aussi des commerces, des bars et des restaurants, ainsi que des usines et des fermes. *« Les locaux d'un nombre infini d'entreprises sont détruits ou inutilisables »*, constate la Fédération des industries de l'État du Rio Grande do Sul. La quasi-totalité, soit 94 % de l'activité économique de l'État, a été affectée. À ces pertes, s'ajoute la destruction de l'infrastructure logistique, mettant un coup d'arrêt au transport des produits. Des sections d'autoroutes sont toujours fermées et de nombreux ponts ont été emportés par les cours d'eau. L'aéroport de Porto Alegre est à l'arrêt et le restera pendant encore de longs mois.

La métropole de Porto Alegre et celle de Serra, au nord-est de l'État, qui abritent des usines de véhicules, de machines et de meubles, sont parmi les endroits les plus touchés. Les pluies diluviennes coûtent également cher au secteur agricole, moteur de l'économie locale et nationale. Le Rio Grande do Sul représente 12,6 % du PIB agricole du pays : près de 70 % du riz et 13 % des produits laitiers proviennent de cet État. Si 85 % du soja avait déjà été récolté, les stocks ont été touchés.

*« Nous n'avons jamais connu une crise aussi importante avec de telles répercussions géographiques et économiques »*, pointe André Moreira Cunha, professeur d'économie à l'Université fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS). L'ampleur du désastre pourrait être comparable à celle de l'ouragan Katrina, qui avait frappé la Louisiane aux États-Unis en 2005, selon Sergio Vale, économiste en chef au groupe de conseil MB Associates. Les pertes pourraient grimper jusqu'à 150 milliards de reais (27 milliards d'euros). Entre janvier et avril, l'économie du Rio Grande do Sul a connu une croissance de 3,5 %. Après ces inondations, elle pourrait chuter de 2 % d'ici la fin de l'année. Cela se traduirait par une baisse de 0,4 % du PIB du pays, dont la croissance est actuellement prévue à 2 %.

### 50 000 sinistrés

Le taux de chômage pourrait ainsi s'envoler. Les femmes sont particulièrement vulnérables, souligne Daniela Dias Kühn, professeur et économiste à l'UFRGS. *« Des études montrent qu'elles perdent leur emploi plus tôt et qu'il leur faut plus de temps pour retourner sur le marché du travail »*, avance la chercheuse, qui pointe *« l'accentuation des inégalités en temps de crise »*. Parmi les 50 000 personnes ayant perdu leur logement et actuellement installées dans des abris de fortune, il y a de nombreuses femmes aux revenus modestes et qui élèvent leurs enfants seules, ajoute la professeur.

Pour tenter de prévenir une vague de licenciements, le gouvernement fédéral a d'ores et déjà débloqué 50,9 milliards de reais (9 milliards d'euros). Une aide de 5100 reais (910 euros) devrait être accordée aux familles sinistrées. Le président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva a également annoncé la suspension de la dette fédérale de l'État du Rio Grande do Sul pendant trois ans. Celle de l'État brésilien, elle, pourrait se creuser, ce qui compliquerait l'ambition d'atteindre un déficit zéro en 2025. *« Si cette augmentation s'avère significative, il peut y avoir une potentielle perte de confiance des marchés »*, estime Gustavo Pinheiro, associé du groupe de réflexion sur le changement climatique E3G.

Malgré cette inquiétude, la majorité des économistes et politiciens défend le principe d'une aide à l'État dévasté. La rapidité, l'intensité et la qualité de la reconstruction seront déterminantes pour l'économie locale dans les années à venir, avance André Moreira Cunha. *« Le dilemme du Rio Grande do Sul – et c'est également celui du Brésil – est de soit combler un trou soit reconstruire avec résilience »*, analyse le chercheur. Alors que l'impact de l'augmentation des températures s'accentue, il est fondamental de reconstruire d'une manière qui prenne en compte cette nouvelle réalité, selon Daniela Dias Kühn, même si cela fait augmenter la facture dans le court terme.

Dans le long terme, les scientifiques pointent que ce sont surtout les choix mondiaux concernant les émissions de gaz à effet de serre qui détermineront la fréquence et la sévérité des tragédies causées par les événements météorologiques, et donc l'impact sur l'économie. Le changement climatique – majoritairement causé par la combustion du pétrole, du gaz et de charbon – est le principal facteur ayant entraîné les pluies diluviennes à Rio Grande do Sul, selon une étude d'une équipe de modélisation du climat à l'Université Paris-Saclay. Depuis 2000, les catastrophes liées aux inondations sur la planète ont augmenté de 134 % par rapport aux deux décennies précédentes, constate un rapport de 2021 de l'Organisation météorologique mondiale. ■

# Le coût futur du réchauffement climatique révisé à la hausse

Clara Galtier

C'est une étude qui pourrait inciter les décideurs politiques à accélérer le rythme de la transition écologique. Jusqu'à présent, les recherches sur les conséquences économiques du réchauffement climatique démontraient qu'une augmentation de 1 °C de la température mondiale réduirait le PIB mondial de seulement 1 % à 3 % à moyen terme. Est-ce que les chiffres actuels prennent en compte tous les impacts du changement climatique ? Les coûts sont-ils vraiment si minimes ? C'est à ces questions que les chercheurs Adrien Bilal (Harvard) et Diego R. Känzig (université Northwestern) ont voulu apporter un éclairage dans une étude publiée en mai par le National Bureau of Economics Research (NBER).

Leurs réponses sont sans appel : les dégâts économiques *« sont six fois plus importants que ce qui a été précédemment documenté »*. Les précédents travaux s'appuyaient sur l'impact de la hausse des températures à l'échelle d'un pays avec une analyse sur l'économie, circonscrite à une zone donnée. Or, celle-ci ne prend pas en compte l'impact global des phénomènes extrêmes dans le monde, qui ont des répercussions plus larges que l'endroit où ils se sont produits.

Les deux auteurs se sont donc basés sur la variation des températures mondiales. Ainsi, une hausse de la température de 1 °C impliquerait une chute progressive du PIB mondial par habitant de 12 %, en raison des baisses de productivité, des pertes agricoles, des perturbations des infrastructures et des coûts pour l'adaptation et la réparation.

*« La variation des températures à l'échelle mondiale est un meilleur baromètre*, appuie le Français Adrien Bilal, coauteur des travaux de recherches. *Notre estimation est six fois plus importante que les travaux précédents, car nous nous concentrons sur cette source qui capture l'impact global du changement climatique. »* La crise climatique a déjà pesé sur l'économie globale, alertent les scientifiques. Si l'atmosphère ne s'était pas réchauffée de 0,75 °C entre 1960 et 2019, le PIB mondial serait aujourd'hui 37 % plus élevé aujourd'hui.

**« La variation des températures à l'échelle mondiale est un meilleur baromètre. Notre estimation est six fois plus importante que les travaux précédents, car nous nous concentrons sur cette source qui capture l'impact global du changement climatique »**

**Adrien Bilal** Coauteur d'une étude sur l'impact macroéconomique du changement climatique

Ils ont ensuite exploité ces résultats pour calculer le coût social du carbone (CSC). Cet indicateur donne une estimation des dommages associés à l'émission d'une tonne de carbone dans le monde, telles que les réparations matérielles après une catastrophe ou la baisse de productivité. Selon les données empiriques, l'émission d'une tonne de carbone est de l'ordre d'une centaine d'euros, quand les deux chercheurs l'estiment, eux, à 1 056 dollars.

De quoi repenser les politiques de transition énergétique. Car pour les gros pollueurs, les États-Unis (14 % des émissions) et la Chine (29 %), subventionner la décarbonation de leur économie serait très profitable. Ainsi, sur les 1 000 dollars de dommages causés par l'émission d'une tonne de carbone, la part des États-Unis s'élève à 200 dollars. Or, pour éviter d'émettre ce $CO_2$, les auteurs de l'étude ont calculé qu'il faudrait que Washington investisse 80 dollars. Un investissement rentable comparé au futur coût de 200 dollars.

Autrement dit, la croissance mondiale étant en danger, investir dans la transition verte reviendrait à protéger l'économie. Si l'étude constitue une vraie rupture avec les données précédemment admises, la rhétorique n'est pas nouvelle. Depuis longtemps, les experts avertissent que les coûts de l'inaction seront bien plus onéreux que ceux liés à la transition verte. Les deux économistes estiment par ailleurs qu'une hausse de 2 °C d'ici à 2100 entraînerait une baisse du PIB mondial de 50 % en raison des impacts cumulés, dans le temps, des catastrophes météorologiques. ■

# Les labos travaillent à réduire le coût des thérapies cellulaires contre le cancer

Marie Bartnik

**Si les CAR-T révolutionnent l'oncologie, ils sont encore très chers et très lourds à mettre en place.**

Des patients atteints de cancers du sang qui voient leur maladie régresser spontanément, parfois jusqu'à la guérison : tel est le miracle des CAR-T. Cet acronyme est le nom de code de cellules immunitaires prélevées à des patients atteints de cancer, pour être génétiquement reprogrammées en laboratoire puis réinjectées afin d'attaquer sa propre tumeur. Ce traitement entièrement individualisé a révolutionné la prise en charge de certains cancers ces dernières années. À l'Asco, le congrès mondial de cancérologie qui se tient depuis vendredi à Chicago, une cinquantaine de communications devraient encore relever les progrès accomplis par ce type de thérapie. Précurseurs dans ce domaine, les laboratoires Novartis et Gilead ont été rejoints ces dernières années par de nombreux concurrents, parmi lesquels AstraZeneca, BMS, Janssen ou Pfizer.

Le nombre de patients traités au moyen de CAR-T reste encore limité, car ils ne sont autorisés que dans le traitement de certains cancers dits « liquides », comme des leucémies, des lymphomes ou le myélome multiple. *« Dans le monde entier, seuls une vingtaine de milliers de patients en ont pour l'instant bénéficié »*, note Nathalie Chaput, directrice du laboratoire d'immuno-oncologie à Gustave-Roussy. Mais centres de recherche et laboratoires travaillent à étendre ces indications à d'autres types de cancers. Plus de 250 essais cliniques ont débuté en 2023, dont un nombre croissant dans des tumeurs solides, relève l'Institut Iqvia. Des résultats très prometteurs viennent ainsi d'être obtenus dans le traitement du glioblastome et du neuroblastome, deux cancers cérébraux.

Mais pour efficaces qu'elles soient, ces thérapies high-tech n'en comportent pas moins d'importants inconvénients qui rendent pour l'instant difficile leur emploi à grande échelle. Le traitement par CAR-T suppose une logistique lourde, pour le laboratoire pharmaceutique comme pour l'hôpital. Il faut prélever des cellules immunitaires du malade, les congeler, les envoyer dans un laboratoire apte à les modifier et les faire se multiplier, avant de les renvoyer pour réinjection au patient. Toute la difficulté tient au fait que les CAR-T ne sont pas des médicaments classiques : le traitement consiste en un processus, qui peut durer 35 à 40 jours, et dont la matière première est extraite du corps même du patient. Le laboratoire américain BMS construit actuellement aux Pays-Bas une usine qui produira des CAR-T pour ses patients basés en Europe. Mais d'ici à son inauguration fin 2025, c'est par exemple toujours sur la côte est des États-Unis que les cellules immunitaires de ces patients sont envoyées pour être reconfigurées et multipliées.

> **« Nous en sommes encore au stade expérimental. Mais, si ça marche, ce sera transformatif »**
> **Pascal Soriot** PDG d'AstraZeneca

Le coût de ces nouvelles thérapies pour les systèmes de santé est un autre écueil. *« Elles coûtent entre 300 000 à 400 000 euros pour une seule injection. Mais ce n'est que le coût du médicament. Il faut encore ajouter d'importants frais d'hospitalisation, car le patient doit être préparé à recevoir son traitement et rester en observation environ un mois »*, explique Nathalie Chaput. Malgré ces prix élevés, les CAR-T ne sont pas pour autant rentables pour les laboratoires pharmaceutiques qui ont investi des milliards de dollars dans leur développement. *« Même en montant en taille critique, il n'est pas évident que le coût marginal descende tant que cela. Le processus est complexe et ne comporte pas beaucoup de coûts fixes »*, remarque Thomas Croisier, associé en charge de la pharmacie chez Kearney.

Les laboratoires travaillent sur plusieurs fronts pour en optimiser le modèle économique et les rendre plus accessibles. *« Nous cherchons d'abord à abaisser nos coûts de production*, expliquait récemment au *Figaro* Pascal Soriot, le PDG d'AstraZeneca. *C'était le sens du rachat de la biotech chinoise Gracell, dont la technologie permet d'aller plus vite. »*

Tous les laboratoires travaillent à accélérer ce processus. Novartis est parvenu à le réduire à 23 jours et vise désormais les 10 jours, comme Gilead. *« Notre objectif est de traiter les patients le plus tôt possible, car les cancers peuvent être très agressifs*, explique Annabelle Merlat-Guitard, directrice médicale hématologie chez Novartis. *Ils doivent parfois subir des chimiothérapies d'attente. Le plus tôt est donc le mieux. Un délai de 10 jours est par ailleurs plus facile à gérer pour un hôpital, car c'est souvent le délai classique entre deux rendez-vous nécessaires à l'instauration d'un nouveau traitement. »* Ainsi, Novartis expérimente en ce moment la multiplication des cellules reprogrammées dans le corps du patient lui-même plutôt qu'en laboratoire.

Un second axe de travail consiste à développer des thérapies cellulaires prêtes à l'emploi, élaborées à partir de cellules immunitaires de donneurs sains et disponibles dans les pharmacies des hôpitaux comme un médicament classique. *« Nous en sommes encore au stade expérimental. Mais, si ça marche, ce sera transformatif*, estime Pascal Soriot. *Le coût total du traitement par thérapie cellulaire serait comparable à celui des traitements actuels contre le cancer. »* En novembre 2023, le laboratoire a conclu un accord avec la biotech française Cellectis, qui travaille à concevoir de tels CAR-T, capables de s'adapter à de nombreux patients. Pfizer a également investi dans l'un de ses concurrents, Caribou Biosciences. *« Cette voie est la seule qui permette de rendre les thérapies cellulaires à la fois accessibles et rentables*, estime André Choulika, le PDG de Cellectis. *Aux États-Unis, les centres d'aphérèses* (où sont prélevées et triées les cellules immunitaires, NDLR) *sont déjà engorgés, et cela n'ira qu'en s'accentuant à mesure que les thérapies cellulaires seront utilisées pour soigner d'autres cancers et des maladies auto-immunes. Je pense qu'à terme les CAR-T individualisés disparaîtront. »*

De telles thérapies *« simplifieraient grandement le parcours des patients*, confirme Marion Alcantara, hématologue à l'Institut Curie. *Beaucoup de travaux sont en cours et certains sont très avancés, même si, pour l'instant, ces thérapies font moins bien que les CAR-T issus des patients eux-mêmes. »* ■



**Malgré des prix élevés, les CAR-T ne sont pas pour autant rentables pour les laboratoires pharmaceutiques qui ont investi des milliards de dollars dans leur développement.**

QILAI SHEN/BLOOMBERG

# Cette filiale de Saint-Gobain qui décarbone le béton

Emmanuel Egloff

**Avec sa pépite Chryso, le groupe français est devenu un acteur majeur de la chimie des matériaux de construction.**

L'usine existe depuis la fin des années 1960, sur la commune de Sermaises (Loiret). Plusieurs bâtiments d'une dizaine de mètres de haut et de gigantesques cuves, où sont stockés les matières premières et les produits finis, occupent la zone de près de 8 hectares. À l'intérieur des différents ateliers se trouvent de grandes cuves en acier. De nombreux tuyaux flexibles y apportent différentes matières premières, généralement des produits d'origine pétrochimique, afin de fabriquer des polymères hydrosolubles par transformation chimique. Bienvenue chez Chryso, la pépite que Saint-Gobain a achetée en 2021 pour 1 milliard d'euros.

La société est un acteur de la chimie de la construction. Concrètement, il s'agit de créer des adjuvants pour le béton, des additifs pour le ciment ou des solutions pour imperméabiliser ou apporter des caractéristiques supplémentaires à des systèmes constructifs comme les chapes ou les bétons décoratifs. Le métier est ancien, comme le montre la date de création de l'usine qui a toujours opéré dans ce domaine. Mais il est en plein renouveau depuis quelques années. *« La croissance de la chimie du bâtiment est bien supérieure à celle de la seule construction*, souligne Frédéric Guimbal, directeur général adjoint de Chryso. *Portée par l'urbanisation mondiale croissante et le besoin d'infrastructures, elle progresse en moyenne chaque année de 2 % à 3 %. La chimie de la construction affiche, pour sa part, un niveau de 6 % à 7 % par an. »*

La raison de ce dynamisme est à chercher dans la révolution en cours dans le bâtiment qui, comme dans d'autres secteurs, veut réduire drastiquement ses émissions de carbone. Tous les grands acteurs – Bouygues, Vinci, Eiffage… – affichent des objectifs élevés. Or, le plus gros des émissions de $CO_2$ du secteur provient de la fabrication du ciment et du béton. Le ciment nécessite des chaleurs élevées et le processus de fabrication du clinker, le matériau de base, est lui-même émetteur de $CO_2$. Tous les acteurs travaillent donc sur des ciments et bétons bas carbone. Avec un réel succès. Pourtant, cela leur prend beaucoup de temps. La cause ? *« Les nouveaux ciments réagissent de manière différente par rapport aux produits traditionnels*, explique Frédéric Guimbal. *Le temps de prise, la viscosité ou la couleur peuvent être très différents. »* Cela semble trivial, mais les conséquences peuvent être importantes lors de la mise en œuvre. Le béton pourrait ainsi se bloquer dans un camion toupie. Ou ne pas s'étaler correctement lors du coulage. C'est là que Chryso intervient : ses adjuvants et additifs peuvent *« modifier les propriétés mécaniques »* des ciments et béton. De quoi revenir à des conditions d'utilisation similaire aux produits traditionnels.

> **« 90 % de la recherche est aujourd'hui liée à la réduction de l'empreinte environnementale »**
> **Frédéric Guimbal** Directeur général adjoint de Chryso

Pour apporter ces solutions, Chryso mène un gros travail de R&D : *« 90 % de la recherche est aujourd'hui liée à la réduction de l'empreinte environnementale »*, précise Frédéric Guimbal. À Sermaises, pas moins de 60 salariés, sur les 250 qu'emploie le site, travaillent dans ce domaine. L'un des deux centres mondiaux de R&D – l'autre se situant aux États-Unis – y est localisé. De même qu'un site pilote pour effectuer des tests à échelle industrielle et plusieurs ateliers de production à grande échelle. Le site est capable de fabriquer près de 300 produits différents.

Le potentiel est d'autant plus important que les besoins des clients évoluent sans cesse. Il faut quasiment pouvoir faire à chaque fois des solutions sur mesure. D'où la présence d'une dizaine de laboratoires de recherche appliquée dans le monde, pour être au plus près des demandes des clients. Aujourd'hui, 40 % des produits qui sortent de l'usine ont été développés depuis moins de cinq ans.

Saint-Gobain s'intéresse à la chimie de la construction depuis plusieurs années. Le géant des matériaux y était déjà présent dans certains domaines spécifiques, notamment avec sa filiale Weber (revêtement de sols, carrelage, façade). Mais c'est réellement avec l'acquisition de Chryso – en 2021, donc – que le groupe a changé de dimension. D'autant qu'il s'est renforcé considérablement l'année suivante avec la prise de contrôle de l'américain GCP pour 2 milliards d'euros. Chryso était très présent dans les adjuvants pour béton et en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. GCP était plus spécialisé dans les additifs pour ciment et en Amérique et en Asie-Pacifique. La complémentarité était parfaite. Saint-Gobain a ensuite réalisé d'autres acquisitions plus petites. Aujourd'hui, le groupe français occupe le deuxième rang mondial dans ce secteur, derrière le suisse Sika. Il y réalise un chiffre d'affaires annuel de 5,6 milliards d'euros, avec 3 000 salariés et 87 sites de production dans 48 pays. ■

# Les machines à sous, véritable jackpot des casinotiers français

**Mathilde Visseyrias**

Autorisées depuis 1987, elles génèrent plus de 80 % de leur activité. Le taux de redistribution aux joueurs, très important, leur permet de fidéliser des clients sur le long terme.

En ce vendredi après-midi de mai, Nicole*, retraitée, est venue tenter sa chance après le déjeuner. C'est son anniversaire. Elle a répondu à l'invitation du casino Barrière d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), qui lui offre une bouteille de champagne pour l'occasion. *« J'ai joué 1 000 euros depuis que je suis arrivée,* confie-t-elle, dépitée. *Toujours rien ! J'aime le jeu. Il faut savoir prendre son temps pour gagner. »* Dans ce temple du jeu, les après-midi sont calmes. Lumière tamisée, moquette épaisse… Les soirs de week-end, l'atmosphère est tout autre. Circuler dans les allées bondées devient impossible, il faut souvent prendre son mal en patience pour accéder aux machines à sous les plus courues.

Autorisées en France depuis 1987, les machines à sous n'ont pas seulement sauvé les casinos, en grande difficulté à l'époque. Elles sont devenues leur carte maîtresse, représentant plus de 80 % de leur activité, loin devant les jeux de table. En plus d'offrir la possibilité de jouer assez longtemps avec assez peu d'argent, elles font rêver avec des superjackpots, à gagner sur des réseaux de machines. Aujourd'hui, on dénombre plus de 23 000 machines à sous en France. Dans des casinos uniquement (203 au total), en vertu de la loi. Ces machines à cash ont dégagé 2,2 milliards de produit brut des jeux (les mises, moins les gains), l'an passé. Une goutte d'eau comparée aux États-Unis et à l'Asie. *« Mais les casinos français génèrent la plus grosse activité de machines à sous d'Europe, grâce à un parc moderne, renouvelé en permanence »,* fait remarquer Romain Tranchant, président du Groupe Tranchant. La plupart des autres pays européens ont plus de machines. L'Espagne, par exemple, en compte 300 000. Mais on les trouve surtout dans des bistrots. Elles sont souvent vieillissantes, non contrôlées et leur taux de redistribution aux joueurs bien moins attractif qu'en France.

### Scénographie dernier cri

Dans l'Hexagone, ce taux dépasse les 90 %. Rien de mieux pour faire saliver les joueurs. Aucun autre jeu d'argent n'offre autant. Les casinotiers auraient pu se contenter d'un taux de retour de 85 %, le minimum imposé par la loi sur les machines à sous. Ils ont fait un calcul plus savant. Certes, en choisissant d'offrir plus aux joueurs, ils gagnent moins à chaque partie. Mais, sur le long terme, ils alimentent le succès de leur poule aux œufs d'or. Cela contribue sans doute au fort pouvoir d'attraction qu'exercent les machines à sous, sur les jeunes comme les moins jeunes (la moyenne d'âge est de 42 ans), mais aussi toutes les catégories socioprofessionnelles. Avec, pour tous, ce même risque : ne pas tomber dans l'excès de jeux, particulièrement attractifs. Séverine*, la quarantaine, peut en témoigner. Tout a commencé par un jackpot, remporté il y a plusieurs années. Depuis, elle est devenue « addict » aux machines à sous. *« Ma famille n'est pas au courant,* affirme-t-elle. *J'avais pourtant promis aux médecins qui me suivent de ne plus jouer avant juillet. » « Les machines à sous, c'est facile à comprendre, il faut bien reconnaître que c'est le jeu le plus addictif »,* appuie un expert du secteur.

La mécanique est très rodée, orchestrée par des mastodontes, principalement américains. Light and Wonder, leader mondial, pèse à lui seul plus de 8 milliards de dollars à Wall Street. C'est lui qui se cache derrière le succès de Dragon Train. Mardi, en avant-première européenne, le casino Tranchant de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) a inauguré ce nouveau jeu, sur six machines à sous tout droit venues des États-Unis. Dragon Train fait un carton à Las Vegas, depuis quelques mois. En plus d'une scénographie dernier cri permettant au joueur de s'immerger dans l'univers du jeu, un système de bonus innovant pimente l'expérience. *« Je suis constamment à la recherche de nouveautés dans le monde entier,* souligne Marc Martin, directeur des jeux du Groupe Tranchant (16 casinos en France). *Les sorties sont présentées sur les salons professionnels, dont les plus grands sont à Las Vegas, à Macao, à Londres et à Barcelone demain. Il faut du feeling pour trouver les pépites. Pour Dragon Train, nous n'avons pas d'exclusivité, mais nous avons été les plus réactifs en France et en Europe. »*

Sûr de son coup, Marc Martin a déjà prévu d'installer quatre autres machines Dragon Train au casino de Valras-Plage (Hérault), à la mi-juin. On est loin de l'image des trois cerises, trois citrons ou trois bananes alignées, et c'est gagné ! Les rouleaux mécaniques des bandits manchots des débuts ont laissé place à des machines bourrées de technologies, bien plus variées. Les nostalgiques peuvent encore tenter leur chance en activant des bras articulés. Mais il suffit aujourd'hui d'appuyer sur un bouton pour espérer gagner le gros lot. Les jetons ont quasiment disparu. Les pièces aussi, mais pas les billets. De plus en plus, les joueurs ont droit à des cartes, qu'ils peuvent alimenter en argent dans les casinos. Et les premiers porte-monnaie électroniques apparaissent.

Dragon Link, Duo Fu Duo Cai, Buffalo… Il y en a pour tous les goûts. Le succès d'une marque tient souvent aux équipes qui vont concevoir la table de paiement de la machine et son design. Même les casinotiers en ont plein les yeux. *« Les machines à sous sont l'activité la plus rentable, à condition d'y mettre les moyens,* explique Fabrice Paire, président du directoire du Groupe Partouche (40 établissements). *Comme il y a énormément de nouveautés qui sortent, il faut savoir garder la tête froide. »* En trouvant le bon équilibre entre le niveau d'investissement et la satisfaction des clients, qui exige de se renouveler en permanence.

Le casino Barrière d'Enghien-les-Bains dispose à lui seul d'un parc de plus de 500 machines à sous. Insuffisant cependant pour fidéliser la clientèle et attirer de nouveaux joueurs. Reparti à l'offensive après le trou d'air du Covid, l'établissement ambitionne de porter à 600 appareils son parc machines à sous, d'ici à 2026. Un investissement important, chaque machine coûtant entre 25 000 et 40 000 euros. Et parfois plus. La direction n'a pas seulement budgété ces dépenses. Dans un secteur très réglementé, elle a demandé l'autorisation au ministère de l'Intérieur avant de voir plus grand. Fonctionnement, installation, maintenance… Les casinotiers doivent systématiquement en référer à leur ministère de tutelle. *« Le nombre de machines à sous autorisées est lié au nombre de jeux de table du casino,* explique Stéphane Piallat, commissaire général chef du service central des courses et jeux de la police judiciaire. *C'est assez rare que l'on refuse une demande d'extension. »* Les machines autorisées seront toutes contrôlées (en particulier la fréquence et le montant des jackpots). Elles seront ensuite soumises à des contrôles de sociétés de maintenance agréées par le ministre de l'Intérieur.



Aujourd'hui, on dénombre plus de 23 000 machines à sous dans l'Hexagone.

MARTIN ROCHE / OUEST-FRANCE / PH/PHOTOPQR/OUEST FRANCE/MAXPPP

### La mécanique de jeu s'est diversifiée

En tant que premier établissement de jeux de France, le casino Barrière d'Enghien-les-Bains est la vitrine du secteur. *« Nous sommes en quelque sorte un showroom pour les grands fabricants (en tête, les américains Light and Wonder et IGT, l'autrichien Novomatic et l'australien Aristocrat), qui nous proposent leurs meilleurs produits, en exclusivité pendant quelques mois »,* précise Jean-Charles Pitt, directeur général du casino Barrière d'Enghien-les-Bains. Le succès de ces derniers mois, c'est le tout nouveau concept Frankenstein, fabriqué par l'américain Light and Wonder. *« Nous avons installé ces machines au moment d'Halloween, dans le meilleur emplacement du casino, que nous appelons "la place du village",* poursuit le dirigeant. *Nous avons des machines qui s'adressent à tout type de joueurs : les gros comme les petits. Leur emplacement est décidé en fonction d'un "parcours client" qui évolue deux à trois fois par an. Ce qui lui saute aux yeux, c'est la nouveauté, et l'affichage des jackpots les plus élevés. »*

*« Depuis l'arrivée des machines vidéo dans les années 1990, l'offre n'a cessé de se moderniser, avec des écrans incurvés d'une excellente résolution »,* constate Jean-Charles Pitt. La mécanique de jeu s'est aussi diversifiée avec des machines de plus en plus ludiques, offrant des parties de bonus et une fréquence de jackpots plus importantes. *« La plupart des fabricants possèdent leur propre studio de conception de jeux, en plus de faire appel à des indépendants,* explique Olivier Maillet, directeur commercial chez Bally France, distributeur de Light and Wonder et Magic Dreams dans l'Hexagone. *Tous cherchent à prolonger l'expérience client avec des modèles plus excitants, mais toujours faciles à comprendre, et une grande qualité graphique, sonore et lumineuse. »*

Tous les casinotiers ont à leur disposition les mêmes produits. À eux de faire leurs calculs et de s'y retrouver dans cette jungle. *« Ils préfèrent les jeux les plus rentables, mais ils répondent aux attentes de leurs clients, qui veulent de plus en plus de jeux soumis à licence, comme Jin Ji Bao Xi (JJBX) ou Jewel of the Dragon »,* reconnaît Olivier Maillet. Les thèmes de films marchent depuis des années, comme *Zorro*, *Star Wars* et *Frankenstein* qui fait son retour. Même Netflix se lance dans la partie, d'ici à la fin de l'année, avec Squid Game. Une première pour la plateforme de streaming. *« Il y a aussi une volonté d'améliorer le confort des clients,* ajoute Romain Tranchant. *Certaines machines offrent des doubles sièges. Nous faisons aussi plus attention à l'espace entre les machines. Dans certains casinos, il nous est arrivé de réduire leur nombre. Paradoxalement, cela n'a pas pesé sur l'activité. »* ■

** Les prénoms ont été modifiés.*

# « Il y aura une sécurité comme je n'en ai jamais vu sur les JO »

**Gaëtan de Capèle** et **Claudia Cohen**

Olivier Ginon (GL Events) est invité de l'émission « Esprit d'entreprise » sur Le Figaro TV.



FIGARO TV ÎLE-DE-FRANCE

LE FIGARO TV Île-de-France
ESPRIT D'ENTREPRISE

Après de longs mois de crise en raison de la pandémie de Covid, l'événementiel a retrouvé son dynamisme. *« Certains prédisaient la disparition des grandes rencontres au profit d'événements virtuels… C'est loin d'être le cas »,* selon Olivier Ginon, PDG de GL Events, invité d'« Esprit d'entreprise », l'émission économique de la chaîne Le Figaro TV.

Pour GL Events – 1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires, dont 50 % à l'international– les Jeux olympiques de Paris 2024 sont le point d'orgue de l'année. *« C'est le plus gros contrat que l'on ait jamais eu en France »,* reconnaît Olivier Ginon. Le groupe se charge de 160 000 places en tribunes provisoires. *« On les construit en trois mois,* glisse le PDG. *Avec tout ce que le groupe a construit au fil des années, je n'ai jamais eu d'accidents de personnes qui tombaient d'une tribune, car elle était mal montée, et aucun accident du travail. »* GL Events s'occupe aussi des échafaudages qui portent écrans géants ou lumières… *« C'est plus de 800 kilomètres de câbles électriques ! »,* précise Olivier Ginon.

GL Events a-t-il connaissance d'un plan B pour la cérémonie des Jeux olympiques, évoqué par Emmanuel Macron ? *« Notre groupe n'a jamais travaillé, ou alors mes équipes le font sans me le dire, à un plan B de la manifestation… Ce que je peux dire est que nous montons deux énormes bases militaires pour l'armée et la police et qu'il y aura une sécurité comme je n'en ai jamais vu sur des JO dans d'autres pays »,* affirme-t-il.

### Autre bataille : le Stade de France

Toujours à Paris, Olivier Ginon espère toujours convaincre la ministre de la Culture et maire du 7e arrondissement, Rachida Dati, de maintenir le Grand Palais éphémère encore quelques années… *« Si on nous dit, le 17 septembre prochain, comme il est prévu, qu'il faut démonter, on le fera,* glisse Olivier Ginon. *Peut-être qu'on lui trouvera une autre place à Paris. »*

Autre bataille : le Stade de France. GL Events est candidat à sa gestion à partir de septembre 2025 face au consortium Vinci-Bouygues dans l'appel d'offres de l'État, qui devrait trancher fin 2024. Pour l'épauler dans les prochains mois, le PDG pourra en tout cas compter sur Nicolas de Tavernost, récemment nommé vice-président du conseil d'administration de GL Events. *« Il va travailler sur la stratégie, avec une question en tête : que faire de notre groupe ces vingt prochaines années ? »,* conclut Olivier Ginon. ■



## UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

# Vieillissement : les recettes du Japon

Nuits tokyoïtes, temples de Kyoto et cerisiers en fleurs… Le Japon fascine. En 2023, un peu plus de 25 millions de touristes étrangers ont visité l'archipel. Le pays n'en finit pas non plus d'inquiéter : entre sa dette monumentale et sa démographie en faillite, il semble voué aux gémonies. Depuis quinze ans, sa population décroît et les statisticiens ne voient poindre aucune amélioration à l'horizon. Selon les prévisions de l'Insee local, le nombre d'habitants, qui était de 126,2 millions en 2020, passera, immigration comprise, sous la barre des 100 millions en 2056 puis, en 2070, à 87 millions. *«Le Japon est le pays des fantômes»*, écrivait déjà, il y a cent ans, l'ambassadeur de France à Tokyo, Paul Claudel.

Malgré ce dépérissement, provoqué par un taux de natalité en berne depuis des années, les Japonais ne se sont convertis qu'avec la plus grande réticence à l'immigration. En 2023, le seuil des 2 millions de travailleurs immigrés, soit 12 % de plus qu'en 2022, a certes pour la première fois été dépassé. Mais ces flux, qui visent désormais tous les secteurs économiques, sont régulés drastiquement. Différentes classes de visa ont été créées, et seuls les chercheurs et ingénieurs ont le droit d'emménager avec leur famille. Ceux qui pourvoient des postes moins prestigieux sont invités à passer quelques années au Japon en célibataire.

Les vives polémiques en février dernier autour de l'élection au rang de Miss Japon de Carolina Shiino, jeune femme née de parents ukrainiens, ont encore illustré la sensibilité que revêtent au sein de la population ces questions d'identité nippone. Elle a d'ailleurs fini par renoncer à sa couronne après avoir reconnu entretenir une liaison avec un homme marié… Face à ces réticences culturelles, le Japon mise sur les robots. Ils ont par exemple envahi les Ehpad, sans que l'expérience ne soit pour l'instant vraiment concluante. Les investissements se poursuivent.

Les Japonais manquent en effet de bras, mais pas de financements, car d'innombrables employés, partout dans le monde, travaillent pour eux, du moins pour des entreprises nippones. Cela se voit dans la balance des paiements, un document comptable qui récapitule chaque année les transactions entre les résidents d'une économie et les non-résidents. L'année dernière, malgré un déficit commercial de 63 milliards de dollars, le Japon a affiché un excédent de sa balance des opérations courantes de 162 milliards de dollars, grâce aux dividendes et aux intérêts que les entreprises japonaises reçoivent de leurs filiales à l'étranger. L'excédent des revenus primaires, pour employer les termes officiels, a atteint le chiffre record de 228 milliards de dollars.

Le Japon bénéfice ainsi toujours de la salve d'acquisitions réalisées par ses entreprises dans les années 1990 après les accords du Plaza sur les taux de change, et la hausse du yen qui en avait résulté. À l'époque, les entreprises japonaises avaient profité de cet effet pouvoir d'achat pour réaliser quelques belles emplettes en Occident. Sony avait acheté les studios Columbia, Mitsubishi la majorité du Rockefeller Group… *«Les profits réalisés à l'étranger par les entreprises japonaises sont transformés en dividendes redistribués aux ménages»*, résume l'économiste Jean-Marc Daniel. Ces revenus du capital viennent compléter ceux du travail et les pensions des innombrables retraités.

> **« Les profits réalisés à l'étranger par les entreprises japonaises sont transformés en dividendes redistribués aux ménages »**
>
> **Jean-Marc Daniel**
> Économiste

Et la France ? Les termes de l'équation hexagonale ressemblent – dans des proportions nettement moins dramatiques – à ceux du Japon. Le pays souffre d'un recul de la natalité, et la solution d'un redressement démographique par une accélération de l'immigration est refusée par la population. Les fondamentaux économiques diffèrent en revanche. Paris peut aussi compter sur la forte présence internationale de ses plus grandes entreprises. En 2022, les revenus des actifs français à l'étranger ont même fait rentrer dans les caisses du pays 47 milliards d'euros. C'est un point fort de l'économie hexagonal.

Mais les ménages bénéficient peu des distributions de dividendes, car leur épargne n'est pas assez exposée aux actions des grandes entreprises. D'un point de vue macroéconomique, ces gains ne suffisent pas non plus à compenser le déficit du commerce extérieur et les intérêts de la dette publique payés à des investisseurs étrangers. Négative, la position extérieure de la France (la différence entre ce que l'on possède à l'étranger et ce que les étrangers possèdent en France) représentait ainsi en 2022 près d'un quart du produit intérieur brut (PIB), soit 630 milliards d'euros. Un déséquilibre qui dit quelque chose de la réalité de la souveraineté du pays. ■



## LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

# La France et l'Europe ne sont pas en mesure de développer une «économie de guerre»

L'intendance suivra ? La question se pose alors qu'Emmanuel Macron a brisé un tabou en autorisant l'Ukraine à utiliser des armes françaises pour cibler le territoire russe et que les Américains et les Allemands ont emboîté le pas, à la grande joie du président Zelensky.

Le chef de l'État avait été l'un des premiers à s'inquiéter de la nécessité d'avoir une *«économie de guerre»*. C'était en juin 2022, peu après sa réélection à l'Élysée, lors du salon Eurosatory qui réunit tous les deux ans à Villepinte (Seine-Saint-Denis) le gotha mondial des industriels de l'armement. Emmanuel Macron leur avait demandé *«d'aller plus vite»*. La France s'est mise en *«mode économie de guerre»*, a-t-il claironné en janvier 2024 lors de ses vœux aux forces armées.

De son côté Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, multiplie les injonctions pour que les industriels accélèrent les cadences, les menaçant au besoin de réquisitionner *«des personnels, des stocks ou des outils de production»*. Début avril, il a même fixé un objectif de production mensuelle de canons Caesar, qui devraient passer dans un avenir proche à douze exemplaires, alors qu'il n'en sortait des ateliers de Nexter KNDS France que deux par mois en 2022.

*«Sommes-nous en économie de guerre ?»*, s'interroge l'association L'Éco à venir, regroupant une quarantaine d'économistes, du secteur public et des entreprises privées, que préside Pierre-Olivier Beffy. La note publiée la semaine dernière portant à la fois sur la France et l'Europe est formelle : *«Non, nous n'en avons ni les capacités de production ni le financement.»* Ils citent à cet égard un chiffrage de l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine le 24 février 2022, l'Union européenne (UE) a certes accru de 100 milliards d'euros ses dépenses militaires (en un peu moins de deux ans). Mais ces achats d'armements se sont effectués pour 78 % d'entre eux en dehors de l'UE (dont 80 % aux États-Unis, 13 % en Corée du Sud, 3 % au Royaume-Uni et 3 % en Israël). Quant aux 22 % restants – les matériels produits dans l'UE – l'Allemagne s'est taillé la part du lion, un peu plus de la moitié (11,5 milliards d'euros), la Suède en fournissant 22 % et la France, 12 %.

L'Europe continentale n'est pas en mesure actuellement de produire elle-même les équipements militaires dont elle aurait besoin. Serait-elle à même de mobiliser ses forces productives et ses financements ? Au-delà de l'effet incantatoire que signifie l'expression rabâchée «économie de guerre», le meilleur moyen d'en saisir la portée est de se référer à la mobilisation décrétée par les États-Unis de 1941 à 1945 . Les experts de L'Éco à venir en rappellent les chiffres les plus saillants. Tout d'abord, des dépenses militaires considérables, qui ont représenté 45 % du PIB américain en 1944, alors que les autres dépenses publiques diminuaient de moitié, tombant à 7 % du PIB. C'est ensuite un effort de production exceptionnel, se traduisant notamment par un allongement de 5 heures hebdomadaires du temps de travail dans l'industrie manufacturière, avec en outre une augmentation de 40 % du travail des femmes. C'est enfin l'envolée des déficits publics à 25 % du PIB et un doublement de la dette à 120 % du PIB, malgré une augmentation de l'impôt sur le revenu à 8 % du PIB.

### Complexe militaro-industriel

Emmanuel Macron a-t-il ces données en tête quand il en appelle à «l'économie de guerre» ? Il nous le dira peut-être ce jeudi 6 juin lorsqu'il commémorera en grande pompe le 80e anniversaire du Débarquement sur les plages de Normandie en 1944, le résultat historique de la mobilisation de l'économie américaine. À titre de comparaison, la fabrication mensuelle d'armes et de munitions en France a augmenté de 13 % seulement sur les deux dernières années, observe Julien Pouget, l'un des meilleurs spécialistes de la conjoncture française (il en a dirigé le service à l'Insee jusqu'à l'an dernier).

Pour spectaculaire qu'il soit, l'exemple américain de la Seconde Guerre mondiale n'est sans doute pas transposable à notre époque où les activités de services occupent désormais partout une place ultraprépondérante. Même la Russie et l'Ukraine, les deux belligérants contraints de réaménager en profondeur leurs économies, affichent une mobilisation bien moindre que celle des États-Unis de 1941 à 1945. Selon des estimations de la Banque mondiale, l'économie ukrainienne consacre actuellement 37 % de ses ressources aux dépenses militaires et la Russie y affecte 7 % de son PIB.

Reste que les pays de l'Union européenne sont très loin de tels ratios. Seulement cinq d'entre eux (Grèce, Lituanie, Pologne, Croatie et Lettonie) consacrent plus de 2 % de leur PIB à la défense, comme l'exige en principe l'Otan à ses pays membres, alors que les États-Unis ont un budget militaire atteignant 3,4 % de leur propre PIB, par ailleurs le premier au monde. D'où la suprématie américaine écrasante : dans le classement annuel de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), les États-Unis arrivent très largement en tête, avec un montant de dépenses militaires de 916 milliards de dollars (en 2023), dépassant la totalité des budgets des neuf pays suivants réunis, dont la Chine.

Depuis l'attaque japonaise de Pearl Harbor (décembre 1941) qui avait précipité leur entrée dans la Seconde Guerre mondiale, les Américains n'ont eu de cesse de développer leur «complexe militaro-industriel». Le Defense Production Act adopté par le Congrès en 1950, au tout début de la guerre de Corée, permet à la Maison-Blanche de détecter les insuffisances de matériel et d'ordonner aux sociétés privées de répondre aux commandes publiques. Rien de tel au sein de l'UE où les États européens de l'Otan privilégient systématiquement les commandes à l'Oncle Sam ! Manque plus encore l'argent, le nerf de la guerre. D'où la proposition du commissaire français à Bruxelles Thierry Breton de créer un fonds de 100 milliards d'euros pour développer une défense européenne, restée pour le moment lettre morte. ■



**Des canons Caesar exposés au salon de la défense et de la sécurité Eurosatory, le 13 juin 2022, à Villepinte.** NATHAN LAINE/BLOOMBERG

## LIVRES & IDÉES

THOMAS ENGRAND

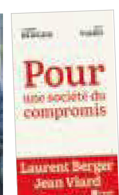
# De l'importance du compromis dans un monde toujours plus fracturé

*«En quittant la CFDT, j'ai dit que je ne serais pas candidat, mais je n'ai pas dit que j'allais m'enfermer dans un couvent»*, répond prestement Laurent Berger lorsque l'on s'étonne de voir son nom réapparaître dans l'actualité. Presque un an après avoir quitté ses fonctions à la tête du syndicat réformiste, auréolé du titre de premier opposant à Emmanuel Macron, l'homme revient avec un nouveau livre : *Pour une société du compromis* (Éditions de l'Aube).

L'ouvrage de 128 pages se présente comme un échange croisé entre lui et le sociologue Jean Viard. Le message : redonner la place qui doit être la sienne au dialogue et à la coconstruction dans une société toujours davantage tentée par les solutions radicales et les prises de décisions verticales. *La confrontation d'intérêts divergents, d'opinions différentes reste (…) absolument salutaire*, écrivent ainsi les auteurs.

L'occasion de passer en revue de nombreux sujets, comme le rôle de la société civile, de la démocratie représentative ou le rapport au travail pour montrer à quel point la France s'enferre dans un fonctionnement clivant et contre-productif. La classe politique en général est montrée du doigt pour sa propension à vouloir régler toutes les questions par une loi. Ne laissant plus de place à l'élaboration d'un accord mutuellement acceptable par tous les partis. Encore faut-il que le citoyen accepte de jouer un rôle plus important. *«Il faut assumer de dire : arrête de te plaindre, qu'est-ce que tu fais pour que cela avance ?»*, notent les auteurs.






**LAURENT BERGER ET JEAN VIARD**
**«POUR UNE SOCIÉTÉ DU COMPROMIS»**
Éditions de l'Aube, 128 pages, 14 €.



### Livre politique

L'actuel chef de l'État fait partie des cibles, même si la critique se veut nuancée. *«Un des paradoxes d'Emmanuel Macron est d'avoir incarné une ultraverticalité dans l'exercice du pouvoir et d'avoir ouvert des dispositifs de participation, de dialogue, de débat»*, écrivent les auteurs. Les relations difficiles, pendant des années, entre le président de la République et Laurent Berger sont ainsi rappelées – entre les lignes – au bon souvenir du lecteur…

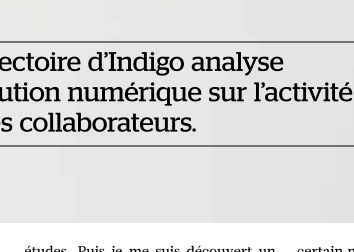
Plus surprenant, l'ex-leader syndical s'en prend également à la gauche. Celle-ci *«n'a jamais été travailliste»*, pointe Laurent Berger. *Pire, n'aimant pas les entreprises, elle a même fini par haïr le travail.»* Tout aussi inattendue, la charge de Jean Viard, cette fois, contre la dissolution du commun dans le «moi». *«L'individu "classique", stable, avec sa maison, son couple, sa famille, son travail et ses annuités de retraite, ne fera pas parler de lui dans le monde médiatique, où sont alors surreprésentés des minorités et des marginaux»*, grince le sociologue.

Le livre est évidemment politique, ce dont Laurent Berger ne se cache pas. *«Il appartient à chacun de faire de la politique»*, estime-t-il. Mais ceux qui espèrent voir enfin poindre une amorce de candidature en auront pour leurs frais. Aujourd'hui à la tête du centre d'expertise sur les questions climatiques et environnementales du Crédit mutuel, l'homme estime être à la place qu'il lui faut. Tout juste concède-t-il que ce livre est le premier d'une collection sur le sujet du compromis. *«L'idée est d'en sortir trois ou quatre par an avec différents auteurs sur différentes thématiques comme l'entreprise, le travail…»* ■

# Sébastien Fraisse : « Esprit start-up et forces traditionnelles doivent pouvoir coexister »

Frédéric de Monicault

**Le président du directoire d'Indigo analyse l'impact de la révolution numérique sur l'activité de l'entreprise et ses collaborateurs.**



Indigo gère le stationnement dans 500 villes dans le monde, dont 190 en France. L'entreprise, qui emploie 9700 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 840 millions d'euros en 2023. Propriété de Vinci à l'origine, le groupe de BTP l'a cédée en 2014. Le Crédit agricole assurances en est l'actionnaire de référence, au côté des fonds Vauban Infrastructure Partners et MR Infrastructure. Sébastien Fraisse en a pris les commandes en mars 2023.

**LE FIGARO. – Vous venez de finaliser l'acquisition de la société espagnole Parkia. Comment se déroule le processus d'intégration ?**
SÉBASTIEN FRAISSE. – Parkia est la plus grosse acquisition que nous ayons réalisée depuis au moins quinze ans. Elle nous permet de doubler de taille en Espagne. Dans ce contexte, l'engagement des équipes est fondamental pour réussir l'intégration. Parce que chaque pays a sa propre culture, nous nous appuyons sur nos équipes locales pour piloter la démarche et être les garants du respect de la culture locale.

**Votre développement coïncide avec l'essor du numérique. Comment impacte-t-il vos métiers ?**
Dès 2015, nous avons investi dans le domaine et mis en place une plateforme digitale : nous sentions qu'il ne fallait surtout pas rester statiques ou nous réfugier dans nos acquis. Depuis, nous proposons un parcours client toujours plus fluide et complet. Plus largement, c'est le stationnement lui-même qui change de rôle au sein de la ville. Chez Indigo, notre conviction, c'est justement que le stationnement « fait bouger la ville ».

**Êtes-vous obligé de recruter différemment ?**
Bien sûr, mais nous veillons à éviter un éventuel choc culturel : esprit start-up et forces traditionnelles doivent pouvoir coexister, avec des profils experts de la révolution digitale mais aussi des transformations urbaines. Parmi les nombreuses initiatives que nous prenons, figure l'installation massive de bornes de recharge électrique : avec 4000 points en France et l'objectif de 8000 d'ici 2025, nous sommes devenus un acteur de tout premier rang sur ce segment qui concrétise les transformations actuelles.

**La smart-city implique-t-elle une politique soutenue de formation interne ?**
La formation en interne est cruciale, et ce pour l'ensemble des métiers du groupe. Pour cela, nous nous appuyons à la fois sur un dispositif de formateurs internes, mais aussi de prestataires externes comme pour les nouvelles technologies, domaine pointu et en mouvement permanent.

**L'effort en faveur de la mobilité durable sur lequel vous insistez est-il un moyen d'attirer les jeunes diplômés ?**
Nous insistons auprès d'eux sur notre capacité à accompagner les villes qui veulent faire évoluer les équilibres des grands ensembles urbains, avec des aménagements plus vertueux. Ils sont très sensibles à cette philosophie et intéressés par ces enjeux et notre volonté d'œuvrer concrètement. Surtout, nous les écoutons. Quatre fois par an, je rencontre l'ensemble des nouveaux arrivants : je leur demande en priorité ce qui leur plaît, ce qui leur plaît moins, et comment ils voient l'entreprise dans dix ans.

*« Quatre fois par an, je rencontre les nouveaux arrivants : je leur demande en priorité ce qui leur plaît, ce qui leur plaît moins, et comment ils voient l'entreprise dans dix ans »,* **explique Sébastien Fraisse.**
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

**Et le côté « machine à cash » de certains opérateurs d'infrastructures est-il à même de décourager les vocations ?**
Je n'ai jamais eu la moindre remontée en ce sens chez Indigo. Je constate que la plupart des gens qui rejoignent le groupe y restent longtemps. Cette fidélité témoigne du fait que nos équipes se retrouvent dans les valeurs de l'entreprise.

**Après le ministère de l'Équipement, vous avez effectué une grande partie de votre carrière chez Vinci. Qu'est-ce qui a guidé vos choix ?**
Les infrastructures sont un secteur passionnant que j'ai découvert lors de mes études. Puis je me suis découvert un autre intérêt au cours de mes premiers postes pour le management d'équipes, chose que l'on n'apprend pas à l'école. Ce sont ces deux pôles qui ont guidé ma carrière et mes choix. Au cours de ma carrière, il m'est arrivé d'exercer des fonctions transversales, où la dimension conseil prédomine. Je préfère largement l'animation des équipes et l'action opérationnelle.

**Depuis 2015, Indigo appartient à un groupe d'investisseurs. Comment passe-t-on d'une filiale d'un grand groupe comme Vinci à une société indépendante ?**
Le changement est important. Dans la filiale d'un grand groupe, on passe parfois un peu sous les radars et un certain nombre de fonctions sont réalisées par le groupe. Dans une entreprise indépendante, on doit tout faire soi-même. On est en première ligne pour prendre les décisions, et les assumer. Ce cap s'est franchi dans la sérénité, relayé par nos bons résultats, notre vision stratégique claire et la confiance et la bienveillance de nos nouveaux actionnaires.

**Vous avez travaillé plusieurs années avec votre prédécesseur, Serge Clemente. Votre action s'inscrit-elle, ou pas, dans la continuité ?**
Celui qui, à peine assis dans le fauteuil du patron, dit qu'il va faire table rase du passé alors qu'il a contribué pendant dix ans à la stratégie et son déploiement aurait tout faux et n'aurait plus aucune crédibilité. Les dix années passées aux côtés de Serge Clemente ont été très formatrices. En me nommant, les actionnaires ont de fait privilégié une certaine continuité. En parallèle, l'acquisition de Parkia me permet d'imprimer ma propre marque. De même, j'ai souhaité l'accélération dans le digital ou encore une attention soutenue sur la reconversion de plusieurs sites pour le déploiement d'activités nouvelles dans nos parcs, au service des transformations urbaines.

**Votre comité exécutif compte cinq hommes et une femme. La proportion est-elle la même dans le reste de l'entreprise ?**
Nous avons un déficit à combler en termes de féminisation, notamment en nos fonctions managériales. Nous nous y employons, avec des objectifs précis à la clé. L'Espagne est un bon modèle, avec 55 % de femmes dans le secteur. Par ailleurs, les femmes sont un indicateur d'excellence dans notre activité : si un parking ne répond pas à des critères exigeants, les femmes ne s'y aventurent pas. ■

## CONFIDENCES

**QUELLES QUALITÉS PRIVILÉGIEZ-VOUS CHEZ UN COLLABORATEUR ?**
La franchise, l'audace, la pugnacité.

**QUEL MOMENT PRÉFÉREZ-VOUS DANS VOTRE ACTIVITÉ DE DIRIGEANT ?**
Les succès commerciaux, à partager en équipe.

**QUEL EST VOTRE SPORTIF PRÉFÉRÉ ?**
Roger Federer, pour la qualité du geste, la force du mental et l'image qu'il dégage.

LE TALK Décideurs
**Retrouvez, du lundi au vendredi, LE « TALK DÉCIDEURS ».**
**Aujourd'hui :**
Frédéric Clément-Grandcourt, DG de la division briquets de Bic
**En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs**

## UNE HEURE DANS LE BUREAU DE...

PAR QUENTIN PÉRINEL

# Frédéric Duval : « Tout le monde sur un pied d'égalité »

Le bâtiment de 22000 m², non loin de la mairie Clichy (Hauts-de-Seine), ne passe pas inaperçu. Le siège français du géant Amazon se veut comme un *« trait d'union entre la culture française et la culture d'entreprise »*, précise Frédéric Duval, DG d'Amazon France. D'où le choix de cette immense structure de style Eiffel, bâtie entre 1908 et 1910, par la société Printemps – qui en fait ses entrepôts. Les vitraux de la coupole du Printemps, boulevard Haussmann (Paris 8e), y furent d'ailleurs entreposés pendant la Seconde Guerre mondiale. Le bâtiment a également accueilli Fnac Darty. Il y a dix ans, Amazon y a installé une partie de ses équipes parisiennes – soit un millier de personnes.

*« Vous pouvez mettre votre badge »*, nous conseille-t-on à l'accueil. Une suggestion toute théorique. Chaque collaborateur le porte. La couleur du cordon correspond à l'ancienneté. Bleu pour les jeunes recrues. Puis jaune. Violet – à l'instar de celui de Frédéric Duval – pour ceux qui ont plus de quinze ans d'ancienneté. Enfin, le « silver », réservé aux collaborateurs présents depuis plus de vingt ans. L'équivalent de la ceinture noire des judokas, si l'on veut. Ou de la carte American Express Platinum.


**Frédéric Duval est directeur général d'Amazon France depuis 2015.**
PAUL DELORT/LE FIGARO

Frédéric Duval connait par cœur Amazon et sa culture : il faisait partie de l'équipe de départ, en 2006. Il rejoint Amazon par hasard. Chez son ex-employeur de l'époque, le business n'est pas un long fleuve tranquille. Le dirigeant sait qu'il devra partir. *« Lors d'un barbecue, un ami me souffle qu'un de ses amis cherche un responsable financier, pour une aventure prometteuse dans une petite boite*, raconte-t-il. *J'y suis allé. »* Frédéric Duval n'en est jamais reparti. À l'époque, les bureaux se situent dans un appartement dans le quartier de la porte Maillot, à Paris. Puis, déménagement sur le boulevard Pereire, avant de rejoindre l'actuel siège de Clichy.

### Culture d'entreprise

Frédéric Duval y occupe un bureau individuel très modeste, au 4e étage. Les murs sont tapissés de tableaux, sur lesquels sont collées des dizaines de photographies « corporate », agrémentées de quelques Post-it. Sur une étagère, un petit pot de miel Amazon, et une photographie bretonnante avec quelques petits bateaux à moteur, dont le sien. Dans un autre coin de la pièce, un dessin de son fils, encadré.

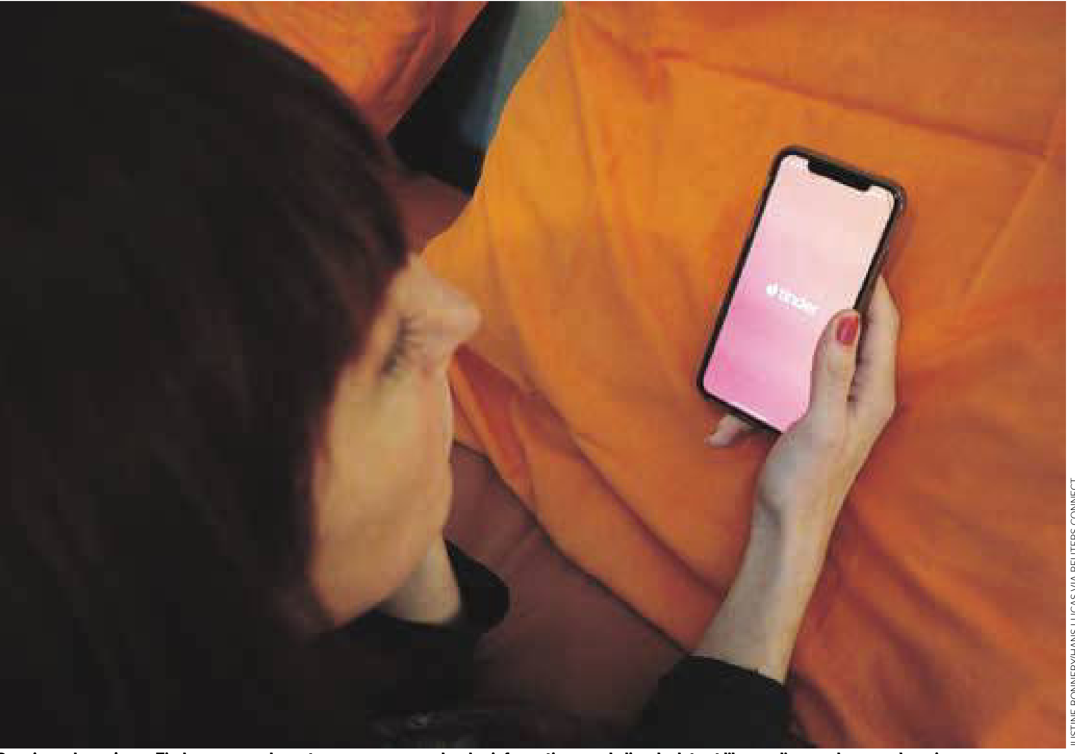
Le dirigeant nous emmène – dans un parcours labyrinthique – jusqu'à une pièce symbolique, qui fait figure de « master piece » : la « Rotonde », une pièce immense avec mezzanine, plantes vertes et vitrail majestueux. Des réunions et événements y sont organisés. Dans un coin de la pièce, une kitchenette. *« Nos bureaux comptent une vingtaine de kitchenettes*, précise Frédéric Duval. *Ici, les collaborateurs déjeunent ensemble, cela fait partie de notre culture. »*

Chaque salle de réunion porte le nom d'une personnalité de la culture française, de l'écrivain Gustave Flaubert à l'athlète Marie-José Pérec. Une salle de sieste gigantesque et ses sofas confortables incitent à piquer un petit roupillon. Une « no working zone » avec ses jeux d'arcades invite à se défouler. La salle de sport est digne d'un Club Med Gym. Les salariés d'Amazon, en termes d'espaces et de qualité de vie au travail, sont chouchoutés.

En parcourant les étages, Frédéric Duval évoque une culture d'entreprise qu'il connaît par cœur. Le Gafa est adepte d'un principe de management singulier : le « no prez' ». Partout dans le monde, les Power Point sont bannis des réunions. Elles commencent toutes de la même manière : par une lecture silencieuse – et de concert – d'un mémo rédigé par l'organisateur de la réunion. *« Chacun découvre ce mémo en début de réunion et le lit en même temps*, glisse Frédéric Duval. *Cela met tout le monde sur un pied d'égalité. »* Cela donnerait presque envie de faire une réunion. ■

Keren Lentschner

**Les géants du secteur peinent à s'adapter aux nouvelles attentes de la génération Z. Le marché est en pleine mutation.**




JUSTINE BONNERY/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Depuis quelques jours, Tinder propose de partager avec ses proches les informations sur le lieu, la date et l'heure d'un rendez-vous à venir.

# Tinder, Bumble, Meetic… Le grand blues des applications de rencontre

Les applications de rencontre ont moins la cote auprès des jeunes. Après avoir redéfini les règles de la romance, Tinder, Bumble, Meetic… se retrouvent souvent ringardisés par la génération Z, les jeunes nés au tournant du XXIe siècle. « Dating fatigue » : l'expression est sur toutes les lèvres pour expliquer le retournement du marché. Lassés par des applis de rencontre jugées addictives, des utilisateurs décident de les supprimer de leur smartphone et de s'en remettre de nouveau aux hasards de la vie. Fin février, le groupe Match (Tinder, Meetic, Hinge…) était poursuivi en justice à San Francisco par six Américains accusant son modèle commercial d'être *« prédateur »*. Tout est fait pour *« éroder la capacité de l'utilisateur à décrocher »*, explique la plainte. En France, ils seraient 44 % d'« insatisfaits », selon un sondage réalisé à l'automne dernier pour *Le Point*.

Plus globalement, on assiste à une évolution des comportements, une *« transformation culturelle »*, particulièrement marquée au sein de la génération Z, selon Faye Iosotaluno, PDG de Tinder. *« Nous avons été conditionnés à tout avoir de façon instantanée*, explique-t-elle, de passage à Paris à l'occasion de VivaTech. *Vous pouvez commander une pizza ou une voiture en quelques clics sur votre téléphone et être livré en quelques minutes. Vous pouvez regarder 15 heures de vidéo en streaming sans avoir de publicité. Cela crée une attente des utilisateurs qui veulent trouver aussi facilement et rapidement le parfait candidat. Or c'est plus compliqué que de se faire livrer un produit à domicile ! »* En outre, le Covid est passé par là, poussant des millions de personnes, isolées par les confinements successifs, sur leurs applications. *« Le côté naturel d'une rencontre ou d'une interaction sociale avait disparu*, poursuit Faye Iosotaluno. *Les gens se sont plongés dans le virtuel pour retrouver ça. Mais les relations étaient moins profondes. »* Or l'envie d'authenticité et de retour à la vie réelle a désormais pris le pas. À cela s'ajoute la concurrence croissante des réseaux sociaux, devenus le premier moyen pour les jeunes d'interagir et de se draguer sans avoir besoin de se créer un profil ni d'afficher leurs intentions. *« Ils n'ont pas forcément envie de dire qu'ils sont à la recherche de quelqu'un et préfèrent sortir de l'espace dédié où ils sont estampillés "célibataires" »*, ajoute Jessica Pidoux, chercheuse en sociologie à l'université de Neuchâtel (Suisse). *« Certains ne veulent pas commencer par un "date" classique, ils préfèrent rencontrer des personnes de façon plus informelle, juste à travers une simple conversation*, ajoute Lidiane Jones, qui a pris en début d'année les rênes du groupe Bumble, numéro deux du marché. *Les intentions peuvent aussi évoluer avec le temps. La recherche ne peut plus être figée comme avant. »*

En cause, aussi, les problèmes de sécurité et les comportements déplacés qui ont fait fuir certaines utilisatrices. Depuis quelques jours, Tinder propose ainsi de partager avec ses proches les informations sur le lieu, la date et l'heure d'un rendez-vous à venir. *« La plupart de ces plateformes n'étant pas soumises au règlement sur les services numériques (DSA), on manque aujourd'hui d'outils pour auditer ces applis et la façon dont elles conçoivent leurs modèles »*, constate Jessica Pidoux, qui regrette le manque de moyens affectés à la modération de contenu.

Enfin, la lassitude s'explique aussi par le caractère répétitif de l'exercice et la quantité des profils à évaluer. D'autant que la plupart des utilisateurs sont inscrits sur plusieurs applications. Inventé par Tinder en 2012, le « swipe », qui consiste à balayer l'écran pour éliminer ou faire apparaître de nouveaux profils, a perdu de sa superbe.

Conséquence, les champions du secteur comme Tinder ou Bumble – qui laisse aux femmes l'initiative de la conversation – sont sous pression, confrontés à la baisse du nombre de leurs utilisateurs mensuels. Chez Tinder, le numéro un du secteur, dont la moitié des utilisateurs appartient à la génération Z, la dégringolade a démarré en 2021 (56 millions d'utilisateurs mensuels au premier trimestre 2024, contre près de 75 millions en 2021, selon le cabinet Sensor Tower). Cela se traduit aussi par une baisse du nombre de téléchargements (– 6 % au premier trimestre 2024) pour le troisième trimestre consécutif. Chez Bumble (environ 20 millions d'utilisateurs mensuels), l'érosion du nombre d'utilisateurs mensuels se poursuit depuis un an. En pleine réorganisation, le groupe a dû se séparer en février de 30 % de ses effectifs afin de changer de cap.

> **« Le côté naturel d'une rencontre ou d'une interaction sociale avait disparu. Les gens se sont plongés dans le virtuel pour retrouver ça. Mais les relations étaient moins profondes »**
>
> **Faye Iosotaluno**
> PDG de Tinder

Ce ralentissement se traduit par une sanction des marchés. Depuis son introduction en Bourse il y a trois ans, la capitalisation boursière du groupe Bumble (Fruitz, Badoo…) a fondu de plus de 80 %, à 1,5 milliard de dollars. Même sort réservé à son grand rival, Match Group, qui détient pas loin de 60 % du marché de la rencontre en ligne. Sa valorisation a atteint son niveau historique le plus bas, à 8 milliards de dollars, bien loin de ses 50 milliards de dollars record d'octobre 2021. Une situation qui a suscité la convoitise du fonds activiste Elliott, entré au capital en janvier. Une crise de la maturité, en quelque sorte, pour ces poids lourds, une dizaine d'années après le décollage du marché. Ou un retour à la normale, selon certains experts, après les sommets atteints pendant la pandémie.

Pour contrer cette baisse de régime, ces applis ont augmenté leurs prix et mis l'accélérateur sur la monétisation de leur offre qui patine aussi. La majorité est basée sur un modèle « freemium » : la plupart des inscrits les utilisent gratuitement et souscrivent à des services payants (abonnement ou paiement à l'acte) pour obtenir des fonctionnalités supplémentaires. Or les utilisateurs, en particulier les moins de 30 ans, sont plus frileux à sortir leur portefeuille. Chez Tinder, le nombre d'utilisateurs payants a chuté de 6 % au dernier trimestre mais les revenus par « payeur » ont augmenté de 16 %. Bumble, lui, a vu une croissance de 15 % du nombre de ses utilisateurs payants. Pour doper ses revenus, Tinder vient de lancer « Select », un abonnement haut de gamme à 500 dollars par mois, réservé à 1 % de ses membres. Il leur permet d'envoyer des messages privés même sans se « liker » et d'accéder aux profils les plus populaires.

Au-delà de la monétisation, c'est l'expérience des utilisateurs dans son ensemble qui doit être repensée pour satisfaire leurs nouvelles attentes. *« Pendant longtemps, il y a eu peu d'évolution. L'expérience du "swipe" ou la création de profils sont, à quelques changements mineurs près, restés les mêmes »*, constate Lidiane Jones. Tinder puis Bumble ont ainsi remodelé leur application. Bumble s'est efforcé de faciliter la création d'un profil. Surtout, l'appli permet désormais aux hommes d'initier le premier pas sous certaines conditions. Les femmes, elles, pourront aussi désormais poser une question à leurs « matchs », une autre façon d'engager la relation. Partout, on observe cette volonté de s'éloigner d'une approche quantitative du dating. Match Group a racheté il y a trois ans Hinge, qui privilégie les relations à long terme. Lancée l'an passé en France, cette application – *« destinée à être supprimée »* de votre smartphone, promet-elle – fait désormais partie du trio de tête avec Bumble et Tinder. Sur Hinge, qui s'appuie sur des questions assez poussées (*« ce qui est non négociable pour moi, c'est… », « la chose la plus spontanée que j'aie jamais faite »*) pour proposer les meilleurs profils, on like (8 maximum par jour) plutôt qu'on swipe. Match Group a aussi lancé Even, destiné aux parents célibataires.

Des entreprises plus récentes ont profité de cette « dating fatigue » pour monter en puissance avec une offre alternative. Lancé il y a dix ans, le français Happn – qui revendique à date 155 millions d'utilisateurs dans une vingtaine de pays – déploie actuellement « Crushpoints », une fonctionnalité qui permet d'ajouter à son profil ses lieux favoris. *« Cela multiplie les opportunités de rencontres et offre la possibilité de se retrouver ailleurs que dans des bars ou restaurants*, détaille Karima Ben Abdelmalek, PDG de Happn. *Nous sommes aujourd'hui à un tournant pour les applis, qui doivent répondre aux nouveaux besoins des utilisateurs en proposant des rencontres plus qualitatives et accessibles. »* Pour s'adapter aux contraintes de pouvoir d'achat de la génération Z, il a lancé l'an passé un abonnement hebdomadaire. Partout, le « slow dating » – qui est ainsi le créneau du marseillais Waiter – est devenu le maître mot. *« La Gen Z n'a plus envie d'être sur les mêmes applis de rencontre que ses aînés »*, lâche Daniel Cheaib, à la tête de Feels. Lancée il y a cinq ans, cette appli française qui s'inspire de TikTok propose aux utilisateurs d'interagir par de courtes vidéos qui parlent d'eux ou de leurs hobbies. Très active dans les festivals, elle vient de lancer les Feels Show, qui mettent en scène des DJ ou des youtubeurs deux fois par mois. Une autre fonctionnalité lancée à l'été permettra aux utilisateurs de partager une musique ou un look afin de susciter les échanges. *« L'idée est de ne pas cantonner l'interaction au profil de l'autre mais d'interagir autour de centres d'intérêt communs »*, explique le PDG de Feels, qui compte 4 millions de téléchargements entre la France et l'Allemagne.

> **« L'IA peut nous aider à suivre les envies des utilisateurs et à répondre au mieux à leurs attentes, en leur faisant moins de recommandations de profils mais de meilleure qualité »**
>
> **Lidiane Jones**
> PDG de Bumble

Des petits acteurs espèrent aussi percer en optant pour un positionnement de niche axé sur les passions, la religion… En France, Twelv vient ainsi d'être lancé autour de l'astrologie. *« Nous avions des demandes régulières, lors de nos consultations, de clients curieux de connaître leur compatibilité avec les personnes qu'ils rencontraient*, raconte l'astrologue Zoé Lafont, cofondatrice de Twelv, qui compte 40 000 téléchargements depuis février. *Notre appli permet aux utilisateurs, grâce à un algorithme élaboré à partir de nos connaissances et avec des data scientists, de connaître leurs scores de compatibilité. Cela peut les aider à faire des rencontres qui aient du sens. »* De nombreuses applis qui permettent de se rencontrer dans la vraie vie ont également vu le jour. C'est le cas de Thursday, qui organise le jeudi des rencontres pour les célibataires dans des bars. Pour participer à ces événements qui ont lieu dans 60 villes, les intéressés doivent acheter un billet. Même principe avec Timeleft, qui propose de participer à des dîners dans 80 villes d'Europe et des Amériques le mercredi avec cinq inconnus. Les convives sont sélectionnés grâce à l'algorithme de l'appli après un rapide questionnaire de personnalité. Il est possible ensuite de noter les participants et de poursuivre l'échange via le chat. Même l'un des pionniers du marché, Meetic, racheté en 2011 par Match Group, a investi ce créneau.

S'il est en pleine mutation, le marché mondial du dating – qui est estimé à 7 milliards d'euros, selon le cabinet Statista – reste en croissance (autour de 6 % par an). En France, la fréquentation des applis de rencontre a ainsi bondi de 9 % l'an passé, selon Médiamétrie. *« Les acteurs existant ne détiennent qu'une part infime du marché, qui compte 2 milliards de célibataires dans le monde. C'est le moment de continuer à innover pour satisfaire leurs attentes »*, affirme Lidiane Jones. En matière d'innovation, l'attention se porte désormais sur l'apport de l'intelligence artificielle (IA). *« Utiliser l'IA comme un facilitateur dans la recherche du bon candidat sera clé »*, estime Faye Iosotaluno. Tinder lancera prochainement une fonctionnalité à base d'IA qui permettra de choisir les meilleures photos présentes sur l'appareil pour créer son profil. *« Les attentes des utilisateurs peuvent évoluer très vite*, ajoute Lidiane Jones. *L'IA peut nous aider à suivre leurs envies et à répondre au mieux à leurs attentes, en leur faisant moins de recommandations de profils mais de meilleure qualité. »* L'IA devrait aussi aider les applis à accélérer en matière de sécurité. En décembre 2023, Bumble a lancé une fonctionnalité qui permet de repérer les faux profils. Tinder utilise aussi l'IA pour vérifier l'authenticité de photos ou de vidéos. La mue du secteur ne fait que commencer. ■

LE FIGARO et vous



Mango

## STYLE

LE PANTALON CAPRI, DE BRIGITTE BARDOT À LA GÉNÉRATION RÉSEAUX SOCIAUX

PAGE 31



## PHOTO

À LONDRES, ELTON JOHN EXPOSE SA COLLECTION DE CLICHÉS AU VICTORIA AND ALBERT MUSEUM

PAGE 33



# Citroën C3 : un lancement sous tension

En dépit de la campagne de rappel de modèles d'anciennes générations, la marque aux chevrons entame la commercialisation de sa nouvelle version.

PAGE 30

MANGO; EVE ARNOLD/MAGNUM PHOTOS; ADRIEN CORTESI

# Au Rond-Point, les clowns font la paire

**Ariane Bavelier**

Danny Ronaldo et son fils Pepijn donnent un spectacle réjouissant et émouvant sur le passage des générations.

Un clown, vu de l'intérieur. Quand le public entre, Danny Ronaldo prend son bain. Derrière lui sèche du linge, chapiteau domestique de draps, chaussettes, culottes, suspendus à des cordes. Il pourrait rester des heures à se baigner. Il écoute sur un magnéto à bandes la musique des numéros qui ont fait sa gloire et repasse en boucle les applaudissements, en se contentant de mimer à deux doigts ses exploits devant le public du Rond-Point qui rigole en douce. De temps en temps, il extirpe paresseusement des eaux aussi bien ses grands pieds, que sa vaisselle ou sa lessive.

Balade dans les souvenirs d'un vieux cabotin que l'arrivée de Pepijn Ronaldo, fils de Danny, interrompt. Les Ronaldo perpétuent un cirque familial né en Belgique en 1842. Six ou sept générations de circassiens jusqu'à Danny, et la naissance de la suivante stigmatisée par ce retour de Pepijn à la maison. Il revient de l'école de cirque avec, dans sa valise, en cadeau pour son père, un ballon rouge qui ne vole plus très bien, et trois chapeaux qui augurent d'une spécialité de jonglage. Même nez, même silhouette : hormis la tignasse et les années, ces deux-là se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

Le débarquement de Pepijn permet d'entrer un pas plus loin à l'intérieur du clown : dans son intimité, non plus de sa demeure et de son art de vivre, mais de son ego.

« *Improvise!* », commande Danny à Pepijn. « *Déjà vu!* », commente-t-il à ce que Pepijn lui montre, avec cette exigence que chante Maxime Le Forestier dans *Saltimbanque*. Qu'est-ce qu'un père transmet de son art à son fils? Quand cède-t-il devant l'évidence de la relève? Qu'est-ce qu'il abandonne de lui-même pour laisser la place à son fils? Comment jouent-ils ensemble et à quoi? Et comment ce fils s'arrange-t-il pour que son père ne se sente pas trop diminué par les numéros qu'il ne réussit plus?

### En funambule

La partie qui se joue entre ces deux-là est d'une délicatesse qui met les larmes aux yeux. Celles du rire et celles de l'émotion. Voilà le spectateur en funambule dont le cœur chavire entre exploits, vertiges, surenchère, complicité, rivalité, subits retours de flamme, et la musique qui lie au violon, au piano, aux cuivres, le grand splash d'un corps qui s'étale dans une baignoire.

« *Sono io?* », « est-ce moi? » , se demande Danny en regardant son fils. « *Sono io?* », se répète-t-il lorsqu'il rate. « *Sono io?* », demande Pepijn lorsqu'il tient la scène. Aucune faute de goût dans ce duo, mais l'écho, au plus tendre et au plus juste, de la relation d'un père et de son fils, et de la fuite du temps. Du grand art de clown. ■

**« Sono Io? », jusqu'au 16 juin au Théâtre du Rond-Point (Paris 8e).**

Sylvain Reisser

**Au moment d'embrasser une carrière de voiture populaire, le modèle le plus vendu de l'histoire des chevrons doit affronter une crise liée à des airbags défectueux.**



# Citroën C3, un numéro de charme imposé

ADRIEN CORTESI

La firme aux chevrons s'en serait bien passée. C'est dans le contexte d'une campagne de rappel massive portant sur des airbags Takata défectueux, qui équipent ses C3 et DS3 produits entre 2009 et 2019, que débute la campagne de lancement de la quatrième génération de la C3 *(voir encadré)*. Une affaire qui vient brouiller les cartes et percuter la stratégie du constructeur. Déclinée en thermique et électrique, cette nouvelle voiture est attendue comme le messie. Elle symbolise le visage d'une marque qui a été obligée de se réinventer pour incarner l'entrée de gamme du groupe Stellantis. Moins de modèles mais aussi moins de diversité sont le nouveau credo d'un constructeur qui suit l'exemple de Dacia avec la promesse de proposer des modèles populaires au juste prix.

Modèle essentiel pour Citroën, la C3 s'est déjà écoulée à 5,6 millions d'unités en vingt-deux ans. Sans faire de bruit, le record de la 2 CV est battu. Avec ce nouveau modèle renouant avec le logo ovale originel sur sa calandre, les chevrons recyclent d'une certaine manière leur idée de voiture essentielle présentée il y a dix-huit ans autour du C-Cactus. Ce concept, qui avait fait couler beaucoup d'encre, se débarrassait du superflu pour ne retenir que l'indispensable. L'essai n'avait pas dépassé le stade des intentions. Les consommateurs n'étaient pas prêts à renoncer à certaines prestations.

Comment tirer les tarifs vers le bas sans proposer une voiture au rabais ? La recette, Citroën semble l'avoir trouvée avec la nouvelle C3. À partir d'une plateforme dédiée aux modèles des marchés émergents, mais largement remaniée ; une production dans l'usine Stellantis de Trnava, en Slovaquie, sur la même ligne que la prochaine C3 Aircross et l'Opel Frontera, avec 30 % de pièces en moins à assembler et des prestations sans superflu, les chevrons ont réussi à tirer les tarifs, pour débuter à 14 990 euros en version thermique et à 19 990 euros en électrique.

Le changement de génération s'accompagne d'une révolution sur le plan esthétique. La nouvelle C3 abandonne la silhouette basse et les rondeurs des modèles précédents pour les codes de SUV et des lignes plus carrées, au profit de l'impression de robustesse. La longueur passe désormais la barre des 4 mètres, soit 19 mm de plus que l'actuelle C3, tandis que la hauteur est semblable à celle d'un Captur (1,57 m). Ces formes modernes s'inspirent largement du concept Oli présenté en 2022. Par rapport au modèle actuel, l'intérieur change également radicalement. Le souci de simplification et d'économie trouve sa traduction dans une planche de bord à deux niveaux. La partie supérieure à la base du pare-brise prend la forme d'un bac profond qui pourrait être un nid à poussière. Le côté gauche, face au conducteur, loge un écran digital rassemblant les informations essentielles à la conduite.

La lecture, au-dessus de l'inédit petit volant ovale à double méplat, est parfaite. La partie inférieure de la planche, revêtue d'un textile au toucher trop rêche, est prévue pour placer des objets. Elle n'est pas suffisamment incurvée pour les retenir et, au premier virage, tout risque de valdinguer. Deux finitions seulement – You et Max – sont proposées. La suspension à double butées hydrauliques est de série, le compte-tours a disparu et la marche est haute pour passer au niveau supérieur : 4 210 € et 4 500 € respectivement pour les versions thermique et électrique. Avec Max, on accède au meilleur de la C3 : carrosserie biton (toit blanc ou noir), jantes en alliage de 17 pouces, quatre vitres électriques, climatisation automatique, écran tactile 10,25 pouces au lieu d'une station d'accueil permettant de connecter son smartphone à une application, sièges confort à motif « tablette de chocolat », siège conducteur réglable en hauteur, essuie-glace automatique, rétroviseurs dégivrants et rabattables, caméra de recul, chargeur à induction. Il manque à notre sens une finition intermédiaire. Les prix serrés passent par une qualité perçue et des matériaux inférieurs au modèle actuel.



**La nouvelle Citroën C3 *(en haut)* adopte une ligne plus carrée que le modèle précédent et une planche de bord dictée par la simplification et les économies.**

Dès l'installation à bord, l'influence du SUV se manifeste à travers une position de conduite rehaussée de près de 70 mm par rapport à la C3 actuelle. Première version essayée, la ë-C3 à batterie de 44 kWh (43,7 kWh nets) réserve les sensations propres à ce type de véhicule : silence de fonctionnement et absence de vibrations. Avec une puissance de 113 ch et un couple de 120 Nm, le conducteur n'a rien de trop sous le pied droit. Les 100 km/h sont atteints en 10,4 secondes. Les dépassements doivent être anticipés. Ce modèle se destine vraiment au cabotage et à un usage urbain. Dans ces situations, la direction manque vraiment de rappel et sur la route, elle mériterait plus de consistance. Selon les ingénieurs de la marque, c'est un parti pris qui s'inscrit dans la continuité du typage confort de la C3.

### Vivacité du modèle thermique

Dans ce domaine, le résultat ne s'avère pas aussi spectaculaire qu'attendu et l'on aurait apprécié une tenue de caisse et une insonorisation supérieures. Bon point par contre côté consommation, avec la confirmation des valeurs annoncées par Citroën. Tenir les 17,1 kWh/100 km, ce qui correspond à une autonomie de 326 km, est envisageable. La batterie LFP se recharge à 80 % en 26 minutes sur une borne rapide grâce à un pic de puissance de 100 kW. Sur une wallbox 11 kW, il faudra compter 3 heures 50.

Changement de décor avec la motorisation 3-cylindres 100 chevaux et 205 Nm dotée désormais d'une chaîne de distribution et associée à une boîte de vitesses 6 rapports particulièrement précise et douce à manier. Le poids plume, à peine 1 151 kilos, soit 300 kg de moins que l'électrique, s'illustre par une absence d'inertie et une certaine vivacité. Celui qui fait le choix du thermique ne sera pas déçu. L'agrément est bien présent. On se surprend même à rouler à faible allure sur les rapports supérieurs, presque au régime de ralenti. La consommation ne dépasse guère les 5,6 l/100 km, ce qui correspond à des émissions de $CO_2$ de 126 g/km et un malus de 230 euros. L'an prochain, la gamme va s'enrichir d'une version hybride 1,2 l 48V 100 ch équipée d'une boîte auto et de l'électrique d'entrée de gamme à 19 990 euros et batterie LFP de 33 kWh (200 km d'autonomie).

Même si elle rompt avec l'innovation qui caractérisait si bien Citroën, la nouvelle C3 saura séduire une large frange d'automobilistes. Elle est la première d'une nouvelle génération de véhicules à démocratiser l'électrique et plus largement à emboîter le pas de Dacia, sans renoncer à des prestations répondant aux critères européens. ■

## Une série d'airbags défectueux

**Dans l'automobile, les campagnes de rappel pour défaut d'un équipement sont monnaie courante. Tous les constructeurs sont concernés un jour ou l'autre. Ce n'est pas une première pour l'équipementier japonais Takata, aujourd'hui disparu, mais ses airbags sont sur la sellette avec des enquêtes ouvertes pour cinq accidents mortels, probablement liés à des explosions de coussins gonflables, dont trois sur des Citroën C3. En application du principe de précaution, la marque française a demandé dès le 17 mai aux quelque 500 000 possesseurs des modèles incriminés d'arrêter immédiatement de conduire et de prendre contact avec ses services. Citroën a expliqué que les airbags pouvaient se détériorer au fil du temps, en particulier lorsqu'ils sont exposés à des conditions climatiques chaudes et humides. S.R.**

## Sous le capot

| Moteurs | |
|---|---|
| Type | Thermique/Électrique |
| Puissance | 100/113 ch |
| Couple | 205/120 Nm |
| **Transmission** | |
| Type | Traction |
| Boîte | manuelle 6 vit./1 rapport avec réducteur |
| **Dimensions/poids** | |
| L/l/h | 4 015 x 1 813 x 1 567 mm |
| Coffre | 310 litres |
| Poids | 1 151/1 416 kg |
| **Performances** | |
| 0-100 km/h | 10,6/10,4 secondes |
| Vitesse | 160/135 km/h |
| **Consommations** | |
| Mixte UE | 5,6 l/17,1 kWh/100 km |
| Émissions/Autonomie | 126 g par km/326 km |
| **PRIX** | **14 990/23 2300 €** |

# Dacia, l'exemple à suivre

Il n'y a guère de mystère sur le fait que Citroën s'est inspiré de Dacia pour se réinventer. La nouvelle C3 n'est que la première manifestation de ce nouveau positionnement. Le constructeur d'origine roumaine a réussi à inventer une recette restée unique jusqu'ici. Avec lui, moins, c'est plus. Devenu la pépite de Renault, Dacia a rendu la mobilité accessible au plus grand nombre en inventant des modèles qui se dispensent de tout superflu pour s'afficher à des tarifs ultra-compétitifs. Une partie des consommateurs, lassés du « toujours plus », a adhéré. La Sandero est ainsi numéro un des ventes à particuliers en Europe. Cette réussite rend jaloux une concurrence qui cherche à imiter son modèle économique. Volkswagen fait partie des généralistes qui ont tenté de relever le défi avec le plus d'ambition mais qui n'ont, pour le moment, pas encore réussi à reproduire la formule. Cela pourrait bien évoluer. La firme allemande a annoncé mercredi dernier qu'elle allait proposer des véhicules électriques à 20 000 euros à partir de 2027. Visiblement, cela se fera sans Renault, qui avait proposé de partager la plateforme qui servira à la prochaine Twingo.

### Tarifs acceptables

Avec la transition écologique, l'industrie automobile cherche, plus que jamais, l'équation permettant de proposer des modèles à batterie à des tarifs acceptables. Avec la C3, Citroën semble avoir trouvé la méthode. Sa nouvelle citadine devient l'électrique la moins chère du marché, dans sa version de base commercialisée l'an prochain. Exclue du bonus en raison de sa fabrication chinoise, la Dacia Spring devient, à 18 900 euros, presque trop chère, en dépit de lignes actualisées et d'une dotation enrichie. D'autant qu'elle évolue à un niveau inférieur avec son gabarit de 3,73 m et sa motorisation de 65 ch.

Si l'on prend en compte le quotient émotionnel, la prochaine R5 électrique fait figure de trublion. La version de base avec la petite batterie de 40 kWh (autonomie d'environ 300 km) sera accessible à partir de 25 000 euros (hors bonus écologique). Or, la C3 est facturée à peine 1700 euros de moins (23 300 €). Reste que la concurrence la plus dangereuse pourrait bien être interne. En vertu de son entrée dans le capital du chinois Leapmotor, Stellantis va commercialiser en Europe la citadine T03 à bas prix. ■ S.R.




**Construite en Chine, la Dacia Spring affiche un prix record de 18 900 euros pour une électrique, mais est exclue du bonus écologique.** DACIA

# Le pantalon capri, c'est jamais fini !

Marie-Gabrielle Graffin

Fustigé par les hommes, le pantacourt de l'âge d'or hollywoodien et des années 2000 fait pourtant son grand retour.



BETTMANN ARCHIVE/GETTY IMAGES, L. VENANCE/AFP, J. DEVANEY/GC IMAGES/GETTY IMAGES, COPERNI

C'est la tendance de trop pour Thomas. Samedi soir, pour aller dîner, sa petite amie a enfilé un pantacourt, un « capri », comme elle dit. *« Accepter ses ballerines m'a déjà demandé beaucoup d'effort*, confie ce trentenaire. *Mais là, c'est un tue-l'amour, j'avais l'impression de sortir avec un arlequin ! Je n'ai pas réussi à passer à autre chose.* » Comme lui, les réticents devront pourtant se faire au curieux retour du pantalon corsaire coupé entre le genou et le mollet, qui séduit moult citadines, aux références plus glamour que la gent masculine. *« Pour moi, c'est Audrey Hepburn dans les rues de Paris*, explique Pirrie, une Franco-Américaine de 23 ans qui en porte quotidiennement depuis quelques mois. *Je me sens féminine et sporty à la fois, dedans. Le capri, ça rehausse toute tenue.* »

Revenons en 1948. À la sortie de la guerre, les femmes ne sont pas prêtes à abandonner les pantalons d'homme, si confortables, qu'elles leur ont empruntés pour les remplacer au travail. Rien que pour elles, la créatrice de mode allemande Sonja de Lennart invente le « capri pants » inspiré de la douceur de vivre sur l'île italienne et de la fantaisie de la culotte de l'habit à la française du siècle des Lumières. *« C'est le premier pantalon qui leur était destiné*, raconte Stéphanie Brissay, styliste et experte en histoire de la mode et du costume. *Coupé au mollet pour mettre les pieds dans l'eau ou pour enfourcher un vélo ou un Vespa, le capri, c'est la liberté ! Naturellement, Brigitte Bardot l'adopte en vichy, pieds nus dans les rues de Saint-Tropez, et Edith Head, la costumière à l'origine du glamour à Hollywood, l'immortalise sur Doris Day ou Audrey Hepburn dans* Vacances romaines *(1953) et* Sabrina *(1954).* » On se souvient aussi de l'hitchcockienne Grace Kelly, divine dans son corsaire noir sous une jupe en lin transparente, attendant Cary Grant dans le lobby du Carlton dans *La Main au collet* (1955).

Si ledit pantacourt disparaît des radars durant les deux décennies qui suivent, il revient pop et sexy dans les clips de Madonna, porté avec un corset dans *Papa Don't Preach* en 1986, un Perfecto dans *Who's That Girl* et un boléro de matador dans *True Blue* un an après. Dix ans plus tard, Carrie Bradshaw en fait son basique, à la ville comme à l'écran dans *Sex and the City*, puis au début des années 2000, Kate Moss, Amy Winehouse, « Jenny from the Block » et Mischa Barton l'enfilent à la manière d'un slim ou d'un baggy auquel on aurait fait un ourlet, avec des ballerines ou des escarpins compensés. Or, c'est la mode de cette époque (dite Y2K, pour Year 2000) que plébiscite aujourd'hui la nouvelle génération. Sur le moteur de recherche Stylight, la requête « pantalon capri » a d'ailleurs augmenté de 56 % par rapport à la saison dernière ! Sur TikTok, les ados dégourdies se les fabriquent elles-mêmes en découpant de vieux survêtements et leggings. Inspirées sans doute par les looks des mannequins du moment, Gigi Hadid avec sa version en denim, Hailey Bieber façon cargo militaire. *« Les femmes l'aiment pour sa longueur, c'est le parfait habit de la demi-saison*, affirme Caroline Belhumeur, la directrice artistique du label californien Vince. *Mais aussi pour sa versatilité : il fonctionne aussi bien avec des petits talons qu'à plat, avec un cardigan ou un blazer oversize.* »





**1. Audrey Hepburn pose dans son capri pour *Sabrina* en 1954.**
**2. Léa Seydoux en Louis Vuitton lors du dernier Festival de Cannes.**
**3. Le top-modèle Emily Ratajkowski est aussi une adepte.**
**4. Deva Cassel défile pour la collection été 2024 de Coperni.**

> **« Coupé au mollet pour mettre les pieds dans l'eau ou pour enfourcher un Vespa, le capri, c'est la liberté ! »**
> **Stéphanie Brissay**
> Styliste

Ainsi, on en trouve partout, dans les collections de Coperni, Jacquemus, Acne Studio, sur le tapis rouge de Cannes (Léa Seydoux en Louis Vuitton), dans les grandes enseignes, à l'instar de Mango, dont le modèle noir à 29,99 euros est régulièrement en rupture de stock. *« Une bonne affaire si l'on veut s'essayer en douceur*, explique Lisa, qui a repéré la tendance sur Instagram. *C'est grâce à Molly Dickson, la styliste de Bella Hadid, que j'ai eu envie de me lancer. C'est un vêtement audacieux, certes, mais sans risque : ça reste un pantalon, et non une minijupe ! Et même si ma nouvelle lubie fait bien rire ma mère, ce corsaire n'a rien à voir avec celui que je rechignais à mettre enfant !* »

Gersende, elle, adore son capri Chanel. Pourtant, pour son mari, *« c'est le summum de l'anti-sexy. Moi, je le trouve aussi élégant l'été, avec des slingbacks et un haut court, que l'hiver avec des collants et une veste d'officier. Il faut savoir bien l'accessoiriser… Néanmoins, il ne va pas à tout le monde ; c'est tout de même plus joli sur des mollets fins.* » Ce n'est pas l'avis de Stéphanie Brissay : *« Si vous n'êtes pas longiligne, optez pour un modèle évasé en bas ou en toile cargo, porté avec des ballerines ou des mules à petits talons qui découvrent le haut du pied et allongent la jambe. Enfin, enfilez-le avec un bomber ou une veste large pour donner du volume et équilibrer la silhouette. Et portez-le avec plaisir et insouciance ; c'est pour ça qu'il est né.* » ■

# Maryvonne et son foulard d'évasion

Valérie Guédon

Cette Normande de 95 ans pose pour la marque de sa petite-fille à l'occasion des 80 ans du Débarquement.

À 95 ans, Maryvonne Andrieu a été très émue quand sa petite-fille Clémence Bisson lui a proposé de poser pour sa marque de foulards. Et pas n'importe lesquels. D'authentiques foulards d'évasion, issus de stocks dormants de l'armée britannique, qu'elle commercialise, avec son conjoint Pierre Brissonnet, sous l'étiquette Bonhomme depuis une dizaine d'années.

Avant d'être un objet de collection *« à la James Bond »* prisé des amateurs de surplus militaires, ces carrés imprimés de cartographie sur les deux faces étaient utilisés par les Alliés afin de s'orienter dans les territoires ennemis, si jamais ils étaient faits prisonniers en opération. À l'occasion des 80 ans du D-Day, la jeune femme qui a quitté Paris pour retourner vivre auprès de son aïeule, entre Lisieux et Caen, a eu l'idée de rééditer une série de 50 foulards figurant les plages du Débarquement, réalisés dans un atelier Entreprise du patrimoine vivant avec des encres à base d'eau peu polluantes.

Les 5 et 6 juin 1944, Maryvonne avait 14 ans. *« Ma grand-mère parle très rarement de ce qu'elle a vécu ce jour-là, ni de son expérience de la guerre*, reprend la petite-fille. *Cet anniversaire nous a permis de la photographier comme mannequin, mais aussi d'enregistrer ses souvenirs.* » Un témoignage rare de cet *« événement que nous attendions tous depuis longtemps mais qui a aussi été une énorme surprise et dont plus personne ne parle plus vraiment aujourd'hui »*, se désole Maryvonne, à écouter à partir de jeudi prochain sur les réseaux sociaux de la marque. ■

**Carré en coton imprimé, 65 cm, 65 € et 80 € la version surteinte en indigo sur bonhomme.fr.**



**Maryvonne Andrieu.**

BONHOMME

# Augustinus Bader lance un anti-âge avec date de péremption

Pauline Castellani

Avec son programme Skin Infusion, la marque du chercheur de Leipzig cible les peaux sensibles et relance le débat sur la durée d'utilisation des soins.

*« Cette formule ne contient aucun conservateur, mais chaque coffret indique sur un tampon sa date de production et celle, douze mois après, d'expiration*, prévient Charles Rosier, cofondateur de la marque Augustinus Bader avec le chercheur éponyme, directeur du département de biologie appliquée des cellules souches et de technologie cellulaire à l'université de Leipzig en Allemagne. *Ce parti pris a d'abord un peu décontenancé nos détaillants à travers le monde habitués à une durée de conservation plus longue, au moins dix-huit mois, et j'espère que nous allons lancer un débat autour de ce sujet, car je ne suis pas convaincu qu'un produit affichant une durée de vie de trois ans, voire parfois quatre, puisse garantir une puissante efficacité de ses ingrédients.* »

Pour s'assurer que la formule reste intacte malgré l'absence de conservateurs, il aura donc fallu quelques ajustements logistiques. Ainsi, tous les pots de crème voyageant dans des enveloppes de protection thermique, histoire de résister aux écarts de température (de - 20 °C dans les avions aux 40 °C quasi tropicaux de certains entrepôts).

Cette crème ultra-clean s'adresse donc particulièrement aux peaux les plus sensibles, souvent réactives aux conservateurs. À l'intérieur, une version optimisée de la fameuse technologie brevetée TFC8, mise au point par l'expert en médecine régénérative et capable de réactiver le renouvellement cellulaire.



AUGUSTINUS BADER

**Les soins Augustinus Bader, au Bon Marché et au Bulgari Hôtel Paris.**

## Améliorer l'absorption de la vitamine D

Transcription concrète des recherches de Bader dans un soin grand public, elle s'accompagne, cette fois-ci, d'un puissant activateur de vitamine D d'origine végétale. *« Lorsque vous utilisez des soins avec SPF, vous risquez de réduire l'absorption de vitamine D*, assure le professeur. *53 % des hommes et 49 % des femmes souffrent d'ailleurs de carence. Cette nouvelle formule permet notamment d'améliorer l'absorption de la vitamine D par la peau et de la défendre contre le vieillissement prématuré. Associés à d'autres ingrédients actifs, comme le zinc et la provitamine B5, ce programme intensif de quatre semaines stimule le renouvellement cellulaire, combat les imperfections et renforce la barrière cutanée pour mieux revitaliser la peau.* »

À utiliser en cure lors des changements de saison ou même après un long voyage (flacon de 15 ml, 380 € le coffret de 3), cette formule à durée limitée a été produite en quantité restreinte. Un petit snobisme comparable aux baumes à lèvres teintés imaginés récemment avec la réalisatrice américaine Sofia Coppola et en rupture de stock en seulement trois jours aux États-Unis ! ■



ERICH LESSING/AKG-IMAGES ; THIERRY OLLIVIER/FUNDACJA JERZEGO LESKOWICZA

*Conversation provençale* (1911, retravaillé en 1927), par Pierre Bonnard. *En bas : Sous la vague au large de Kanagawa*, série « Les Trente-six Vues du mont Fuji », par Katsushika Hokusai.

# Pierre Bonnard, un nabi vraiment « très japonard »

**Éric Biétry-Rivierre**

L'Hôtel de Caumont, à Aix-en-Provence, fait miroiter toutes les facettes d'une passion célèbre. Celle du peintre pour les estampes japonaises. Couleurs, simplicité et zénitude.

Le récent biopic de Martin Provost, avec Vincent Macaigne dans le rôle du peintre tout à ses affaires de cœur, n'explique guère pourquoi Pierre Bonnard (1867-1947) a été affublé en son temps du surnom de « nabi très japonard ». Dans l'Hôtel de Caumont d'Aix-en-Provence, Isabelle Cahn, conservatrice honoraire du Musée d'Orsay, experte du postimpressionniste, le fait brillamment.

Tandis qu'une scénographie luxueuse, due comme à l'accoutumée à Hubert Le Gall, magnifie le grand coloriste avec des parois et une moquette aux tons jaune, chocolat ou bleu, ainsi qu'avec quelques agrandissements d'œuvres présentes (telle cette encre de Chine qui épouse le trait calligraphique asiatique *Les Grands Boulevards*, vers 1895, Musée Bonnard du Cannet), la sélection couvre toute la carrière. C'est-à-dire qu'elle va bien au-delà des premières années anarchistes montmartroises avec le groupe nabi, quand le critique et complice Félix Fénéon forgeait le fameux sobriquet.

En outre, autant que possible, Bonnard est montré en regard d'estampes japonaises. Une quarantaine. Beaux échantillons extraits de la collection de Georges Leskowicz, l'une des plus importante dans le monde avec ses 2000 feuilles. La *Grande vague* d'Hokusai, des paysages, des portraits ou des scènes de vie tantôt urbaine, tantôt champêtre, signés encore Hiroshige, Utamaro, Kuniyoshi ou Eisen, sont de celles qui ont fasciné Paris et tout l'Occident à partir de la première participation du Japon à l'Exposition universelle, précisément l'année de la naissance de l'artiste. Par la suite, de Manet à Monet, de Van Gogh à Gauguin, peu de modernes ont échappé à ce tsunami esthétique. Mais, dès lors, pourquoi ce tropisme a-t-il été tellement remarqué chez le voluptueux auteur de *L'Indolente* (1899, Musée d'Orsay) ?

## Impermanence des choses

Pour plusieurs raisons, détaille la commissaire. D'abord, parce que cette passion extrême-orientale excède le moment de sa révélation. Quand, à 23 ans, le peintre visite l'exposition du marchand d'art Siegfried Bing, premier spécialiste des maîtres japonais – l'affiche annonçant l'événement qui s'est tenu à l'École des beaux-arts de Paris est là. À partir de là, rompant avec le naturalisme et l'impressionnisme, Bonnard va souvent concevoir à partir de formes de paravents, d'éventails ou de longs kakémonos.

Certes, les motifs qui reviennent sur ces formats sont encore ceux captés sur les grands boulevards, aux Champs-Élysées ou aux terrasses des cafés parisiens. Les frises font courir des fiacres plutôt que des pousse-pousse ou des jonques. Et, entre elles, les belles dames, quoique pareillement étirées et serpentines, ne sont jamais à proprement parler des geishas. De même, plus tard, dans l'intimité de la thébaïde du Cannet, aucun kimono de soie autre que la lumière moirant le carrelage ne viendra nimber Marthe, la muse, quand, en autre Diane, celle-ci sort de son bain thérapique. Mais l'influence de l'ukiyo-e, l'« image du monde flottant », avec sa stylisation presque schématique, son traitement si particulier du mouvement et du temps, cette manière surprenante de suggérer la profondeur autrement que par la perspective géométrique – et enfin, bien sûr, ces couleurs éclatantes – s'impose, omniprésente. Un exemple parmi cent ?



*Terrasse dans le Midi* (vers 1925, Fondation Glénat, à Grenoble), motif traité en aplats jaune canari, ressemble à des rizières en espalier.

Ce japonisme-là a tout de durable. Il se remarque tant durant les séjours normands que sous le soleil méditerranéen. Il ira d'ailleurs jusqu'aux huiles finales, tel cet *Amandier en fleur*, qui, comme les cerisiers de l'archipel bouddhiste, symbolise tout à la fois le renouveau et l'impermanence des choses. Il excède donc les simples aspects de mode ou de décor, à l'image de cette petite table de laque rouge au premier plan de *Conversation provençale* (1911, Galerie nationale de Prague).

Çà et là, l'œil se « japonise » même complètement. Ainsi dans ce paysage de Hambourg : ce crépuscule au phare d'Uhlenhorst est identique à celui du port de Tsukuda par Hiroshige. Ainsi cette régate sur une mer quasi verticale, peinture de 1930 (collection Winter) : une composition jumelle à la xylogravure polychrome due au même maître et qui représente le plan d'eau ponctué de voiles devant l'île d'Omi.

Et encore : Bonnard enchaîne les pleins et les vides, en particulier dans ses lithographies, ainsi que les cadrages insolites, tel celui en surplomb outrepassé de *La Nappe blanche* (1925, Musée de Wuppertal). Autant d'affinités formelles suffisent à justifier le terme de « japonard ». Mais, pour que Fénéon y ajoute l'adverbe d'intensité, c'est qu'il avait perçu un caractère prédisposé au mode de penser zen. Cette philosophie se lit d'évidence dans l'autoportrait aux yeux bridés, chef-d'œuvre daté de 1945. Malheureusement, ce testament est demeuré à la Fondation Bemberg de Toulouse.

En revanche, on apprécie la présence du *Bassin d'Agenor* (collection particulière), réalisé deux ans plus tôt. Y évoluent des carpes koï, une variété apparue à la suite d'hybridations successives au Japon durant la période Edo (début du XIXe siècle). Là-bas, ces poissons bariolés sont considérés comme des bijoux vivants. Tout comme la flore exubérante de *Jardin au Cannet* (1945, Musée de l'Abbaye Saint-Claude), ces œuvres d'art nageantes ont embelli l'ultime maisonnette-atelier du peintre. Modestes mais bénéfiques éléments, ils parachevaient cet éden azuréen. ■

**« Bonnard et le Japon », à l'Hôtel de Caumont-Centre d'art, à Aix-en-Provence (13), jusqu'au 6 octobre. Catalogue Éditions In fine. Isabelle Cahn vient de publier en 2023 une monographie sur Bonnard aux Éditions Citadelles & Mazenod, 400 p., 199 €. Tél. : 04 42 20 70 01. www.caumont-centredart.com**

# Des « Paravents » renversants

**Anthony Palou**

La pièce monstre de Jean Genet, qui fit scandale en 1966 lors de sa première sous la direction de Roger Blin, refait surface à l'Odéon dans une jubilatoire mise en scène d'Arthur Nauzyciel.

Créés à l'Odéon-Théâtre de France – pas encore Théâtre de l'Europe –, le 21 avril 1966 dans une mise en scène de Roger Blin, *Les Paravents* déclenchèrent un formidable bordel avec manifestations de paras, militants de l'OAS, groupe Occident, etc. Pourquoi ? Parce que la pièce, dans son irréalisme forcené, résonnait comme un manifeste contre ce qu'on appelait encore à l'époque les « événements » d'Algérie. Jean Genet s'en défendait, préférant toujours prendre ses distances avec l'actualité. C'est moins l'indépendance algérienne que l'idée de révolution qui fait la matière de cette tragicomédie. Genet, poète en temps de détresse. Dans son essai *Le Spectateur*, le philosophe et dramaturge François Regnault résumait la pièce ainsi : « *Les thèmes sont d'une simplicité royale : le vol et la trahison, la crasse et la chierie, les ordures et les orties, les malheurs de la patrie, et le rire, et la haine – et comment c'est après la mort.* »

## Jeu de massacre

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la pièce de Jean Genet (genêt, ce mot si doux d'arbrisseau !) ne se laisse pas gober comme une huître. Le spectateur non préparé aura sans doute du mal à encaisser les quatre heures que dure le spectacle, mais, s'il se tient bien assis jusqu'au bout (4 heures avec entracte), il sera récompensé de sa peine, ravi de ce régime sévère à base d'ail, de piment et de viande rouge. Les plus anciens se souviennent qu'André Malraux, aux manettes de la culture, avait déclaré à l'Assemblée nationale : « *Quiconque a lu cette pièce sait très bien qu'elle n'est pas antifrançaise. Elle est antihumaine. Elle est anti-tout. Genet n'est pas plus anti-français que Goya anti-espagnol.* » Alors, vendredi soir à l'Odéon, nous avons goûté – près de soixante ans après la mise en scène de Roger Blin et quarante après celle de Patrice Chéreau aux Amandiers – à la version d'Arthur Nauzyciel. *Les Paravents* ont-ils pris un coup de jeune ou un coup de vieux ? Nous nous souvenions que plus les seize tableaux (séquences) de la pièce avancent, plus les paravents s'accumulent, en quatre étages superposés, seuils que traversent les morts pour accéder au monde des vivants et vice et versa.

Arthur Nauzyciel nous propose en guise d'unique décor un immense escalier blanc. Sommes-nous aux Folies-Bergère ? Et pourquoi non ? L'idée est grandiose, elle permet aux nombreux personnages de se hisser et de régresser à l'envi. Avec cette saga monstre et jubilatoire, ce jeu de massacre, l'auteur attendait des comédiens « *un acte poétique, non un spectacle* ». Miracle, ils y parviennent. Il s'agit d'une histoire d'amour entre le traître Saïd (Aymen Bouchou) et sa jeune femme, Leïla la laide (Hinda Abdelaoui), si moche qu'elle cache son visage sous une sorte de bas. Ce couple est le centre de la pièce ; il réunit en lui le mal qui, tel l'arsenic, ronge, les corps et les âmes. Tout est pourri et grotesque ici : l'armée et la famille, les putes et les colons…

La mise en scène d'Arthur Nauzyciel (saluons l'excellent travail de dramaturgie signé Leila Adham) tire vers le haut – l'esthétique – les bas morceaux de l'humanité. Ici, les personnages aboient, raient, braient, miaulent, coassent, caquettent, marchent parfois à quatre pattes Il y a de la poésie dans cette réalisation. Mises en lumière, main géante en résine qui descend des cintres, images d'archives qui se noient sur l'escalier-écran. Une pièce crépusculâtre joyeuse. « *Je suis le Rire, mais pas n'importe lequel : celui qui apparaît lorsque tout va mal* », feule la mère (Marie-Sophie Ferdane) de Saïd en se caressant les cuisses. Un grand rire pour s'arracher à la mort. « *C'est le grand charme transversal et transmoral de son art* », écrivait Sollers. ■

**Jusqu'au 18 juin, Odéon-Théâtre de l'Europe, Paris (6e). Tel : 01 44 85 40 40. www.theatre-odeon.eu**

# Elton John, les rêves secrets de la pop star dans l'objectif

**Valérie Duponchelle** Envoyée spéciale à Londres

À Londres, le Victoria and Albert Museum offre une rétrospective surprenante de la collection photo de la pop star.

Sir Elton John, 77 ans, a bien mérité son titre de noblesse. La pop star aux plus de 50 hits, qui a vendu plus de 300 millions de disques dans le monde et 33 millions de son hommage à la princesse Diana *Candle in the Wind 1997*, le musicien aux lunettes légendaires comme celles de Peggy Guggenheim, aux costumes roses, rouges ou violet cardinal, n'est pas tout entier dans ses extravagances de scène. Celui que la presse moqueuse appelle volontiers *« l'autre reine d'Angleterre »* est un amateur raffiné de photographie dont les choix d'esthète frappent par leur mesure et écartent, malgré sa fortune, tout mauvais goût ou facilité. Même si le photographe de mode péruvien Mario Testino fait exception en 2002, avec un gros plan sur ses mains carrées de pianiste aux lourdes bagues et à la montre inestimable. Il faut bien concéder quelques menus travers aux stars.

D'Elton John, on verra autre chose. Son jardin secret de collectionneur est plus subtil, comme le démontre magnifiquement « Fragile Beauty : photographs from the sir Elton John and David Furnish collection » au Victoria and Albert Museum de Londres.

**Il y a une grande délicatesse dans cette approche de la photographie. Un certain goût de la litote aussi, Angleterre oblige, pour évoquer le cruel de notre siècle, le sida en premier lieu, et ses répercussions sur la vie de toute une génération, au-delà de la sphère gay**

Beau comme le tout jeune Bob Dylan, étui de guitare au pied, dans la rue de Harlem en 1963, par Richard Avedon. Intuitif comme l'autoportrait fantomatique de l'indomptable Susan Meiselas en 1971 sur son perron du Massachusetts, métaphore de la femme invisible et de la photoreporter. Inattendu comme ce portrait de Francis Bacon au visage rendu flou par le vent, semblable à ses tableaux hantés, que Peter Beard photographie comme un lion, sur le toit de sa maison à Londres en 1972. Derrière la star qu'aucune excentricité n'effraie, demeure l'artiste presque réservé, à la sensibilité intacte, le jeune prodige du piano qui étudia cinq ans à la Royal Academy of Music et que le succès a doté de moyens au-delà de ses rêves.

Une exposition de cette nature, c'est aussi un portrait, puisqu'elle induit choix, vision, révélations. En puisant ces quelque 300 images de 140 photographes, dans la collection de plus de 7000 photos de sir Elton John et de son époux David Furnish, le commissaire de « Fragile Beauty », Duncan Forbes, « head of photography » au V&A, a voulu raconter leur *« voyage épique à travers l'histoire récente de la photographie »* et *« célébrer leur passion pour ce médium »*. Il a œuvré directement avec ces personnalités hors norme pour dessiner *« leur collection sans pareille, du ludique au surprenant, du contemplatif au profond, que ce soit à travers l'élégance de la photo de mode, la créativité des musiciens et des interprètes, l'exploration du désir ou le passage de l'histoire saisi sur le vif par le photojournalisme »*.

Grâce au soutien de la maison Gucci, le V & A joue là de son talent de metteur en scène et crée un bijou d'exposition qui se visite comme le château surréaliste de *La Belle et la Bête*. Il compose un récit en couleurs à la scénographie ample qui évite la surcharge de l'œil, danger inhérent aux expos photos. Cimaises rouge sombre pour la mode, des belles Parisiennes de Frank Horvat des années 1950, aux rousses sensuelles de Guy Bourdin des années 1980. Gris perle pour les stars de la scène, des quatre paires de bottines identiques des Beatles par Robert Freeman en 1964, aux mains noires si déliées du trompettiste de légende Miles Davis, par le grand Irving Penn en 1986. Rouge intense pour le désir, des portraits incongrus des artistes Keith Haring, Robert Mapplethorpe et Peter Hujar, au bain, à la fin des années 1970 par Don Herron, au duo Pierre et Gilles, version moins explicite et plus enchantée que de coutume (*Live Saver, Shane, Sydney*, 1995). Gris pâle pour le reportage, du fameux portrait de Malcolm X, de profil, la main puissante sur la nuque, par Eve Arnold, à Chicago en 1962, au tout jeune Ai Weiwei, l'artiste dissident chinois alors encore dans ses années new-yorkaises (*Protesting Doctors, AIDS Parade*, de la série « New York Photographs », 1989).

Il y a une grande délicatesse dans cette approche de la photographie. Un certain goût de la litote aussi, Angleterre oblige, pour évoquer le cruel de notre siècle, le sida en premier lieu, et ses répercussions sur la vie de toute une génération, au-delà de la sphère gay. À ce titre, le chapitre « Fragile Beauty » qui est au cœur de ce monde très choisi d'images est formidablement émouvant par sa retenue. Il apprivoise le visiteur par sa pudeur et ses cimaises rose poudré. Mapplethorpe (1946-1989) ouvre cette ballade aux corps perdus avec son *American Flag* déchiré aux étoiles si petites, puis son terrible *Autoportrait* de 1985 où son pâle visage amaigri renvoie à la tête de mort qui orne sa canne noire, comme une gravure maniériste de Hans Baldung Grien. Dans l'espace presque clos réservé aux « Thanksgiving Series », la photographe américaine Nan Goldin tapisse les murs, du sol au plafond, de ses 149 images, légendaires ou non, hommages à ses amis disparus dans leur quête de liberté extrême, comme dans le film de Laura Poitras, *All the Beauty and the Bloodshed*, lion d'or à la Mostra de Venise en 2022.

Au-delà de cet ensemble spectaculaire, inédit, qui incarne les années sida et l'insouciance perdue à jamais, nombre des choix de sir Elton John et David Furnish sont frappants par leur sobriété et leur justesse. Marilyn ? Oui, mais la *Sad Marilyn*, pensive et mélancolique, saisie après une séance de pose frénétique, le 6 mai 1957 par Avedon. Magritte ? Oui, mais dans une surexposition composée par Duane Michals en 1965, avec l'ombre du fameux chapeau melon. Che Guevara ? Oui, mais pas le conquérant, plutôt le héros las avec la main gauche posée sur les yeux, en 1963, devant l'objectif du jeune René Burri, lors d'une interview pour le magazine *Look*. Diane Arbus ? Oui, mais un tirage inattendu de l'ancienne star Mae West, fardée comme une vieille de Goya, dans sa maison de Santa Monica en 1965. Robert Frank ? Oui, mais la simple silhouette de *The Runaway*, sur un bord de route américain le 23 juin 1954.

Seul point commun à toutes ces rencontres avec l'image, la qualité époustouflante des tirages. Ils font, à l'image de *Catsup Bottles, Table and Coat*, en 1952, de l'Afro-Américain, Roy DeCarava, photographe des jazzmen, de vrais tableaux, au final uniques dans leur espèce. ■

**« Fragile Beauty : photographs from the sir Elton John and David Furnish collection », jusqu'au 5 janvier 2025, The Sainsbury Gallery, V&A Museum, South Kensington, Londres. Catalogue V&A Museum, en anglais (40 £).**



***Self Portrait*, de Robert Mapplethorpe, 1985.** ADAM REICH/© ROBERT MAPPLETHORPE FOUNDATION. USED BY PERMISSION

# Prisonniers de guerre, ces oubliés de la Seconde Guerre mondiale

Blaise de Chabalier

**Sur Le Figaro TV, un documentaire suivi d'un débat revient sur le sort de ces détenus français retenus en Allemagne à partir de mai-juin 1940.**



**1,8 million des soldats français ont été faits prisonniers entre mai et juin 1940.** ECLECTIC PRESSE - 2014

Qui se souvient encore des prisonniers de guerre français de la Seconde Guerre mondiale, à l'heure du 80e anniversaire du Débarquement et de la Libération? La soirée spéciale qui leur est consacrée ce soir sur Le Figaro TV Île-de-France a le grand mérite de nous rafraîchir la mémoire. Ceci grâce à un documentaire fouillé de Philippe Tourangeau réalisé en 2014, intitulé *Les Évadés du IIIe Reich*, suivi d'un débat. Une rencontre dans le cadre du magazine «Parlez-moi d'histoire» dans lequel Guillaume Perrault reçoit les historiens Éric Deroo (*Carnets de déroute*, chez Tallandier) et Fabien Théofilakis (*Les Prisonniers de guerre en 40*, chez Fayard).

Ce qui impressionne d'abord, c'est le chiffre de 1,8 million des soldats français faits prisonniers entre mai et juin 1940. «*C'est 3,5 fois plus que lors de la Première Guerre mondiale. La captivité n'est pas une nouveauté, mais son ampleur, liée à celle de la défaite, l'est*», souligne Fabien Théofilakis.

## Le rival du général de Gaulle

Comment s'organise la détention de ces soldats une fois envoyés en Allemagne? «*Les officiers sont entre 25 000 et 29 000, ils sont envoyés dans des camps qui leur sont réservés, les oflags. Ce sont des camps fermés, parce que ces détenus ne sont pas, selon les conventions de Genève, astreints au travail. Quant à la majorité des prisonniers, les hommes du rang et les sous-officiers, ils vont dans des stalags où ils sont obligés à travailler*», explique Éric Deroo. Il précise que ces hommes sont affectés à des commandos de travail, dans l'agriculture, l'industrie ou le tertiaire, pour remplacer les travailleurs allemands qui sont sur le front. «*Le stalag n'est souvent qu'une unité administrative*», précise-t-il.

Pour ces prisonniers bloqués loin de chez eux, l'honneur est de tenter de s'évader coûte que coûte. Aspect qui apparaît dans le documentaire à travers de nombreux exemples de fuites. Certains multiplient les tentatives infructueuses avant de réussir leur coup, comme Rémi Geslain, détenu dans un stalag, qui se souvient: «*Vous savez, c'est une espèce d'addiction. Vous vous êtes évadé une fois, il faut que vous recommenciez.*» C'est ainsi qu'il est finalement envoyé dans un stalag en Pologne, à Rawa Ruska, réservé aux multirécidivistes. Un endroit où les passages à tabac sont monnaie courante. Finalement, il parvient miraculeusement à s'enfuir pour de bon, traversant toute l'Allemagne avant de se faire arrêter en France en voulant passer la ligne de démarcation… Pas démonté, il saute du train qui le ramène en Allemagne, à Châlon-sur-Marne, et passe le reste de la guerre dans la clandestinité. Quant à Jean Cuene-Grandidier, il fait partie des 132 officiers à s'être échappé de l'oflag 17 A en Autriche. Ceci après avoir creusé pendant cinq mois un tunnel sous les barbelés. «*Tous les prisonniers avaient la volonté de s'évader, de quitter leur insupportable statut. Mais il fallait trouver l'occasion*», confie-t-il. Une occasion que sut saisir le général Giraud. Le futur rival malheureux du général de Gaulle réussit à s'enfuir héroïquement de la forteresse de Königstein, l'oflag le mieux défendu du Reich. Mais aux yeux de l'histoire, ces soldats détenus dont la grande majorité n'ont pas réussi à s'évader, restent dans l'ombre. Pourtant, s'ils n'ont pas brillé comme les résistants, ils n'ont pas démérité non plus. ■

**Parlez-moi d'histoire : «Les Évadés du IIIe Reich»**
**À 21h, sur Le Figaro TV**
**Notre avis : ●●●●**

# «Mary & George» : la légende noire de Buckingham

Constance Jamet

**Portée par Julianne Moore et le jeune premier Nicholas Galitzine, cette série reconstitue le faste et les excès de la cour des Stuart.**

Grâce aux *Trois Mousquetaires* d'Alexandre Dumas, le duc de Buckingham est dans l'imaginaire français un héros romantique vouant un amour impossible à Anne d'Autriche, prisonnière d'un mariage malheureux et des manigances du cardinal de Richelieu. Dans la mémoire collective britannique, George Villiers (de son vrai nom) a laissé un souvenir calamiteux, incarnant le stupre et l'arbitraire monarchique. C'est cette légende noire que raconte avec sensualité et un humour féroce cette série en costumes, dont l'éclairage à la bougie et l'élégance s'inscrivent dans les pas de *La Favorite*, le film de Yorgos Lanthimos.

Ayant épousé un insignifiant ivrogne, dont elle est enfin veuve, Mary Villiers est déterminée à gravir les échelons. Que son cadet George possède la beauté d'un chérubin est un signe. Cette mère indigne va le pousser dans le lit du roi Jacques d'Angleterre, le successeur d'Elizabeth I, qui collectionne les favoris. «*Un corps est juste un corps*», assimile le naïf et docile George, initié au plaisir de la chair en France par ses maîtres d'armes et de danse. Guidé par sa mère, il fait de la sexualité un outil d'ascension.

## Germes de la révolution

«*Nous avons de l'histoire une vision victorienne. Nous imaginons des êtres policés, coureurs de jupons certes, mais résolument hétérosexuels. La vérité sous Jacques Ier est autre. Le XVIIe siècle reste une époque où demeure exaltée la beauté masculine, mise à l'honneur dans les œuvres de la Renaissance, qui a redécouvert les canons antiques*», souligne le scénariste D.C. Moore, qui ressuscite les fastes et les excès de cette cour où la bisexualité «*n'est qu'une excentricité parmi d'autres, mais pas un motif d'ostracisme*». «*Je savais que le roi aimait les hommes, mais je ne mesurais pas à quel point cela était de notoriété publique sous son règne. Toutes les familles nobles qui entendaient peser à la Cour y faisaient parader leurs rejetons les plus séduisants, dans l'espoir de se faire remarquer et d'être couvertes de faveurs.*»

Dans ce bal des ambitieux, Mary et George Villiers «*tranchent par leurs origines presque de parvenus et l'absence de gêne dans leur âpreté au gain*», note le créateur. Signe de leur réussite, mère et fils seront inhumés dans la royale Westminster Abbey. George aura le rare honneur d'être le confident de deux monarques, Jacques et son fils, le malheureux Charles Ier, dont la tête finit sur le billot. Jubilatoire, ce duo infernal, qui s'entre-dévore, est incarné par une Julianne Moore flamboyante et cynique, épaulée par le charmant Nicholas Galitzine. Le jeune acteur britannique est devenu la nouvelle idole de la génération Z depuis la comédie romantique *L'idée d'être avec toi*.

Oppressante, la série rappelle, telles les tragédies grecques, que le pouvoir, sans garde-fou, corrompt. Un temps épris de son royal amant, George finira par le manipuler, concentrant les honneurs, malgré de piètres talents de diplomate et de stratège militaire. D'abord rebuté, il se délectera des luttes d'influence. Mais dans ses échecs se devinent les germes de la révolution anglaise. Sous la plume du dramaturge D.C. Moore, la famille Villiers n'a rien à envier aux Borgia (attention aux prunes empoisonnées!). S'y détache la figure incomprise, souvent effacée de l'histoire, de Jacques Ier, perçu comme un rustaud d'Écossais et un faible pacifiste par ses conseillers. Un homme à qui l'acteur Tony Curran confère une fragilité explosive. Seul regret de D.C. Moore, être passé de huit à sept épisodes et avoir dû passer à la trappe la rencontre entre Anne d'Autriche et George, lorsque le duc de Buckingham se rend en France, pour négocier le mariage de Charles Ier. «*Les extraordinaires hommages qu'il lui porta firent scandale*», concède-t-il. ■

**«Mary & George»**
**À 21h10, sur Canal +**
**Notre avis : ●●●○**

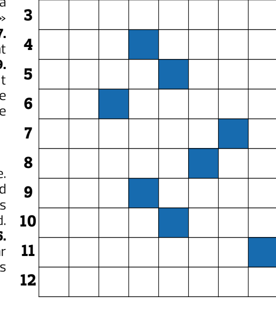
## MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

### PROBLÈME N° 6621

**HORIZONTALEMENT**
**1.** Patience à deux. – **2.** Chargeais les foudres. – **3.** Construisît une base d'envol. – **4.** Autorité pour un poste. Ne gagna aucun point. – **5.** Perrault séjourna souvent en son château. La « Cendrillon de l'Empire » colonial. – **6.** S'entend dans la prairie. Imite des vers. – **7.** De Pâques ou de la Trinité. – **8.** Il résidait divinement dans les eaux égéennes. Toujours attachant. – **9.** S'envole avec un soupir. Liquide en fût. – **10.** Fit des ennuis. Chargé d'affaires. – **11.** Prend naissance dans le désespoir. – **12.** Leurs sirènes hurlaient sur le Mississippi.

**VERTICALEMENT**
**1.** Alliances sans alliance. – **2.** Il est né de la dernière pluie. – **3.** Eus un rôle auxiliaire. Prénom pacifique. – **4.** Se prend par habitude. Source de réflexion en philosophie. Très rare en hyacinthe. – **5.** Génie aérien. Gras de canard. Société cinématographique en panne de Metro. – **6.** Resterais sans expression. Brisé menu. – **7.** Portées par des infaillibles. Se remplit après le repas. – **8.** Hommes de lettres à lire entre les lignes.



### SOLUTION DU PROBLÈME N° 6620

**HORIZONTALEMENT** **1.** Calicots. – **2.** Olivacée. – **3.** Nénés. XL. – **4.** Saï. Apte. – **5.** Éjection. – **6.** Rare. ESE. – **7.** VC. Pet. – **8.** ETA. Ras. – **9.** Raine. TV. – **10.** Ienisseï. – **11.** Esse. ONG. – **12.** Stiletto.

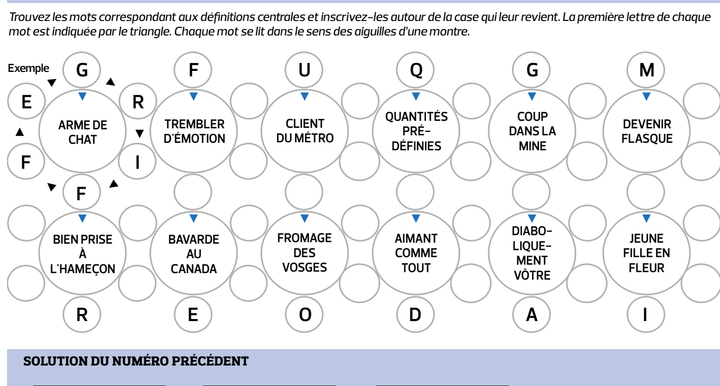
**VERTICALEMENT** **1.** Conserveries. – **2.** *Alea jacta est*. – **3.** Linier. Ainsi. – **4.** Ive. Cep. Niel. – **5.** Casât. Ères. – **6.** Oc. Piéta. Sot. – **7.** Textos. Stent. – **8.** Sélènes. Vigo.



## RONDE DES MOTS©

RCI JEUX

*Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.*




### SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 4743

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | 8 | 9 | 5 | 4 | 3 | 7 | 1 | 2 |
| 2 | 5 | 4 | 1 | 6 | 7 | 3 | 8 | 9 |
| 3 | 7 | 1 | 9 | 2 | 8 | 4 | 6 | 5 |
| 1 | 2 | 8 | 6 | 7 | 5 | 9 | 3 | 4 |
| 7 | 4 | 5 | 8 | 3 | 9 | 1 | 2 | 6 |
| 9 | 3 | 6 | 4 | 1 | 2 | 5 | 7 | 8 |
| 8 | 6 | 3 | 7 | 5 | 4 | 2 | 9 | 1 |
| 5 | 9 | 2 | 3 | 8 | 1 | 6 | 4 | 7 |
| 4 | 1 | 7 | 2 | 9 | 6 | 8 | 5 | 3 |

SOLUTION DU N° 4744

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | 1 | 9 | 2 | 3 | 8 | 6 | 4 | 7 |
| 3 | 7 | 2 | 9 | 4 | 6 | 1 | 8 | 5 |
| 4 | 6 | 8 | 1 | 5 | 7 | 3 | 2 | 9 |
| 7 | 8 | 3 | 5 | 2 | 1 | 4 | 9 | 6 |
| 1 | 9 | 4 | 7 | 6 | 3 | 8 | 5 | 2 |
| 6 | 2 | 5 | 8 | 9 | 4 | 7 | 1 | 3 |
| 2 | 3 | 7 | 4 | 8 | 5 | 9 | 6 | 1 |
| 8 | 5 | 6 | 3 | 1 | 9 | 2 | 7 | 4 |
| 9 | 4 | 1 | 6 | 7 | 2 | 5 | 3 | 8 |

SOLUTION DU N° 4745

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | 6 | 5 | 9 | 2 | 3 | 1 | 8 | 7 |
| 3 | 7 | 1 | 5 | 8 | 6 | 4 | 9 | 2 |
| 8 | 2 | 9 | 1 | 7 | 4 | 3 | 5 | 6 |
| 7 | 4 | 2 | 3 | 9 | 5 | 6 | 1 | 8 |
| 9 | 5 | 6 | 2 | 1 | 8 | 7 | 3 | 4 |
| 1 | 8 | 3 | 4 | 6 | 7 | 5 | 2 | 9 |
| 6 | 9 | 4 | 8 | 3 | 1 | 2 | 7 | 5 |
| 2 | 3 | 7 | 6 | 5 | 9 | 8 | 4 | 1 |
| 5 | 1 | 8 | 7 | 4 | 2 | 9 | 6 | 3 |

**LETTRES EN PLUS**
VASQUE – ÉTAYER – BOURRE – CRYPTE.

**LETTRES EN MOINS**
Les mots à trouver sont :
PALME (Forces, social, patine, aigrir, levage).
GOMBO (Osier, creux, forer, rider, duché).

Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



## TF1 21.10 Le remplaçant
Série. Humoristique



Fra. 2023. Saison 2. Avec JoeyStarr, Clémentine Célarié, Louise Monot. 2 épisodes. Inédit. La construction d'un satellite est prévue au lycée. Nicolas revient pour diriger ce projet. Camille, une élève inscrite en section mode, se fait harceler par Damien.

**23.00** New York Unité Spéciale. Série. Policière. 4 épisodes. Avec Ice-T.

## France 2 21.10 Les gouttes de Dieu
Série. Dramatique



Fra/Jap. 2023. Saison 1. Avec Fleur Geffrier, Tomohisa Yamashita. 3 épisodes. Inédit. La tension monte entre Camille et Issei. Les médias, de leur côté, font leurs choux gras de leur rivalité. Honoka est bouleversée en lisant le message d'Hirokazu.

**23.50** Le code. Série. Judiciaire. Parole contre parole – Engrenages.

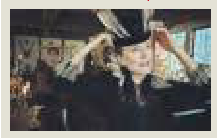
## France 3 20.52 Le Jour le plus long
Film. Guerre



EU. 1962. Réal. : Ken Annakin, Andrew Marton, Bernhard Wicki. 2h58. Avec John Wayne. La préparation et l'exécution du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, dans des conditions météorologiques difficiles, sous le feu nourri des Allemands.

**23.44** Spot campagne élections européennes. Magazine.

## Canal+ 21.09 Mary & George
Série. Historique



GB. 2024. Saison 1. Avec Julianne Moore. 3 épisodes. Déterminée à reconquérir la gloire et la fortune passées de sa famille, Mary Villiers pousse son fils George à se lancer dans une entreprise risquée.

**23.40** Killers of the Flower Moon. Film. Drame historique.

## Arte 20.55 Classe tous risques
Film. Thriller



Fra/Ita. 1960. Réal. : Claude Sautet. 1h44. Avec Lino Ventura. Un truand condamné à mort par contumace quitte l'Italie pour la France. S'il échappe à un contrôle douanier, il est traqué, et se cache à Nice.

**22.40** Kafka, cet inconnu illustre. Doc.
**23.35** Le procès. Film. Drame.

## M6 21.10 Mariés au premier regard
Documentaire



Fra. 2024. 2h10. 2 épisodes. Inédit. Coups de cœur, de folies, de poker mais aussi coups durs sont au menu de cette huitième saison de «Mariés au premier regard», une expérience qui s'avère hors norme.

**23.20** Mariés au premier regard, la vie d'après. Téléréalité. Inédit.

## À LA DEMANDE



### Mayfair witches





**Entre 1990 et 1994, l'écrivaine américaine Anne Rice, connue pour ses fascinantes «Chroniques des vampires», saga inaugurée par le fameux roman «Entretien avec un vampire», a consacré trois romans au destin des sorcières de Mayfair, un «spin-off» très abouti qui met en scène une quête familiale maléfique dans la touffeur de La Nouvelle-Orléans. La beauté surannée des décors contribue grandement au charme de cette série fantastique élégante, qui parvient à tenir en haleine tout au long de ses huit épisodes. Dans le rôle principal, l'actrice Alexandra Daddario, vue dans «Why Women Kill», «The Girlfriend Experience et «The White Lotus», est tout à fait convaincante.**

## C8



**19.41** Touche pas à mon poste ! Div.

**21.19 Commissaire Magellan**
Série. Policière. Fra. 2018. Saison 1. Avec Jacques Spiesser, Franz Lang. Mise en bière. Magellan s'intéresse au décès d'un jeune brasseur reconnu pour sa production de qualité. La famille du défunt peut-elle fournir une piste au policier ?

**23.13** Commissaire Magellan. Série.

## W9



**19.50** Les apprentis champions.

**21.10 Divergente 3 : au-delà du mur**
Film. Science-fiction. EU. 2016. 2h10. Avec Shailene Woodley. Tris et ses amis franchissent le mur encerclant Chicago et découvrent un monde hostile. Ils apprennent qu'ils ont été observés et testés des années.

**23.20** Divergente 2 : L'insurrection.

## TMC



**19.15** Quotidien. Divertissement.

**21.25 Valérian et la cité des mille planètes**
Film. Science-fiction. Fra. 2017. 2h25. Avec Dane DeHaan. L'existence d'une cité cosmopolitique est menacée par une force inconnue. Deux agents spatio-temporels sont chargés de rétablir la paix et l'harmonie.

**23.50** Lucy. Film. Science-fiction.

## France 5

**20.04** C à vous la suite. Talk-show.

**21.05 Sale temps pour la planète**
Documentaire. Fra. 2024. 1h48. 2 épisodes. L'Aude manque d'eau. Sur le pourtour méditerranéen, c'est à peine 150 millimètres d'eau qui tombent chaque année. Un drame pour les parcelles de vignes.

**22.53** C ce soir. Talk-show.

## RMC Découverte



**19.35** Vintage Mecanic. Doc.

**21.10 Génie mécanique**
Doc. Fra. 2023. 1h15. Alpine. Inédit. S'il est une marque française qui a révolutionné le monde automobile, grâce à ses modèles sportifs emblématiques, c'est bien Alpine. Avec l'A110, Alpine réussit l'exploit de devenir championne du monde des rallyes.

**22.25** Génie mécanique. Doc.

## Histoire TV

**19.50** L'énigme des témoins de Jéhovah. Documentaire.

**20.50 L'envers du mythe**
Doc. All. 2021. 1h40. 2 épisodes. Les légendes de l'histoire ont façonné la culture commune. Quelle est la part de vérité dans le mythe du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde ?

**22.30** «Le Chevalier au dragon», le roman disparu de la Table ronde.

## LE FIGARO TV Île-de-France

**13.00 Points de vue.**
**18.30 Le Buzz TV.** Anne Fulda, présentatrice de «L'Heure des livres» sur CNews. Interviewée par Damien Canivez et Sarah Lecoeuvre.
**19.00 Bienvenue en Île-de-France.** Présenté par Victoire Sikora.

**21.00**





ECLECTIC PRESSE - 2014

### Les évadés du IIIe Reich
Documentaire.

**22.30 Le Club Le Figaro Politique.** Yves Thréard reçoit Anne-Charlène Bezzina, constitutionaliste. Avec Guillaume Tabard, Guillaume Roquette et Alexandre Devecchio.



## Météo



ÉPHÉMÉRIDE St-Kévin
Soleil : Lever 05h49 - Coucher 21h48 - Dernier croissant de Lune

### MATIN

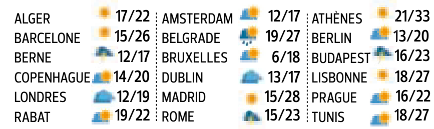
Lille 7 · Amiens 6 · Charleville-Mézières 8 · Metz 9 · Rouen 8 · Caen 7 · Paris 7 · Nancy 11 · Strasbourg 14 · Brest 7 · Rennes 8 · Orléans 7 · Troyes 10 · Belfort 13 · Tours 7 · Nantes 6 · Bourges 11 · Dijon 13 · Poitiers 10 · Limoges 12 · Clermont-Ferrand 13 · Lyon 15 · Grenoble 13 · Brive-la-Gaillarde 10 · Bordeaux 11 · Avignon 15 · Nice 14 · Montpellier 16 · Bayonne 13 · Toulouse 11 · Marseille 13 · Bastia 14 · Perpignan 16 · Ajaccio 13
Vent : 20 km/h · 20 km/h · 10 km/h

### APRÈS-MIDI

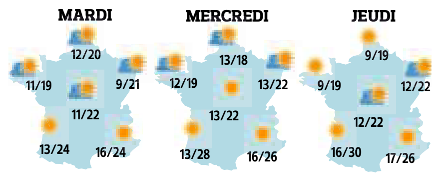
Lille 19 · Amiens 19 · Charleville-Mézières 18 · Metz 20 · Rouen 20 · Caen 16 · Paris 21 · Nancy 21 · Strasbourg 21 · Brest 21 · Rennes 22 · Orléans 21 · Troyes 20 · Belfort 18 · Tours 22 · Nantes 23 · Bourges 21 · Dijon 20 · Poitiers 23 · Limoges 20 · Clermont-Ferrand 19 · Lyon 22 · Grenoble 20 · Brive-la-Gaillarde 23 · Bordeaux 24 · Avignon 27 · Nice 25 · Montpellier 26 · Bayonne 23 · Toulouse 24 · Marseille 27 · Bastia 25 · Perpignan 27 · Ajaccio 22
Vent : 20 km/h · 30 km/h · 20 km/h




### LE TEMPS AILLEURS...



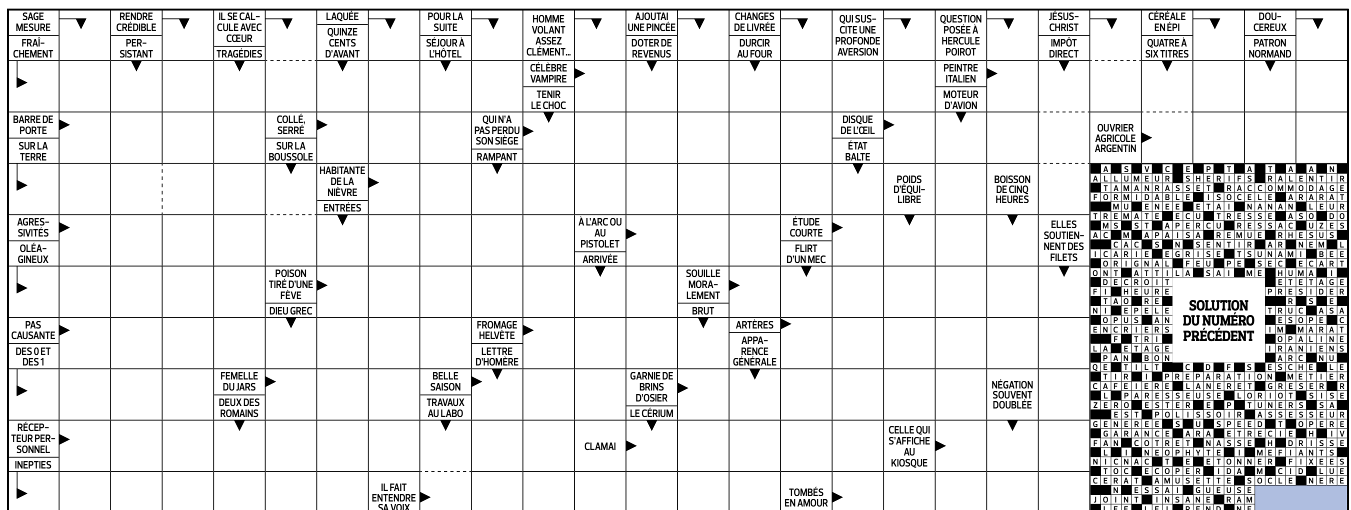
| Ville | T° | Ville | T° | Ville | T° |
|---|---|---|---|---|---|
| ALGER | 17/22 | AMSTERDAM | 12/17 | ATHÈNES | 21/33 |
| BARCELONE | 15/26 | BELGRADE | 19/27 | BERLIN | 13/20 |
| BERNE | 12/17 | BRUXELLES | 6/18 | BUDAPEST | 16/23 |
| COPENHAGUE | 14/20 | DUBLIN | 13/17 | LISBONNE | 18/27 |
| LONDRES | 12/19 | MADRID | 15/28 | PRAGUE | 16/22 |
| RABAT | 19/22 | ROME | 15/23 | TUNIS | 18/27 |







## MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3847





PAR
**Anne de Guigné**

Après 50 ans de carrière américaine, cet économiste très influent, spécialiste notamment des questions budgétaires, a décidé de rentrer en France. Et s'inquiète d'y voir l'État continuer à vivre au-dessus de ses moyens.



**«Le monde est terriblement compliqué, les économistes doivent être pragmatiques», confie Olivier Blanchard.**

LUCAS PIALOT/LE FIGARO

# La vie parisienne d'Olivier Blanchard

En ce matin ensoleillé, les rues de Paris resplendissent. Et l'humeur d'Olivier Blanchard, l'un des plus éminents économistes de sa génération, n'est pas à la nostalgie. Dans le café du Marais voisin de son domicile où il a donné rendez-vous, les serveurs reconnaissent la haute silhouette de ce nouvel habitué. Après cinquante ans de vie américaine, l'ancien chef économiste du FMI et son épouse ont quitté Washington il y a quelques mois. Le déménagement ne sonne pas la retraite de cet hyperactif. *«Depuis mon retour à Paris, j'ai cultivé de bons contacts à l'Élysée, Matignon et Bercy. J'ai eu l'occasion de donner mon avis»*, s'amuse-t-il. Emmanuel Macron lui avait déjà commandé il y a trois ans un rapport, cosigné avec Jean Tirole, sur les grands défis du pays : climat, inégalités, retraites. Quasiment rien n'en a été repris.

Pas de quoi décourager le chercheur ! Désormais, ce sont les finances publiques qui le préoccupent. Une préoccupation apparue depuis quelque temps déjà, et avant que l'on apprenne, quelques jours plus tard, la dégradation de la note de la France par l'agence de notation américaine Standard & Poor's.

L'économiste estime qu'il faut réduire le déficit à terme d'à peu près 4 % du PIB et s'inquiète de voir l'État français continuer à vivre au-dessus de ses moyens. *«Je reste macroniste, vu les alternatives*, assume-t-il, *mais je regrette que le président semble avoir renoncé à présenter un plan d'ajustement suffisamment ambitieux, dont un volet central me paraît être la nécessité d'une hausse du taux de participation des plus âgés et des plus jeunes.»* Autrement dit, faire travailler davantage les fameux «seniors» et réduire le chômage des jeunes.

Cette sensibilité budgétaire peut surprendre venant d'un chercheur réputé aux États-Unis pour sa ligne néokeynésienne. *«La position d'Olivier sur la dette publique est en fait nuancée*, confirme son coauteur et prix Nobel d'économie 2014, Jean Tirole. *Il insiste sur la nécessité pour la dette de financer l'investissement plutôt que la consommation. Et s'il est plus inquiet que la moyenne des macro-économistes quant au risque de récession associé aux politiques de restriction budgétaire, il note que la remontée des taux change la donne.»* Appelé à la tête du département d'économie du FMI par Dominique Strauss-Kahn au moment où la crise financière de 2008 explosait, Olivier Blanchard a appris à remettre en cause les certitudes de sa science. *«Ce qui me passionne, c'est le passage de la théorie à la pratique*, appuie-t-il. *Le monde est terriblement compliqué, les économistes doivent être pragmatiques.»*

> **« Je regrette que le président semble avoir renoncé à présenter un plan d'ajustement suffisamment ambitieux, dont un volet central me paraît être la nécessité d'une hausse du taux de participation des plus âgés et des plus jeunes »**
>
> **Olivier Blanchard**
> Économiste

*«Vaguement trotskiste»* dans sa jeunesse, l'économiste s'est ainsi, au fil des années, converti à un centre gauche de meilleur aloi pour les dîners de l'île de Ré, où la famille passe depuis des décennies les vacances d'été. *«En termes de valeurs, je trouve les inégalités actuelles totalement inacceptables*, affirme-t-il. *Mais la réalité, c'est que nous avons peu de leviers pour agir dans le cadre de l'économie de marché. Je crois que Thomas Piketty est trop optimiste quand il affirme qu'il est possible de pousser la redistribution aussi loin qu'il le dit.»*

Chercheur parmi les plus cités par ses pairs, Olivier Blanchard a découvert l'économie non pas sur les bancs de Polytechnique mais à Nanterre, après un cursus à l'ESCP. Il s'envole ensuite pour le MIT à Boston où il régnera des décennies sur le département d'économie. *«Professionnellement, le MIT, c'est le paradis terrestre pour quelqu'un qui veut faire de la recherche en économie. Ce n'est pas un département américain mais mondial, vous travaillez dans des conditions exceptionnelles avec des étudiants parmi les meilleurs au monde»*, s'enthousiasme-t-il.

De ses années aux États-Unis, où ses trois filles sont nées, l'homme a gardé le tutoiement facile et un style direct. Il quitte le FMI en 2015 pour rejoindre l'équipe de recherche d'un think-tank économique influent de Washington, le Peterson Institute, dont, à 75 ans, il continue depuis Paris de suivre les réunions hebdomadaires par visio. Un parcours sans faute selon Jean Tirole : *«Au plus haut niveau de la recherche mondiale en macroéconomie, Olivier a aussi formé des générations entières d'étudiants et, grâce à son bon sens et pragmatisme, a brillé dans l'exercice de la politique économique : un remarquable triptyque professionnel»*.

*«Comme professeur, Olivier était extraordinaire en raison de la clarté parfaite de sa pensée*, se rappelle en écho Thomas Philippon, aujourd'hui professeur de finances à la New York University. *En tant que chef du département d'économie, il a aussi repris à son compte la tradition du MIT de grande bienveillance envers les étudiants. Chaque été, il invitait la promotion de nouveaux diplômés et leurs parents à déjeuner dans son jardin»*.

Depuis son retour, Olivier Blanchard a repris du service auprès des thésards de Paris School of Economy (PSE), l'école fondée par Daniel Cohen et Thomas Piketty, en lien avec Normale Sup. *«Avec les étudiants en thèse de PSE, je joue le rôle du vieux sage*, sourit-il. *Je leur demande : quelle est la question ?, pourquoi choisir ce modèle ?, et si tout se passe bien, quelle est la réponse dont vous rêvez ?»* Des interrogations qu'il pourrait réitérer lors de ses visites en haut lieu !





## UN DERNIER MOT

**Par Étienne de Montety**

**Jouer** (jou-é) v. intr.
**S'ébattre, avec l'énergie du désespoir.**

**À une semaine des élections européennes, le camp présidentiel martèle : «Rien n'est joué.»**
**Le mot vient du latin *jocari* qui signifie plaisanter, badiner. Mais à l'évidence l'heure n'est pas au rire.**
**Cela fait des semaines que la joute électorale se déroule. Du côté de Renaissance, si on répète que rien n'est joué, c'est que plus personne ne joue gagnant.**
**Les sondages (qui sont un joug) le disent : Valérie Hayer est à la peine.**
**C'est dur : dans ce type de campagne, chacun joue des coudes, et elle a joué comme elle a pu sa partition.**
**Évidemment, étant donné sa position de représentante de la majorité présidentielle, elle a tout de suite à été mise en joue : feu sur le président et ses amis, c'est le jeu.**
**Ensuite la candidate s'est fait souffler la vedette par des concurrents plus roués - plus enjoués. Or chacun sait que si souffler n'est pas jouer, cela rend tout de suite le jeu plus difficile.**
**Elle jouait la prudence, les autres sur du velours.**
**Peut-être que rien n'est joué, mais les temps jouent, eux, et pas en sa faveur…**
**Récemment encore avec la dégradation de la note de la France, décidément, elle joue de malchance.**
**Mais Valérie Hayer continue à jouer : son va-tout.**
**À jouer et espère-t-elle à déjouer : les pronostics.** ■